



**RETURN BIDS TO:  
RETOURNER LES SOUMISSIONS À:**

**Bid Receiving - PWGSC / Réception des  
soumissions - TPSGC**  
**11 Laurier St. / 11, rue Laurier**  
**Place du Portage , Phase III**  
**Core 0B2 / Noyau 0B2**  
**Gatineau, Québec K1A 0S5**  
**Bid Fax: (819) 997-9776**

**REQUEST FOR PROPOSAL  
DEMANDE DE PROPOSITION**

**Proposal To: Public Works and Government  
Services Canada**

We hereby offer to sell to Her Majesty the Queen in right of Canada, in accordance with the terms and conditions set out herein, referred to herein or attached hereto, the goods, services, and construction listed herein and on any attached sheets at the price(s) set out therefor.

**Proposition aux: Travaux Publics et Services  
Gouvernementaux Canada**

Nous offrons par la présente de vendre à Sa Majesté la Reine du chef du Canada, aux conditions énoncées ou incluses par référence dans la présente et aux annexes ci-jointes, les biens, services et construction énumérés ici sur toute feuille ci-annexée, au(x) prix indiqué(s).

**Comments - Commentaires**

**Vendor/Firm Name and Address**

**Raison sociale et adresse du  
fournisseur/de l'entrepreneur**

**Issuing Office - Bureau de distribution**

Business Management and Consulting Services Division /  
Division des services de gestion des affaires et de  
consultation  
11 Laurier St. / 11, rue Laurier  
10C1, Place du Portage  
Gatineau, Québec K1A 0S5

<b>Title - Sujet</b> CRA Image Deposits	
<b>Solicitation No. - N° de l'invitation</b> EN891-182629/B	<b>Date</b> 2018-12-30
<b>Client Reference No. - N° de référence du client</b> 20182629	
<b>GETS Reference No. - N° de référence de SEAG</b> PW-\$\$ZG-404-34473	
<b>File No. - N° de dossier</b> 404zg.EN891-182629	<b>CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME</b>
<b>Solicitation Closes - L'invitation prend fin at - à 02:00 PM on - le 2019-02-15</b>	<b>Time Zone Fuseau horaire</b> Eastern Standard Time EST
<b>F.O.B. - F.A.B.</b> <b>Plant-Usine:</b> <input type="checkbox"/> <b>Destination:</b> <input checked="" type="checkbox"/> <b>Other-Autre:</b> <input type="checkbox"/>	
<b>Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à:</b> Papineau, Alain	<b>Buyer Id - Id de l'acheteur</b> 404zg
<b>Telephone No. - N° de téléphone</b> (613) 858-8997 ( )	<b>FAX No. - N° de FAX</b> ( ) -
<b>Destination - of Goods, Services, and Construction:</b> <b>Destination - des biens, services et construction:</b> DEPARTMENT OF PUBLIC WORKS AND GOVERNMENT SERVICES CANADA PORTAGE III 11 LAURIER ST Gatineau Quebec K1A0S5 Canada	

**Instructions: See Herein**

**Instructions: Voir aux présentes**

<b>Delivery Required - Livraison exigée</b> See Herein	<b>Delivery Offered - Livraison proposée</b>
<b>Vendor/Firm Name and Address</b> <b>Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur</b>	
<b>Telephone No. - N° de téléphone</b> <b>Facsimile No. - N° de télécopieur</b>	
<b>Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm (type or print)</b> <b>Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/ de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)</b>	
<b>Signature</b>	<b>Date</b>

<b>PARTIE 1 – RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX.....</b>	<b>3</b>
1.1 INTRODUCTION .....	3
1.2 SOMMAIRE.....	3
1.3 COMPTE RENDU .....	4
1.4 PROCESSUS DE CONFORMITÉ DES SOUMISSIONS EN PHASES.....	4
<b>PARTIE 2 –INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES SOUMISSIONNAIRES .....</b>	<b>5</b>
2.1 INSTRUCTIONS, CLAUSES ET CONDITIONS UNIFORMISÉES.....	5
2.2 PRÉSENTATION DES SOUMISSIONS.....	5
2.3 ANCIEN FONCTIONNAIRE .....	5
2.4 DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS – EN PÉRIODE DE SOUMISSION .....	7
2.5 LOIS APPLICABLE.....	7
2.6 FONDAMENT DU TITRE DU CANADA SUR LES DROITS DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE .....	7
<b>PARTIE 3 - INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES SOUMISSIONS .....</b>	<b>8</b>
3.1 INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES SOUMISSIONS .....	8
SECTION I: SOUMISSION TECHNIQUE .....	9
SECTION II: SOUMISSION FINANCIÈRE .....	9
SECTION III: ATTESTATIONS.....	10
SECTION IV : RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES .....	10
<b>PIÈCE JOINTE 1 DE LA PARTIE 3, BARÈME DE PRIX .....</b>	<b>11</b>
<b>PARTIE 4 –PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION.....</b>	<b>15</b>
4.1 PROCÉDURES D'ÉVALUATION .....	15
4.1.1 <i>Processus de conformité des soumissions en phases</i> .....	15
4.1.2 <i>Évaluation technique</i> .....	19
4.1.3 <i>Évaluation financière</i> .....	19
4.2 MÉTHODE DE SELECTION.....	20
<b>PIÈCE JOINTE 1 DE LA PARTIE 4 CRITÈRES TECHNIQUES .....</b>	<b>21</b>
<b>PARTIE 5 – ATTESTATIONS ET RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES .....</b>	<b>22</b>
5.1 ATTESTATIONS ET RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES EXIGÉS AVEC LA SOUMISSION .....	22
5.1.1 <i>Dispositions relatives à l'intégrité - déclaration de condamnation à une infraction.....</i>	22
5.2 ATTESTATIONS ET RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES EXIGÉS PRÉALABLEMENT À L'ATTRIBUTION DU CONTRAT ...	22
5.2.1 <i>Dispositions relatives à l'intégrité – documentation exigée.....</i>	22
5.2.2 <i>Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi - Attestation de soumission .....</i>	22
5.2.3 <i>Attestations additionnelles exigées préalablement à l'attribution du contrat.....</i>	23
<b>PIÈCE JOINTE 1 DE LA PARTIE 5, ATTESTATIONS ADDITIONNELLES EXIGÉES PRÉALABLEMENT À L'ATTRIBUTION DU CONTRAT .....</b>	<b>24</b>
<b>PARTIE 6 – EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ, EXIGENCES FINANCIÈRES ET AUTRES EXIGENCES .....</b>	<b>26</b>
6.1 EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ .....	26
6.2 CAPACITÉ FINANCIÈRE.....	26
6.3 EXIGENCES EN MATIÈRE D' ASSURANCE .....	26
<b>PARTIE 7 – CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT.....</b>	<b>28</b>
7.1 ÉNONCÉ DES TRAVAUX.....	28
7.2 CLAUSES ET CONDITIONS UNIFORMISÉES.....	28

7.2.1	Conditions générales .....	28
7.2.2	Conditions générales supplémentaires.....	28
7.3	EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ .....	28
7.4	DURÉE DU CONTRAT.....	29
7.4.1	Période du contrat.....	29
7.4.2	Option de prolongation du contrat .....	29
7.4.3	Option de prolongation du contrat- Période de transition .....	29
7.4.4	Résiliation avec avis de trente jours .....	30
7.5	RESPONSABLES.....	30
7.5.1	Autorité contractante.....	30
7.5.2	Chargé de projet.....	30
7.5.3	Représentant de l'entrepreneur .....	30
7.6	PAIEMENT.....	31
7.6.1	Base de paiement.....	31
7.6.2	Responsabilité totale du Canada.....	31
7.6.3	Méthode de paiement.....	31
7.6.4	Guide des CCUA.....	31
7.6.5	Paieement électronique de factures – contrat .....	31
7.6.6	Vérification discrétionnaire .....	32
7.7	INSTRUCTIONS RELATIVES À LA FACTURATION .....	32
7.8	ATTESTATIONS ET RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES .....	32
7.8.1	Conformité.....	32
7.8.2	Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi - Manquement de la part de l'entrepreneur.....	32
7.8.3	Attestation du contenu canadien .....	33
7.9	LOIS APPLICABLES .....	33
7.10	ORDRE DE PRIORITÉ DES DOCUMENTS .....	33
7.11	RESSORTISSANTS ÉTRANGERS .....	33
7.12	ASSURANCE.....	33
7.13	CLAUSe ADDITIONNELLES .....	33
<b>ANNEXE A, ÉNONCÉ DES TRAVAUX .....</b>		<b>34</b>
<b>ANNEXE B, BASE DE PAIEMENT .....</b>		<b>90</b>
<b>ANNEXE C, LISTE DE VÉRIFICATION DES EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ.....</b>		<b>92</b>

## **PARTIE 1 – RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX**

### **1.1 Introduction**

La demande de soumissions contient sept parties, ainsi que des pièces jointes et des annexes; et elle est divisée comme suit :

Partie 1	Renseignements généraux : renferme une description générale du besoin;
Partie 2	Instructions à l'intention des soumissionnaires : renferme les instructions, clauses et conditions relatives à la demande de soumissions;
Partie 3	Instructions pour la préparation des soumissions : donne aux soumissionnaires les instructions pour préparer leur soumission;
Partie 4	Procédures d'évaluation et méthode de sélection : décrit la façon selon laquelle se déroulera l'évaluation et présente les critères d'évaluation auxquels on doit répondre dans la soumission, ainsi que la méthode de sélection;
Partie 5	Attestations et renseignements supplémentaires : comprend les attestations et des renseignements supplémentaires à fournir;
Partie 6	Exigences relatives à la sécurité, exigences financières et autres exigences : comprend des exigences particulières auxquelles les soumissionnaires doivent répondre; et
Partie 7	Clauses du contrat subséquent : contient les clauses et les conditions qui s'appliqueront à tout contrat subséquent.

Les pièces jointes comprennent le barème de prix, les critères techniques et les certifications préalables à l'attribution du contrat.

Les annexes comprennent l'énoncé des travaux, la base de paiement et la liste de vérification des exigences relatives à la sécurité.

### **1.2 Sommaire**

Services Publics et Approvisionnement Canada (SPAC) a l'intention d'établir un contrat avec une institution financière canadienne pour les services de dépôt pour les chèques reçus de centres fiscaux spécifiques de l'Agence du revenu du Canada (ARC). À l'heure actuelle, l'ARC accepte quotidiennement les chèques par la poste ou dans des boîtes de dépôt dans leurs centres fiscaux du Canada. Ces chèques étaient autrefois déposés en vertu d'un arrangement prévoyant l'échange et le dépôt de biens matériels. Toutefois, à l'avenir, l'ARC recherchera un modèle dans lequel les images de chèques sont échangées contre un dépôt plutôt que des éléments physiques.

L'entrepreneur devra permettre le dépôt des chèques libellés en dollars canadiens reçus aux centres fiscaux de l'Agence de Sudbury et de Winnipeg. On amorcera ces dépôts en échangeant des fichiers images (X9).

La période contractuelle débutera à partir de la date octroyer du contrat à quatre (4) ans après l'attribution du contrat avec l'option irrévocable de prolonger la période du contrat de deux (2) périodes supplémentaires d'un an (1) et d'une période de transition de dix (10) mois avec les mêmes termes et conditions.

Des exigences de sécurité sont associées à cette exigence. Pour plus d'informations, consultez la Partie 6 - Exigences relatives à la sécurité, aux finances et autres, et la Partie 7 - Clauses du contrat subséquent. Pour plus de renseignements sur les clauses de sécurité ou de filtrage de sécurité du personnel et de l'organisation, les soumissionnaires devraient se reporter au programme de sécurité des contrats de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/esc-src/introduction-eng>). .html) site web

### **1.3 Compte rendu**

Les soumissionnaires peuvent demander un compte rendu des résultats du processus de demande de soumissions. Les soumissionnaires devraient en faire la demande à l'autorité contractante dans les 15 jours ouvrables suivant la réception des résultats du processus de la demande de soumissions . Le compte rendu peut être fourni par écrit, par téléphone ou en personne.

### **1.4 Processus de conformité des soumissions en phases**

Le processus de conformité des soumissions en phases s'applique à cette demande.

## **PARTIE 2 –INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES SOUMISSIONNAIRES**

### **2.1 Instructions, clauses et conditions uniformisées**

Toutes les instructions, clauses et conditions identifiées dans la demande de soumissions par un numéro, une date et un titre sont reproduites dans le [Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat](https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat) (<https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat>) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

Les soumissionnaires qui présentent une soumission s'engagent à respecter les instructions, les clauses et les conditions de la demande de soumissions, et acceptent les clauses et les conditions du contrat subséquent.

Le document 2003 (2018-05-22) , Instructions uniformisées - biens ou services - besoins concurrentiels, est incorporé par renvoi dans la demande de soumissions et en fait partie intégrante.

Le paragraphe 5.4 du document 2003, Instructions uniformisées - biens ou services - besoins concurrentiels, est modifié comme suit :

Supprimer : 60 jours

Insérer : 120 jours civils.

#### **2.1.1 Clauses du Guide des CCUA**

A7035T (2007-05-25) , Liste des sous-traitants proposés

### **2.2 Présentation des soumissions**

Les soumissions doivent être présentées uniquement au Module de réception des soumissions de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC) au plus tard à la date, à l'heure et à l'endroit indiqués à la page 1 de la demande de soumissions. Les soumissions transmises à TPSGC par courrier électronique ne seront pas acceptées. »

### **2.3 Ancien fonctionnaire**

Les contrats attribués à des anciens fonctionnaires qui touchent une pension ou qui ont reçu un paiement forfaitaire doivent résister à l'examen scrupuleux du public et constituer une dépense équitable des fonds publics. Afin de respecter les politiques et les directives du Conseil du trésor sur les contrats attribués à des anciens fonctionnaires, les soumissionnaires doivent fournir par écrit avant l'attribution du contrat pour chacune des questions ci-dessous la réponse à la question et, s'il y a lieu, l'information exigée.

Si l'autorité contractante n'a pas reçu la réponse à la question et, s'il y a lieu, l'information exigée par le temps où l'évaluation des soumissions est complétée, le Canada informera le soumissionnaire du délai à l'intérieur duquel la réponse à la question et, s'il y a lieu, l'information exigée doivent être fournies. Le défaut de se conformer à la demande du Canada et satisfaire à l'exigence dans le délai prescrit rendra la soumission non recevable.

#### **Définitions**

Aux fins de cette clause,

“ancien fonctionnaire” signifie tout ancien employé d'un ministère au sens de la [Loi sur la gestion des finances publiques](#), L.R., 1985, c. F-11, un ancien membre des Forces armées canadiennes ou de la Gendarmerie royale du Canada. Un ancien fonctionnaire peut être:

- a) un individu;
- b) un individu qui s'est incorporé;
- c) une société de personnes constituée d'anciens fonctionnaires; ou
- d) une entreprise à propriétaire unique ou une entité dans laquelle la personne visée détient un intérêt important ou majoritaire.

« période du paiement forfaitaire » signifie la période mesurée en semaines de salaire à l'égard de laquelle un paiement a été fait pour faciliter la transition vers la retraite ou un autre emploi par suite de la mise en place des divers programmes visant à réduire la taille de la fonction publique. La période du paiement forfaitaire ne comprend pas la période visée par l'allocation de fin de services, qui se mesure de façon similaire.

« pension » signifie, une pension ou une allocation annuelle versée en vertu de la [Loi sur la pension dans la fonction publique](#) (LPFP), L.R., 1985, ch. P-36, et toute augmentation versée en vertu de la [Loi sur les prestations de retraite supplémentaires](#), L.R., 1985, ch. S-24, dans la mesure où elle touche la LPFP. La pension ne comprend pas les pensions payables conformément à la [Loi sur la pension de retraite des Forces canadiennes](#), L.R., 1985, ch. C-17, à la [Loi sur la continuation de la pension des services de défense](#), 1970, ch. D-3, à la [Loi sur la continuation des pensions de la Gendarmerie royale du Canada](#), 1970, ch. R-10, et à la [Loi sur la pension de retraite de la Gendarmerie royale du Canada](#), L.R., 1985, ch. R-11, à la [Loi sur les allocations de retraite des parlementaires](#), L.R., 1985, ch. M-5, et à la partie de la pension versée conformément à la [Loi sur le Régime de pensions du Canada](#), L.R., 1985, ch. C-8.

#### **Ancien fonctionnaire touchant une pension**

Selon les définitions ci-dessus, est-ce que le soumissionnaire est un ancien fonctionnaire touchant une pension?

Oui ( ) Non ( )

Si oui, le soumissionnaire doit fournir l'information suivante pour tous les anciens fonctionnaires touchant une pension, le cas échéant:

- (a) le nom de l'ancien fonctionnaire; et
- (b) la date de cessation d'emploi dans la fonction publique ou de la retraite.

En fournissant cette information, les soumissionnaires acceptent que le statut du soumissionnaire retenu, en tant qu'ancien fonctionnaire touchant une pension en vertu de la LPFP, soit publié dans les rapports de divulgation proactive des marchés, sur les sites Web des ministères, et ce conformément à [l'Avis sur la Politique des marchés:2012-2](#) et aux [Lignes directrices sur la divulgation des marchés](#).

#### **Directive sur le réaménagement des effectifs**

Est-ce que le soumissionnaire est un ancien fonctionnaire qui a reçu un paiement forfaitaire en vertu de la Directive sur le réaménagement des effectifs?

Oui ( ) Non ( )

Si oui, le soumissionnaire doit fournir l'information suivante :

- a) le nom de l'ancien fonctionnaire;

- b) les conditions de l'incitatif versé sous forme de paiement forfaitaire;
- c) la date de cessation d'emploi;
- d) le montant du paiement forfaitaire;
- e) le taux de rémunération qui a servi au calcul du paiement forfaitaire;
- f) la période correspondant au paiement forfaitaire, incluant la date du début, d'achèvement et le nombre de semaines; et
- g) le nombre et le montant (honoraires professionnels) des autres contrats assujettis aux conditions d'un programme de réaménagement des effectifs.

Pour tous les contrats attribués pendant la période du paiement forfaitaire, le montant total des honoraires qui peut être payé à un ancien fonctionnaire qui a reçu un paiement forfaitaire est limité à 5,000 \$, incluant les taxes applicables.

## **2.4 Demandes de renseignements – en période de soumission**

Toutes les demandes de renseignements doivent être présentées par écrit à l'autorité contractante au moins 10 jours civils avant la date de clôture des soumissions. Pour ce qui est des demandes de renseignements reçues après ce délai, il est possible qu'on ne puisse pas y répondre.

Les soumissionnaires devraient citer le plus fidèlement possible le numéro de l'article de la demande de soumissions auquel se rapporte la question et prendre soin d'énoncer chaque question de manière suffisamment détaillée pour que le Canada puisse y répondre avec exactitude. Les demandes de renseignements techniques qui ont un caractère exclusif doivent porter clairement la mention « exclusif » vis-à-vis de chaque article pertinent. Les éléments portant la mention « exclusif » feront l'objet d'une discrétion absolue, sauf dans les cas où le Canada considère que la demande de renseignements n'a pas un caractère exclusif. Dans ce cas, le Canada peut réviser les questions ou peut demander au soumissionnaire de le faire, afin d'en éliminer le caractère exclusif, et permettre la transmission des réponses à tous les soumissionnaires. Le Canada peut ne pas répondre aux demandes de renseignements dont la formulation ne permet pas de les diffuser à tous les soumissionnaires.

## **2.5 Lois applicable**

Tout contrat subséquent sera interprété et régi selon les lois en vigueur en Ontario, et les relations entre les parties seront déterminées par ces lois. À leur discrétion, les soumissionnaires peuvent indiquer les lois applicables d'une province ou d'un territoire canadien de leur choix, sans que la validité de leur soumission ne soit mise en question, en supprimant le nom de la province ou du territoire canadien précisé et en insérant le nom de la province ou du territoire canadien de leur choix. Si aucun changement n'est indiqué, cela signifie que les soumissionnaires acceptent les lois applicables indiquées.

## **2.6 Fondement du titre du Canada sur les droits de propriété intellectuelle**

Le secteur Gestion bancaire et de la trésorerie de SPAC a déterminé que tous les droits de propriété intellectuelle découlant de l'exécution des travaux prévus par le contrat subséquent appartiendront au Canada pour les raisons suivantes: lorsque le matériel développé ou produit consiste en du matériel soumis au droit d'auteur, à l'exception des logiciels informatiques et de toute la documentation relative à ce logiciel



## **PARTIE 3 - INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES SOUMISSIONS**

### **3.1 Instructions pour la préparation des soumissions**

- a) En raison du caractère de la demande de soumissions, les soumissions transmises par télécopieur à l'intention de TPSGC ne seront pas acceptées.
- b) La soumission doit être séparée comme suit :
  - Section I : Soumission technique
  - Section II : Soumission financière
  - Section III : Attestations
  - Section IV : Renseignements supplémentaires
- c) Si le soumissionnaire choisit de soumettre sa soumission par voie électronique à l'aide du Service Connexion postal fourni par la Société canadienne des postes,
  - o le soumissionnaire devrait consulter l'article 08, Transmission par télécopieur ou par le service Connexion postal, des Instructions uniformisées 2003. La section 2 de l'article, Connexion postal, comprend des instructions et conditions;
  - o le soumissionnaire doit soumettre sa soumission en une seule transmission.
- d) Si le soumissionnaire choisit de soumettre sa soumission au Module de réception des soumissions de TPSGC électroniquement en n'utilisant pas le service Connexion postal fourni par la Société canadienne des postes, le Canada demande une enveloppe contenant une copie de la soumission sur une clé USB ou un CD. Le soumissionnaire devrait s'assurer que le numéro d'invitation à soumissionner ainsi que le nom et l'adresse du soumissionnaire sont clairement visibles sur l'enveloppe.
- e) Le Canada ne demande pas de copies papier de la soumission. Toutefois, si le soumissionnaire choisit de soumettre sa soumission au Module de réception des soumissions de TPSGC en copies papier, le Canada demande:
  - Section I: 1 copie papier
  - Sections II, III and IV: 1 copie papier des 3 sections
- f) En cas d'incompatibilité entre le libellé des copies de la soumission énumérées dans la liste suivante, c'est le libellé de la copie qui apparaît en premier sur la liste qui l'emporte sur celui de toute autre copie qui figure plus bas sur la liste:
  - o la copie de la soumission soumise par voie électronique à l'aide du service Connexion postal fourni par la Société canadienne des postes;
  - o la copie de la soumission soumise au Module de réception des soumissions de TPSGC électroniquement sur une clé USB ou un CD;
  - o les copies papier de la soumission soumise au Module de réception des soumissions de TPSGC.

Les prix doivent figurer dans la soumission financière seulement. Aucun prix ne doit être indiqué dans une autre section de la soumission.

Si le soumissionnaire choisit de soumettre sa soumission en copies papier, le Canada demande que les soumissionnaires suivent les instructions de présentation décrites ci-après pour préparer leur soumission:

- (a) utiliser du papier de 8,5 po x 11 po (216 mm x 279 mm); et

(b) utiliser un système de numérotation correspondant à celui de la demande de soumissions.

En avril 2006, le Canada a approuvé une politique exigeant que les ministères et organismes fédéraux prennent les mesures nécessaires pour incorporer les facteurs environnementaux dans le processus d'approvisionnement [Politique d'achats écologiques](http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ecologisation-greening/achats-procurement/politique-policy-fra.html) (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ecologisation-greening/achats-procurement/politique-policy-fra.html>).

Pour aider le Canada à atteindre ses objectifs, les soumissionnaires devraient:

- 1) utiliser du papier de 8,5 po x 11 po (216 mm x 279 mm) contenant des fibres certifiées provenant d'un aménagement forestier durable et contenant au moins 30 % de matières recyclées; et
- 2) utiliser un format qui respecte l'environnement: impression noir et blanc, recto-verso/à double face, broché ou agrafé, sans reliure Cerlox, reliure à attaches ni reliure à anneaux.

## **Section I: soumission technique**

Dans leur soumission technique, les soumissionnaires devraient démontrer leur compréhension des exigences contenues dans la demande de soumissions et expliquer comment ils répondront à ces exigences. Les soumissionnaires devraient démontrer leur capacité et décrire l'approche qu'ils prendront de façon complète, concise et claire pour effectuer les travaux.

La soumission technique devrait traiter clairement et de manière suffisamment approfondie des points faisant l'objet des critères d'évaluation en fonction desquels la soumission sera évaluée. Il ne suffit pas de reprendre simplement les énoncés contenus dans la demande de soumissions. Afin de faciliter l'évaluation de la soumission, le Canada demande que les soumissionnaires reprennent les sujets dans l'ordre des critères d'évaluation, sous les mêmes rubriques. Pour éviter les recoupements, les soumissionnaires peuvent faire référence à différentes sections de leur soumission en indiquant le numéro de l'alinéa et de la page où le sujet visé est déjà traité.

La Partie 4, Procédures d'évaluation, comprend d'autres instructions que les soumissionnaires devraient considérer au moment de préparer leur soumission technique.

## **Section II: soumission financière**

- A.** Les soumissionnaires doivent présenter leur soumission financière en dollars canadiens et en conformité avec le barème de prix détaillé dans la pièce jointe 1 de la Partie 3.
- B.** Les soumissionnaires doivent soumettre leurs prix FAB destination; les droits de douane et les taxes d'accise canadiens compris, s'il y a lieu; et les taxes applicables exclues.
- C.** Au moment de préparer leur soumission financière, les soumissionnaires devraient examiner la clause 4.1.2, Évaluation financière, de la Partie 4; et l'article 7.6, Paiement, de la partie 7.

### **D. Clauses du Guide des CCUA**

C3011T(2013-11-06), Fluctuation du taux de change

### **E. Paiement électronique de factures - soumission**

Le Canada demande au soumissionnaire :

- A) de choisir l'option 1 ou, s'il y a lieu, l'option 2 ci-dessous; et  
B) d'insérer dans la Section II de sa soumission l'option choisie.

L'acceptation des instruments de paiement électronique ne sera pas considérée comme un critère d'évaluation.

#### Option 1

Le soumissionnaire accepte d'être payé au moyen des instruments de paiement électronique suivants :

- ☐ Carte d'achat VISA
- ☐ Carte d'achat MasterCard
- ☐ Dépôt direct (national et international)
- ☐ Échange de données informatisées (EDI)
- ☐ Virement télégraphique (international seulement)
- ☐ Système de transfert de paiements de grande valeur (plus de 25 M\$)

#### Option 2

- ☐ Le soumissionnaire refuse d'être payé au moyen d'instruments de paiement électronique.

### Section III: Attestations

Les soumissionnaires devraient inclure dans la Section III de leur soumission les attestations exigées à la Partie 5 et, s'il y a lieu, les renseignements supplémentaires connexes.

### Section IV : Renseignements supplémentaires

Dans la section IV de leur soumission, les soumissionnaires devraient fournir :

1. La raison sociale (le nom légal);
2. leur numéro d'entreprise – approvisionnement (NEA);
3. le nom de la personne-ressource autorisée par le soumissionnaire à communiquer avec le Canada en ce qui concerne leur soumission et tout contrat subséquent pouvant découler de leur soumission; et l'information suivante la concernant: son adresse postale, ses numéros de téléphone et de télécopieur; et son adresse courriel;
4. concernant l'article 2.3, Ancien fonctionnaire, de la Partie 2 de la demande de soumissions, la réponse requise à chacune des questions; et si la réponse est oui, l'information requise;
5. concernant l'article 6.1, Exigences relatives à la sécurité, de la Partie 6 de la demande de soumissions :
  - a. pour chaque individu qui doit avoir accès à des renseignements ou à des biens de nature protégée ou classifiée ou à des établissements de travail dont l'accès est réglementé :
    - 1) le nom de l'individu;
    - 2) sa date de naissance; et
    - 3) s'ils sont disponibles, des renseignements confirmant que l'individu possède une attestation de sécurité tel qu'indiqué à la Partie 7 - Clauses du contrat subséquent;
  - b. l'adresse contenant les renseignements ci-dessous pour chaque lieu proposé pour la réalisation des travaux ou pour la sauvegarde des documents.  
Adresse :  
No civique, nom de la rue, unité / no de suite / d'appartement  
Ville, Province / Territoire /Code postal

## PIÈCE JOINTE 1 DE LA PARTIE 3, BARÈME DE PRIX

### BARÈME DE PRIX

Le soumissionnaire devrait remplir ce barème de prix et le joindre ensuite à sa soumission financière. Au minimum, le soumissionnaire doit répondre à ce barème de prix dans sa soumission financière en y incluant, pour chacune des périodes précisées ci-dessous, le prix ferme tout compris (en dollars canadiens) proposé pour chacune des catégories ciblées.

L'inclusion de données volumétriques dans le présent document ne constitue pas un engagement de la part du gouvernement du Canada que son utilisation future des services précisés dans la demande de soumissions correspondra à ces données. Les prévisions estimatives de la valeur et du volume sont indiquées à l'Annexe A, Appendice 8. Tout niveau de service estimatif précisé dans le barème de prix détaillé dans la pièce jointe 1 de la partie 3 est fourni aux seules fins de la détermination des prix dans le cadre de l'évaluation de la soumission. Il ne s'agit que d'une approximation des exigences, donnée à titre indicatif, et ne constitue pas une garantie contractuelle.

Voici les seules catégories de frais qui peuvent être proposées :

- A. Frais de dépôt d'images de chèques;
- B. Frais de traitement de débit compensatoire;
- C. Frais de dépôt des chèques eux-mêmes.

**Remarque :** Les frais susmentionnés doivent permettre au soumissionnaire de couvrir toutes les autres dépenses qu'il engage.

#### 1.0 Calcul du prix total évalué

Aux fins d'évaluation uniquement, le prix total évalué correspondra à la somme des catégories A, B et C décrites ci-dessous.

**Les cellules à fond gris ne sont fournies qu'aux fins d'évaluation; le soumissionnaire ne doit pas les remplir.**

#### A. Frais de dépôt d'images de chèques :

Prix unitaire ferme tout compris par image de chèque traitée comme il est décrit à la section 2.3 de l'Énoncé des travaux – Dépôts de fichier image. Les frais de transaction tout compris doivent tenir compte de toutes les exigences relatives au traitement et à l'établissement de rapports.

##### Directives

- a. Le soumissionnaire doit indiquer clairement un prix unitaire ferme tout compris applicable à chaque année du contrat dans la rangée 2 du tableau A1 (colonnes A, B, C, D, E et F).
- b. Les frais annuels estimatifs totaux pour le dépôt d'images de chèques seront calculés comme suit : (prévision du volume annuel d'images de chèques) x (frais d'image de chèque par unité). Le résultat de ce calcul sera inscrit dans la rangée 3 du tableau A1.

**Tableau A1 – Frais de dépôt d'images de chèques**

Frais annuels de dépôt d'images de chèques							
		A	B	C	D	E	F
	Catégorie	Année 1	Année 2	Année 3	Année 4	Année d'option 1	Année d'option 2
1	Prévision du volume annuel d'images de chèques	3 960 000	4 220 000	3 750 000	3 330 000	2 960 000	2 630 000
2	Frais d'image de chèque par unité	\$	\$	\$	\$	\$	\$
3	<b>Frais annuels de dépôt d'images de chèques</b> (Rangées 1 * 2)	\$	\$	\$	\$	\$	\$

**B. Frais de débit compensatoire**

Prix unitaire ferme tout compris par débit compensatoire traitée comme il est décrit à la section 2.4.1 de l'énoncé des travaux – Débits compensatoires. Ces frais doivent comprendre toutes les activités liées au traitement des débits compensatoires.

**Directives**

- Les soumissionnaires doivent indiquer clairement un prix unitaire ferme tout compris pour chaque année du contrat dans la rangée 2 du tableau B1 (colonnes A, B, C, D, E et F).
- Les frais annuels estimatifs totaux pour les débits compensatoires seront calculés comme suit : (volume annuel estimé pour les débits compensatoires) x (frais par débit compensatoire). Le résultat de ce calcul sera inscrit dans la rangée 3 du tableau B1.

**Tableau B1 – Frais de débit compensatoire**

Frais de débit compensatoire							
		A	B	C	D	E	F
		Année 1	Année 2	Année 3	Année 4	Année d'option 1	Année d'option 2
1	Estimation du volume annuel de débits compensatoires	39 600	42 200	37 500	33 300	29 600	26 300
2	Frais de débit compensatoire	\$	\$	\$	\$	\$	\$
3	Frais de débit compensatoire annuels (Rangées 1 * 2)	\$	\$	\$	\$	\$	\$

### C. Frais de dépôt des chèques eux-mêmes

Prix unitaire ferme tout compris par chèque physique traitée comme il est décrit à la section 2.8 de l'Énoncé des travaux – Service facultatif - Dépôts de chèques eux-mêmes. Les frais de transaction tout compris doivent tenir compte de toutes les exigences relatives au traitement et à l'établissement de rapports. Veuillez noter que nous attribuons une pondération à cette catégorie de 5% afin de tenir compte de la faible probabilité que ce service facultatif soit mis en œuvre sous la forme d'une modification de contrat formelle.

#### Directives

- a) Les soumissionnaires doivent indiquer clairement un prix unitaire ferme tout compris pour chaque année du contrat dans la rangée 2 du tableau C1 (colonnes A, B, C, D, E et F).
- b) Les frais annuels estimatifs totaux pour le dépôt des chèques eux-mêmes seront calculés comme suit : (volume annuel estimé des chèques physiques) x (frais de chèque physique par unité) x (facteur de probabilité de 5%). Le résultat de ce calcul sera inscrit dans la rangée 4 du tableau C1.

**Tableau C1 – Frais de dépôt des chèques eux-mêmes**

Frais de dépôt des chèques eux-mêmes							
		A	B	C	D	E	F
		Année 1	Année 2	Année 3	Année 4	Année d'option 1	Année d'option 2
1	Prévision du volume annuel des chèques physiques	1,000,000	900,000	800,000	700,000	600,000	600,000
2	Frais de chèque physique par unité	\$	\$	\$	\$	\$	\$
3	Facteur de probabilité	5%	5%	5%	5%	5%	5%
4	Frais de dépôt des chèques eux-mêmes (Rangées 1 * 2 * 3)	\$	\$	\$	\$	\$	\$

#### D. Sommaire des frais – Prix total évalué – AUX FINS D'ÉVALUATION SEULEMENT

Le prix total évalué correspondra à la somme des catégories A, B et C décrites ci-dessus. Le tableau D1 n'est fourni qu'aux fins d'évaluation; le soumissionnaire ne doit pas le remplir.

**Tableau D1 – PRIX TOTAL ÉVALUÉ**

		1	2	3	4	5	6
		Période du contrat – Année 1	Période du contrat – Année 2	Période du contrat – Année 3	Période du contrat – Année 4	Année d'option 1	Année d'option 2
Article Description		Frais annuels tout compris	Frais annuels tout compris	Frais annuels tout compris	Frais annuels tout compris	Frais annuels tout compris	Frais annuels tout compris
A	Frais annuels de dépôt d'images de chèques (Rangée 3 du tableau A1)	\$	\$	\$	\$	\$	\$
B	Frais de débit compensatoire annuels (Rangée 3 du tableau B1)	\$	\$	\$	\$	\$	\$
C	Frais de débit compensatoire annuels (Rangée 4 du tableau C1)	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Prix annuel évalué =		\$ (somme de la colonne 1)	\$ (somme de la colonne 2)	\$ (somme de la colonne 3)	\$ (somme de la colonne 4)	\$ (somme de la colonne 5)	\$ (somme de la colonne 6)
PRIX TOTAL ÉVALUÉ = (somme des prix annuels évalués indiqués aux colonnes 1, 2, 3, 4, 5 et 6)						\$	

## **PARTIE 4 –PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION**

### **4.1 Procédures d'évaluation**

Les soumissions seront évaluées par rapport à l'ensemble des exigences de la demande de soumissions, incluant les critères d'évaluation technique.

Une équipe d'évaluation composée de représentants du Canada évaluera les soumissions.

Le Canada appliquera le Processus de conformité des soumissions en phases décrit ci-dessous.

#### **4.1.1 Processus de conformité des soumissions en phases**

##### **4.1.1.1 (19-07-2018) Généralités**

- (a) Pour ce besoin, le Canada applique le PCSP tel que décrit ci-dessous.
- (b) Nonobstant tout examen par le Canada aux phases I ou II du Processus, les soumissionnaires sont et demeureront les seuls et uniques responsables de l'exactitude, de l'uniformité et de l'exhaustivité de leurs soumissions, et le Canada n'assume, en vertu de cet examen, aucune obligation ni de responsabilité envers les soumissionnaires de relever, en tout ou en partie, toute erreur ou toute omission, dans les soumissions ou en réponse à toute communication provenant d'un soumissionnaire.

Le soumissionnaire reconnaît que les examens lors des phases i et ii du présent processus ne sont que préliminaires et n'empêchent pas qu'une soumission soit néanmoins jugée non recevable à la phase iii, et ce, même pour les exigences obligatoires qui ont fait l'objet d'un examen aux phases i ou ii, et même si la soumission aurait été jugée recevable à une phase antérieure. Le Canada peut déterminer à sa discrétion qu'une soumission ne répond pas à une exigence obligatoire à n'importe quelle de ces phases. Le soumissionnaire reconnaît également que malgré le fait qu'il ait fourni une réponse à un avis ou à un rapport d'évaluation de la conformité (rec) (tel que ces termes sont définis plus bas) qu'il est possible que cette réponse ne suffise pas pour que sa soumission soit jugée conforme aux autres exigences obligatoires.
- (c) Le Canada peut, à sa propre discrétion et à tout moment, demander et recevoir de l'information de la part du soumissionnaire afin de corriger des erreurs ou des lacunes administratives dans sa soumission, et cette nouvelle information fera partie intégrante de sa soumission. Ces erreurs pourraient être, entre autres : une signature absente; une case non cochée dans un formulaire; une erreur de forme; l'omission d'un accusé de réception, du numéro d'entreprise d'approvisionnement ou même les coordonnées des personnes-ressources, c'est-à-dire leurs noms, leurs adresses et les numéros de téléphone; ou encore des erreurs d'inattention dans les calculs ou dans les nombres, et des erreurs qui n'affectent en rien les montants que le soumissionnaire a indiqué pour le prix ou pour tout composant du prix. Ainsi, le Canada a le droit de demander ou de recevoir toute information après la date de clôture de l'invitation à soumissionner uniquement lorsque l'invitation à soumissionner permet ce droit expressément.

Le soumissionnaire disposera alors d'un délai indiqué pour fournir l'information



requis. Toute information fournie hors délais sera refusée.

- (d) Le PCSP ne limite pas les droits du Canada en vertu du Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat (CCUA) 2003 (22-05-2018) Instructions uniformisées – biens ou services – besoins concurrentiels, ni le droit du Canada de demander ou d'accepter toute information pendant la période de soumission ou après la clôture de cette dernière, lorsque la demande de soumissions confère expressément ce droit au Canada, ou dans les circonstances décrites au paragraphe (c).
- (e) Le Canada enverra un Avis ou un REC selon la méthode de son choix et à sa discrétion absolue. Le soumissionnaire doit soumettre sa réponse par la méthode stipulée dans l'Avis ou le REC. Les réponses sont réputées avoir été reçues par le Canada à la date et à l'heure qu'elles ont été livrées au Canada par la méthode indiquée dans l'Avis ou le REC et à l'adresse qui y figure. Un courriel de réponse autorisé dans l'Avis ou le REC est réputé reçu par le Canada à la date et à l'heure auxquelles il a été reçu dans la boîte de réception de l'adresse électronique indiquée dans l'Avis ou le REC. Un Avis, ou un REC, envoyé par le Canada au soumissionnaire à l'adresse fournie par celui-ci dans la soumission ou après l'envoi de celle-ci est réputé avoir été reçu par le soumissionnaire à la date à laquelle il a été envoyé par le Canada. Le Canada n'assume aucune responsabilité envers les soumissionnaires pour les soumissions retardataires, peu importe la cause.

#### **4.1.1.2 (13-03-2018) Phase I: Soumission financière:**

- a) Après la date et l'heure de clôture de cette demande de soumissions, le Canada examinera la soumission pour déterminer si elle comporte une soumission financière et si celle-ci contient toute l'information demandée par la demande de soumissions. L'examen par le Canada à la phase I se limitera à déterminer s'il y a manque des informations exigées par la demande de soumissions à la soumission financière. Cet examen n'évaluera pas si la soumission financière répond à toute norme ou si elle est conforme à toutes les exigences de la demande.
- b) L'examen par le Canada durant la phase I sera effectué par des fonctionnaires du ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux Canada.
- c) Si le Canada détermine, selon sa discrétion absolue, qu'il n'y a pas de soumission financière ou qu'il manque toutes les informations demandées dans la soumission financière, la soumission sera alors jugée non recevable et sera rejetée.
- d) Pour les soumissions autres que celles décrites au paragraphe (c), Canada enverra un avis écrit au soumissionnaire (« Avis ») identifiant où la soumission financière manque d'informations. Un soumissionnaire dont la soumission financière a été jugée recevable selon les exigences examinées lors de la phase I ne recevra pas d'Avis. De tels soumissionnaires n'auront pas le droit de soumettre de l'information supplémentaire relativement à leur soumission financière.
- e) Les soumissionnaires qui ont reçu un Avis bénéficieront d'un délai indiqué dans l'Avis (la « période de grâce ») pour redresser les points indiqués dans l'Avis en fournissant au Canada, par écrit, l'information supplémentaire ou une clarification en réponse à l'Avis. Les réponses reçues après la fin de la période de grâce ne seront pas prises en considération par le Canada sauf dans les circonstances et conditions stipulées expressément dans l'avis.

- f) Dans sa réponse à l'Avis, le soumissionnaire n'aura le droit de redresser que la partie de sa soumission financière indiquée dans l'Avis. Par exemple, lorsque l'Avis indique qu'un élément a été laissé en blanc, seule l'information manquante pourra ainsi être ajoutée à la soumission financière, excepté dans les cas où l'ajout de cette information entraînera nécessairement la modification des calculs qui ont déjà été présentés dans la soumission financière (p. ex. le calcul visant à déterminer le prix total). Les rajustements nécessaires devront alors être mis en évidence par le soumissionnaire et seuls ces rajustements pourront être effectués. Toutes les informations fournies doivent satisfaire aux exigences de la demande de soumissions.
- g) Toute autre modification apportée à la soumission financière soumise par le soumissionnaire sera considérée comme une nouvelle information et sera rejetée. Aucun changement ne sera autorisé à une quelconque autre section de la soumission du soumissionnaire. L'intégralité de l'information soumise conformément aux exigences de cette demande de soumissions en réponse à l'Avis remplacera **uniquement** la partie de la soumission financière originale telle qu'autorisée ci-dessus et sera utilisée pour le reste du processus d'évaluation des soumissions.
- h) Le Canada déterminera si la soumission financière est recevable pour les exigences examinées à la phase I, en tenant compte de l'information supplémentaire ou de la clarification fournie par le soumissionnaire conformément à la présente section. Si la soumission financière n'est pas jugée recevable au regard des exigences examinées à la phase I à la satisfaction du Canada, la soumission financière sera jugée non recevable et rejetée.
- i) Seules les soumissions jugées recevables conformément aux exigences examinées à la phase I à la satisfaction du Canada seront examinées à la phase II.

#### **4.1.1.3 (13-03-2018) Phase II : Soumission technique**

- (a) L'examen par le Canada au cours de la phase II se limitera à une évaluation de la soumission technique afin de vérifier si le soumissionnaire a respecté toutes les exigences obligatoires d'admissibilité. Cet examen n'évalue pas si la soumission technique répond à une norme ou répond à toutes les exigences de la soumission. Les exigences obligatoires d'admissibilité sont les critères techniques obligatoires tels qu'ainsi décrits dans la présente demande de soumissions comme faisant partie du Processus de conformité des soumissions en phases. Les critères techniques obligatoires qui ne sont pas identifiés dans la demande de soumissions comme faisant partie du PCSP ne seront pas évalués avant la phase III.
- (b) Le Canada enverra un avis écrit au soumissionnaire REC précisant les exigences obligatoires d'admissibilité que la soumission n'a pas respectée. Un soumissionnaire dont la soumission a été jugée recevable au regard des exigences examinées au cours de la phase II recevra un REC qui précisera que sa soumission a été jugée recevable au regard des exigences examinées au cours de la phase II. Le soumissionnaire en question ne sera pas autorisé à soumettre des informations supplémentaires en réponse au REC.

- (c) Le soumissionnaire disposera de la période de temps précisée dans le REC (« période de grâce ») pour remédier à l'omission de répondre à l'une ou l'autre des exigences obligatoires d'admissibilité inscrites dans le REC en fournissant au Canada, par écrit, des informations supplémentaires ou des clarifications en réponse au REC. Les réponses reçues après la fin de la période de grâce ne seront pas prises en considération par le Canada sauf, dans les circonstances et conditions expressément prévues par le REC.
- (d) La réponse du soumissionnaire doit adresser uniquement les exigences obligatoires d'admissibilité énumérées dans le rapport d'évaluation de conformité (REC) et considérées comme non accomplies, et doit inclure uniquement les renseignements nécessaires pour ainsi se conformer aux exigences. Toutefois, dans le cas où une réponse aux exigences obligatoires d'admissibilité énumérées dans le REC entraînera nécessairement la modification d'autres renseignements qui sont déjà présents dans la soumission, les rajustements nécessaires devront être mis en évidence par le soumissionnaire. La réponse au REC ne doit pas inclure de changement à la soumission financière. Toute autre information supplémentaire qui n'est pas requise pour se conformer aux exigences ne sera pas prise en considération par le Canada.
- (e) La réponse du soumissionnaire au REC devra spécifier, pour chaque cas, l'exigence obligatoire d'admissibilité du REC à laquelle elle répond, notamment en identifiant le changement effectué dans la section correspondante de la soumission initiale, et en identifiant dans la soumission initiale les modifications nécessaires qui en découlent. Pour chaque modification découlant de la réponse aux exigences obligatoires d'admissibilité énumérées dans le REC, le soumissionnaire doit expliquer pourquoi une telle modification est nécessaire. Il n'incombe pas au Canada de réviser la soumission du soumissionnaire; il incombe plutôt au soumissionnaire d'assumer les conséquences si sa réponse au REC n'est pas effectuée conformément au présent paragraphe. Toutes les informations fournies doivent satisfaire aux exigences de la demande de soumissions.
- (f) Tout changement apporté à la soumission par le soumissionnaire en dehors de ce qui est demandé, sera considéré comme étant de l'information nouvelle et ne sera pas prise en considération. L'information soumise selon les exigences de cette demande de soumissions en réponse au REC remplacera, intégralement et **uniquement** la partie de la soumission originale telle qu'elle est autorisée dans cette section.

- (g) Les informations supplémentaires soumises pendant la phase II et permises par la présente section seront considérées comme faisant partie de la soumission et seront prises en compte par le Canada dans l'évaluation de la soumission lors de la phase II que pour déterminer si la soumission respecte les exigences obligatoires admissibles. Celles-ci ne seront utilisées à aucune autre phase de l'évaluation pour augmenter ou diminuer les notes que la soumission originale pourrait obtenir sans les avantages de telles informations additionnelles. Par exemple, un critère obligatoire admissible qui exige l'obtention d'un nombre minimum de points pour être considéré conforme sera évalué à la phase II afin de déterminer si cette note minimum obligatoire aurait été obtenue si le soumissionnaire n'avait pas soumis les renseignements supplémentaires en réponse au REC. Dans ce cas, la soumission sera considérée comme étant conforme par rapport à ce critère obligatoire admissible et les renseignements supplémentaires soumis par le soumissionnaire lieront le soumissionnaire dans le cadre de sa soumission, mais la note originale du soumissionnaire, qui était inférieure à la note minimum obligatoire pour ce critère obligatoire admissible, ne changera pas, et c'est cette note originale qui sera utilisée pour calculer les notes pour la soumission.
- (h) Le Canada déterminera si la soumission est recevable pour les exigences examinées à la phase II, en tenant compte de l'information supplémentaire ou de la clarification fournie par le soumissionnaire conformément à la présente section. Si la soumission n'est pas jugée recevable selon des exigences examinées à la phase II à la satisfaction du Canada, la soumission financière sera jugée non recevable et rejetée.
- (i) Uniquement les soumissions jugées recevables selon les exigences examinées à la phase II et à la satisfaction du Canada seront ensuite évaluées à la phase III.

#### **4.1.1.4 Phase III : Évaluation finale de la soumission**

- (a) À la phase III, le Canada complétera l'évaluation de toutes les soumissions jugées recevables selon les exigences examinées à la phase II. Les soumissions seront évaluées par rapport à l'ensemble des exigences de la demande de soumissions, y compris les exigences d'évaluation technique et financière.
- (b) Une soumission sera jugée non recevable et sera rejetée si elle ne respecte pas toutes les exigences d'évaluation obligatoires de la demande de soumissions.

### **4.1.2 Évaluation technique**

#### **4.1.2.1 Critères techniques obligatoires**

Voir la pièce jointe 1 de la Partie 4.

Le Processus de conformité des soumissions en phases s'appliquera à tous les exigences techniques obligatoires.

### **4.1.3 Évaluation financière**

**4.1.3.1** Aux fins de l'évaluation des soumissions et de la sélection de l'entrepreneur, le prix évalué d'une soumission sera déterminé conformément au barème de prix détaillé dans la pièce jointe 1 de la Partie 3.

**4.1.3.2** Les données volumétriques incluses dans le barème de prix détaillé dans la pièce jointe 1 de la partie 3 sont fournies uniquement à des fins de détermination du

prix d'évaluation des offres. Ils ne doivent pas être considérés comme une garantie contractuelle

## **4.2 Méthode de selection**

### **4.2.1 Prix Évalué le plus bas**

4.2.1.1 Une soumission doit respecter les exigences de la demande de soumissions et satisfaire à tous les critères d'évaluation obligatoires pour être déclarée recevable.

4.2.1.2 La soumission recevable ayant le prix évalué le plus bas sera recommandée pour attribution d'un contrat.

## PIÈCE JOINTE 1 DE LA PARTIE 4 CRITÈRES TECHNIQUES

### 1.1.1 Critère technique obligatoire

La soumission doit répondre au critère technique obligatoire énoncé ci-dessous. Le soumissionnaire doit fournir la documentation nécessaire pour démontrer sa conformité au critère.

Les soumissions qui ne répondent pas au critère technique obligatoire seront déclarées non recevables.

Critère technique obligatoire (CTO)		
Adhésion à Paiements Canada		
Numéro	Critère technique obligatoire	Instructions pour la préparation des soumissions
CTO1	Le soumissionnaire doit être un adhérent du Système automatisé de compensation et de règlement (SACR) ou un adhérent-correspondant de groupe affilié directement au SACR.	Le soumissionnaire devrait fournir une preuve de son adhésion au SCRA. Il suffit de présenter un certificat d'adhésion, un numéro de membre ou une lettre d'acceptation fournie par Paiements Canada.

## **PARTIE 5 – ATTESTATIONS ET RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES**

Les soumissionnaires doivent fournir les attestations et les renseignements supplémentaires exigés pour qu'un contrat leur soit attribué.

Les attestations que les soumissionnaires remettent au Canada peuvent faire l'objet d'une vérification à tout moment par le Canada. À moins d'indication contraire, le Canada déclarera une soumission non recevable, ou à un manquement de la part de l'entrepreneur s'il est établi qu'une attestation du soumissionnaire est fausse, sciemment ou non, que ce soit pendant la période d'évaluation des soumissions, ou pendant la durée du contrat. L'autorité contractante aura le droit de demander des renseignements supplémentaires pour vérifier les attestations du soumissionnaire. À défaut de répondre et de coopérer à toute demande ou exigence imposée par l'autorité contractante, la soumission sera déclarée non recevable, ou constituera un manquement aux termes du contrat.

### **5.1 Attestations et renseignements supplémentaires exigés avec la soumission**

#### **5.1.1 Dispositions relatives à l'intégrité - déclaration de condamnation à une infraction**

Conformément aux dispositions relatives à l'intégrité des instructions uniformisées, tous les soumissionnaires doivent présenter avec leur soumission, s'il y a lieu, le formulaire de déclaration d'intégrité disponible sur le site Web Intégrité – Formulaire de déclaration (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ci-if/declaration-fra.html>), afin que leur soumission ne soit pas rejetée du processus d'approvisionnement.

### **5.2 Attestations et renseignements supplémentaires exigés préalablement à l'attribution du contrat**

Les attestations et les renseignements supplémentaires exigés ci-dessous devraient être fournis avec la soumission mais peuvent être fournis plus tard. Si les attestations et renseignements supplémentaires exigés ne sont pas fournis avec la soumission, l'autorité contractante informera le soumissionnaire du délai à l'intérieur duquel le soumissionnaire devra les soumettre. À défaut de fournir les attestations et renseignements supplémentaires exigés dans le délai prévu, la soumission sera déclarée non recevable.

#### **5.2.1 Dispositions relatives à l'intégrité – documentation exigée**

Conformément à l'article intitulé Renseignements à fournir lors d'une soumission, de la passation d'un contrat ou de la conclusion d'un accord immobilier de la [Politique d'inadmissibilité et de suspension](http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ci-if/politique-policy-fra.html) (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ci-if/politique-policy-fra.html>), le soumissionnaire doit présenter la documentation exigée, s'il y a lieu, afin que sa soumission ne soit pas rejetée du processus d'approvisionnement.

#### **5.2.2 Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi - Attestation de soumission**

En présentant une soumission, le soumissionnaire atteste que le soumissionnaire, et tout membre de la coentreprise si le soumissionnaire est une coentreprise, n'est pas nommé dans la « Liste des soumissionnaires à admissibilité limitée du PCF » du Programme de contrats fédéraux (PCF) pour l'équité en matière d'emploi disponible au bas de la page du site Web [d'Emploi et Développement social Canada](#)

[\(EDSC\) – Travail \(https://www.canada.ca/fr/emploi-developpement-social/programmes/equite-emploi/programme-contrats-federaux.html\)](https://www.canada.ca/fr/emploi-developpement-social/programmes/equite-emploi/programme-contrats-federaux.html) .

Le Canada aura le droit de déclarer une soumission non recevable si le soumissionnaire, ou tout membre de la coentreprise si le soumissionnaire est une coentreprise, figure dans la « Liste des soumissionnaires à admissibilité limitée du PCF » au moment de l'attribution du contrat.

Le Canada aura aussi le droit de résilier le contrat pour manquement si l'entrepreneur, ou tout membre de la coentreprise si l'entrepreneur est une coentreprise, figure dans la « Liste des soumissionnaires à admissibilité limitée du PCF » pendant la durée du contrat.

Le soumissionnaire doit fournir à l'autorité contractante l'attestation Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi remplie avant l'attribution du contrat. Si le soumissionnaire est une coentreprise, il doit fournir à l'autorité contractante avant l'attribution du contrat l'attestation Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi remplie pour chaque membre de la coentreprise. La pièce jointe 1 de la Partie 5, Attestations additionnelles préalables à l'attribution du contrat, comprend une copie de l'attestation à fournir.

### **5.2.3 Attestations additionnelles exigées préalablement à l'attribution du contrat**

Les attestations additionnelles exigées à fournir sont comprises dans la pièce jointe 1 de la Partie 5, Attestations additionnelles exigées préalablement à l'attribution du contrat.



## PIÈCE JOINTE 1 DE LA PARTIE 5, ATTESTATIONS ADDITIONNELLES EXIGÉES PRÉALABLEMENT À L'ATTRIBUTION DU CONTRAT

### 1) Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi - Attestation

Je, soumissionnaire, en présentant les renseignements suivants à l'autorité contractante, atteste que les renseignements fournis sont exacts à la date indiquée ci-dessous. Les attestations fournies au Canada peuvent faire l'objet d'une vérification à tout moment. Je comprends que le Canada déclarera une soumission non recevable, ou un entrepreneur en situation de manquement, si une attestation est jugée fausse, que ce soit pendant la période d'évaluation des soumissions, ou pendant la durée du contrat. Le Canada aura le droit de demander des renseignements supplémentaires pour vérifier les attestations d'un soumissionnaire. À défaut de répondre à toute demande ou exigence imposée par le Canada, la soumission peut être déclarée non recevable ou constituer un manquement aux termes du contrat.

Pour obtenir de plus amples renseignements sur le Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi, visitez le site Web [d'Emploi et Développement social Canada \(EDSC\) – Travail](https://www.canada.ca/fr/emploi-developpement-social/programmes/equite-emploi/programme-contrats-federaux.html) (<https://www.canada.ca/fr/emploi-developpement-social/programmes/equite-emploi/programme-contrats-federaux.html>).

Date : \_\_\_\_\_ Instructions à l'intention du soumissionnaire : (AAAA/MM/JJ) Si aucune date n'est indiquée, la date de clôture de la demande de soumissions sera utilisée.

Instructions à l'intention du soumissionnaire : Compléter à la fois A et B.

A. Instructions à l'intention du soumissionnaire : Cochez seulement une des déclarations suivantes :

- ☐ A1. Le soumissionnaire atteste qu'il n'a aucun effectif au Canada.
- ☐ A2. Le soumissionnaire atteste qu'il est un employeur du secteur public.
- ☐ A3. Le soumissionnaire atteste qu'il est un [employeur sous réglementation fédérale](#), dans le cadre de la [Loi sur l'équité en matière d'emploi](#).
- ☐ A4. Le soumissionnaire atteste qu'il a un effectif combiné de moins de 100 employés permanents à temps plein et / ou permanents à temps partiel au Canada.
- ☐ A5. Le soumissionnaire atteste qu'il a un effectif combiné de 100 employés permanents à temps plein et/ou permanents à temps partiel ou plus au Canada.
- ☐ A5.1. Le soumissionnaire atteste qu'il a conclu un [Accord pour la mise en œuvre de l'équité en matière d'emploi](#) valide et en vigueur avec EDSC - Travail.
- ☐ A5.2. Le soumissionnaire a présenté [l'Accord pour la mise en œuvre de l'équité en matière d'emploi \(LAB1168\)](#) à EDSC - Travail. Comme il s'agit d'une condition à l'attribution d'un contrat, remplissez le formulaire intitulé Accord pour la mise en œuvre de l'équité en matière d'emploi (LAB1168), signez-le en bonne et due forme et transmettez-le à EDSC - Travail.

B. Instructions à l'intention du soumissionnaire : Cochez seulement une des déclarations suivantes :

( ) B1. Le soumissionnaire n'est pas une coentreprise.

Ou

( ) B2. Le soumissionnaire est une coentreprise. **Instructions à l'intention du soumissionnaire : consulter la section sur les coentreprises des instructions uniformisées. Si le soumissionnaire est une coentreprise, il doit fournir à l'autorité contractante avant l'attribution du contrat l'attestation Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi remplie pour chaque membre de la coentreprise.**

## 2) Contenu canadien

### 2.1 Définition du contenu canadien

Clause du Guide des CCUA A3050T, (2014-11-27) Définition du contenu canadien

### 2.2 Attestation du contenu canadien

Cet achat est limité aux services canadiens.

Le soumissionnaire atteste que :

( ) le service offert est un service canadien tel qu'il est défini au paragraphe 2 de la clause A3050T.

## **PARTIE 6 – EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ, EXIGENCES FINANCIÈRES ET AUTRES EXIGENCES**

### **6.1 Exigences relatives à la sécurité**

6.1.1 Avant l'attribution d'un contrat, les conditions suivantes doivent être respectées:

- a) le soumissionnaire doit détenir une attestation de sécurité d'organisme valable, tel qu'indiqué à la Partie 7 - Clauses du contrat subséquent;
- b) les individus proposés par le soumissionnaire et qui doivent avoir accès à des renseignements ou à des biens de nature protégée ou classifiée ou à des établissements de travail dont l'accès est réglementé doivent posséder une attestation de sécurité tel qu'indiqué à la Partie 7 - Clauses du contrat subséquent;
- c) le soumissionnaire doit fournir le nom de tous les individus qui devront avoir accès à des renseignements ou à des biens de nature protégée ou classifiée ou à des établissements de travail dont l'accès est réglementé;
- d) le lieu proposé par le soumissionnaire pour la réalisation des travaux et la sauvegarde des documents doit satisfaire aux exigences relatives à la sécurité précisées à la Partie 7 - Clauses du contrat subséquent; et
- e) le soumissionnaire doit fournir l'adresse de chaque lieu proposé pour la réalisation des travaux et la sauvegarde des documents comme suit :

Adresse :

N° civique / nom de la rue, unité / N° suite / d'appartement  
Ville, province, territoire , Code postal

Si l'information n'est pas fournie dans ou avec la soumission, l'autorité contractante en informera le soumissionnaire et lui donnera un délai afin de se conformer aux exigences. Le défaut de répondre à la demande de l'autorité contractante et de se conformer aux exigences dans les délais prévus aura pour conséquence le rejet de la soumission.)

6.1.2 On rappelle aux soumissionnaires d'obtenir rapidement la cote de sécurité requise. La décision de retarder l'attribution du contrat, pour permettre au soumissionnaire retenu d'obtenir la cote de sécurité requise, demeure à l'entière discrétion de l'autorité contractante.

6.1.3 Pour de plus amples renseignements sur les exigences relatives à la sécurité, les soumissionnaires devraient consulter le site Web du [Programme de sécurité des contrats](http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/esc-src/introduction-fra.html) de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/esc-src/introduction-fra.html>).

### **6.2 Capacité financière**

Clause du Guide des CCUA A9033T (2012-07-16) Capacité financière

### **6.3 Exigences en matière d'assurance**

L'entrepreneur est responsable de décider si une assurance est nécessaire pour remplir ses obligations en vertu du contrat et pour se conformer aux lois applicables. Toute assurance acquise ou maintenue par l'entrepreneur est à sa charge ainsi que pour son bénéfice et sa

Solicitation No. - N° de l'invitation  
EN891-182629/B  
Client Ref. No. - N° de réf. du client  
EN891-182629

Amd. No. - N° de la modif.  
File No. - N° du dossier  
404ZGEN891-182629/A

Buyer ID - Id de l'acheteur  
404ZG  
CCC No./N° CCC - FMS

---

protection. Il ne dégage pas l'entrepreneur de sa responsabilité en vertu du contrat ni ne le réduit.

## PARTIE 7 – CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT

Les clauses et conditions suivantes s'appliquent à tout contrat subséquent découlant de la demande de soumissions et en font partie intégrante.

### 7.1 Énoncé des travaux

L'entrepreneur doit exécuter les travaux conformément à l'énoncé des travaux, à l'Annexe A.

### 7.2 Clauses et conditions uniformisées

Toutes les clauses et conditions identifiées dans le contrat par un numéro, une date et un titre sont reproduites dans le [Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat](https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat) (<https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat>) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

#### 7.2.1 Conditions générales

2035 (2018-06-21), Conditions générales - besoins plus complexes de services, s'appliquent au contrat et en font partie intégrante.

#### 7.2.2 Conditions générales supplémentaires

4008 (2008-12-12) Renseignements personnels s'appliquent au contrat et en font partie intégrante.

### 7.3 Exigences relatives à la sécurité

**7.3.1** Les exigences relatives à la sécurité suivantes (LVERS et clauses connexes), tel que prévu par le [Programme de sécurité des contrats](#), s'appliquent et font partie intégrante du contrat:

#### **EXIGENCE EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ POUR ENTREPRENEUR CANADIEN: DOSSIER TPSGC N° EN891-82629**

1. L'entrepreneur ou l'offrant doit détenir en permanence, pendant l'exécution du contrat ou de l'offre à commandes, une attestation de vérification d'organisation désignée (VOD) en vigueur, ainsi qu'une cote de protection des documents approuvée au niveau PROTÉGÉ B, délivrées par la Direction de la sécurité industrielle canadienne (DSIC) de **Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC)**.
2. Les membres du personnel de l'entrepreneur ou de l'offrant devant avoir accès à des renseignements ou à des biens PROTÉGÉS, ou à des établissements de travail dont l'accès est réglementé, doivent TOUS détenir une cote de FIABILITÉ en vigueur, délivrée ou approuvée par la DSIC de TPSGC.
3. L'entrepreneur NE DOIT PAS utiliser ses propres systèmes informatiques pour traiter, produire ou stocker électroniquement des renseignements ou des données au niveau PROTÉGÉ tant que la DSIC de TPSGC ne lui en aura pas donné l'autorisation par écrit. Lorsque cette autorisation aura été délivrée, ces tâches pourront être exécutées au niveau PROTÉGÉ B, compris un lien électronique au niveau PROTÉGÉ B.

4. Les contrats de sous-traitance comportant des exigences relatives à la sécurité NE doivent PAS être attribués sans l'autorisation écrite préalable de la DSIC de TPSGC.
5. L'entrepreneur ou l'offrant doit se conformer aux dispositions des documents suivants :
  - a) de la Liste de vérification des exigences relatives à la sécurité et directive de sécurité (s'il y a lieu), reproduite ci-joint à l'Annexe C;
  - b) le *Manuel de la sécurité industrielle* (dernière édition).

### **7.3.2 Installations ou locaux de l'entrepreneur nécessitant des mesures de sauvegarde**

**7.3.2.1** Lorsque des mesures de sauvegarde sont nécessaires pour réaliser les travaux, l'entrepreneur doit diligemment tenir à jour les renseignements relatifs à ses installations ou à ses locaux, et ceux des individus proposés pour les adresses suivantes:

Adresse :

Numéro civique / nom de la rue, unité / suite/ no. d'appartement

Ville, province, territoire

Code postal

**7.3.2.2** L'agent de sécurité d'entreprise (ASE) doit s'assurer, par l'entremise du [Programme de sécurité des contrat](#), que le soumissionnaire et les individus proposés sont titulaires d'une cote de sécurité en vigueur et au niveau exigé.

### **7.4 Durée du contrat**

#### **7.4.1 Période du contrat**

La période du contrat est à partir de la date du contrat jusqu'au **4 ans** inclusivement.

#### **7.4.2 Option de prolongation du contrat**

L'entrepreneur accorde au Canada l'option irrévocable de prolonger la durée du contrat pour au plus deux (2) période(s) supplémentaire(s) de un (1) année (s) chacune, selon les mêmes conditions. L'entrepreneur accepte que pendant la période prolongée du contrat, il sera payé conformément aux dispositions applicables prévues à la Base de paiement.

Le Canada peut exercer cette option à n'importe quel moment, en envoyant un avis écrit à l'entrepreneur au moins 30 jours civils avant la date d'expiration du contrat. Cette option ne pourra être exercée que par l'autorité contractante et sera confirmée, pour des raisons administratives seulement, par une modification au contrat.

#### **7.4.3 Option de prolongation du contrat- Période de transition**

L'entrepreneur reconnaît que la nature des services fournis en vertu du contrat exigent la continuité et qu'il peut être nécessaire d'ajouter une période de transition à la fin du contrat. L'entrepreneur accepte que le Canada puisse, à sa discrétion, prolonger le contrat d'une période de **dix (10) mois** selon les mêmes conditions afin d'assurer la transition nécessaire. L'entrepreneur accepte que, durant la période prolongée du contrat, il sera payé conformément aux dispositions applicables prévues à la Base de Paiement. L'autorité contractante avisera l'entrepreneur de la prolongation du contrat en lui faisant parvenir un avis écrit au moins trente (30) jours civils avant la date d'expiration du contrat. La prolongation sera confirmée, pour des raisons administratives seulement, par une modification au contrat.

#### **7.4.4 Résiliation avec avis de trente jours**

Le Canada se réserve le droit de résilier à n'importe quel moment le contrat, en tout ou en partie, en donnant un avis écrit de trente (30) jours civils à l'entrepreneur.

Suite à cette résiliation, le Canada paiera uniquement les coûts engagés pour les services rendus et acceptés par le Canada avant la date de la résiliation. Malgré toute autre disposition du contrat, aucun autre coût résultant de la résiliation ne sera payé à l'entrepreneur.

#### **7.5 Responsables**

##### **7.5.1 Autorité contractante**

L'autorité contractante pour le contrat est:

Nom: Alain Papineau  
Titre: Spécialiste en approvisionnement  
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada  
Direction générale des approvisionnements  
Direction: Division de la gestion des affaires et des services de conseil  
Adresse: 10 rue Wellington, Gatineau, Quebec, K1A 0M5  
Téléphone : 613-858-8997  
Courriel: alain.papineau@tpsgc-pwgsc.gc.ca

L'autorité contractante est responsable de la gestion du contrat, et toute modification doit être autorisée par écrit par l'autorité contractante. L'entrepreneur ne doit pas effectuer de travaux dépassant la portée du contrat ou des travaux qui n'y sont pas prévus, suite à des demandes ou instructions verbales ou écrites de toute personne autre que l'autorité contractante.

##### **7.5.2 Chargé de projet**

Le chargé de projet pour le contrat est:

Nom: \_\_\_\_\_  
Titre: \_\_\_\_\_  
Organisation: \_\_\_\_\_  
Adresse: \_\_\_\_\_  
Téléphone: \_\_\_\_- \_\_\_\_- \_\_\_\_  
Télécopieur : \_\_\_\_- \_\_\_\_- \_\_\_\_  
Courriel : \_\_\_\_\_

Le chargé de projet représente le ministère ou l'organisme pour lequel les travaux sont exécutés dans le cadre du contrat. Il est responsable de toutes les questions liées au contenu technique des travaux prévus dans le contrat. On peut discuter des questions techniques avec le chargé de projet; cependant, celui-ci ne peut pas autoriser les changements à apporter à l'énoncé des travaux. De tels changements peuvent être effectués uniquement au moyen d'une modification de contrat émise par l'autorité contractante.

##### **7.5.3 Représentant de l'entrepreneur**

Nom: \_\_\_\_\_  
Titre: \_\_\_\_\_  
Organisation: \_\_\_\_\_  
Adresse: \_\_\_\_\_

Téléphone: \_\_\_\_-\_\_\_\_-\_\_\_\_  
Télécopieur : \_\_\_\_-\_\_\_\_-\_\_\_\_  
Courriel : \_\_\_\_\_

## **7.6 Paiement**

### **7.6.1 Base de paiement**

#### Limitation des dépenses

L'entrepreneur sera payé pour les coûts qu'il a raisonnablement et convenablement engagés dans l'exécution des travaux conformément à la base de paiement à l'annexe B jusqu'à une limitation des dépenses de \_\_\_\_\$. Les droits de douane sont inclus et les taxes applicables sont en sus.

### **7.6.2 Responsabilité totale du Canada**

A. La responsabilité totale du Canada envers l'entrepreneur en vertu du contrat ne doit pas dépasser la somme de \_\_\_\_\$. Les droits de douane sont inclus et les taxes applicables sont en sus.

B. Aucune augmentation de la responsabilité totale du Canada ou du prix des travaux découlant de tout changement de conception, de toute modification ou interprétation des travaux, ne sera autorisée ou payée à l'entrepreneur, à moins que ces changements de conception, modifications ou interprétations n'aient été approuvés, par écrit, par l'autorité contractante avant d'être intégrés aux travaux. L'entrepreneur n'est pas tenu d'exécuter des travaux ou de fournir des services qui entraîneraient une augmentation de la responsabilité totale du Canada à moins que l'augmentation n'ait été autorisée par écrit par l'autorité contractante. L'entrepreneur doit informer, par écrit, l'autorité contractante :

1. lorsque 75 p. 100 de la somme est engagée, ou
2. quatre (4) mois avant la date d'expiration du contrat, ou
3. dès que l'entrepreneur juge que les fonds du contrat sont insuffisants pour l'achèvement des travaux,

selon la première de ces conditions à se présenter.

C. Lorsqu'il informe l'autorité contractante que les fonds du contrat sont insuffisants, l'entrepreneur doit lui fournir par écrit une estimation des fonds additionnels requis. La présentation de cette information par l'entrepreneur n'augmente pas automatiquement la responsabilité du Canada à son égard.

### **7.6.3 Méthode de paiement**

Guide des CCUA H1008C (2008-05-12) Paiement mensuel

### **7.6.4 Guide des CCUA**

A9117C (2007-11-30), T1204 – Demande directe du ministère client  
C0305C (2014-06-26) État des coûts - limitation des dépenses ou contrats de prix plafond

### **7.6.5 Paiement électronique de factures – contrat**



L'entrepreneur accepte d'être payé au moyen de l'un des instruments de paiement électronique suivants :

- a. Carte d'achat Visa ;
- b. Carte d'achat MasterCard ;
- c. Dépôt direct (national et international) ;
- d. Échange de données informatisées (EDI) ;
- e. Virement télégraphique (international seulement) ;
- f. Système de transfert de paiements de grande valeur (plus de 25 M\$)

#### **7.6.6 Vérification discrétionnaire**

C0705C (2010-01-11), Vérification discrétionnaire des comptes

#### **7.7 Instructions relatives à la facturation**

1. L'entrepreneur doit soumettre ses factures conformément à l'article intitulé « Présentation des factures » des conditions générales. Les factures ne doivent pas être soumises avant que tous les travaux identifiés sur la facture soient complétés. Chaque facture doit être appuyée par:
  - a. une copie du document de sortie et de tout autre document spécifié dans le contrat; et
  - b. une copie des factures, reçus, pièces justificatives pour tous les frais directs,
2. Les factures doivent être distribuées comme suit :
  - a. L'original et un (1) exemplaire doivent être envoyés à l'adresse qui apparaît à la page 1 du contrat pour attestation et paiement.
  - b. Un (1) exemplaire doit être envoyé à l'autorité contractante identifiée sous l'article intitulé « Responsables » du contrat.

#### **7.8 Attestations et renseignements supplémentaires**

##### **7.8.1 Conformité**

À moins d'indication contraire, le respect continu des attestations fournies par l'entrepreneur avec sa soumission ou préalablement à l'attribution du contrat, ainsi que la coopération constante quant aux renseignements supplémentaires sont des conditions du contrat et leur non-respect constituera un manquement de la part de l'entrepreneur. Les attestations pourront faire l'objet de vérifications par le Canada pendant toute la durée du contrat.

##### **7.8.2 Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi - Manquement de la part de l'entrepreneur**

Lorsqu'un Accord pour la mise en oeuvre de l'équité en matière d'emploi a été conclu avec Emploi et Développement social Canada (EDSC) - Travail, l'entrepreneur reconnaît et s'engage, à ce que cet accord demeure valide pendant toute la durée du contrat. Si l'Accord pour la mise en oeuvre de l'équité en matière d'emploi devient invalide, le nom de l'entrepreneur sera ajouté à la « Liste des soumissionnaires à admissibilité limitée du PCF » du Programme de contrats fédéraux (PCF) pour l'équité en matière d'emploi disponible au bas de la page du site Web [d'Emploi et Développement social Canada \(EDSC\) – Travail](https://www.canada.ca/fr/emploi-developpement-social/programmes/equite-emploi/programme-contrats-federaux.html) (<https://www.canada.ca/fr/emploi-developpement-social/programmes/equite-emploi/programme-contrats-federaux.html>). L'imposition d'une telle sanction par EDSC fera en sorte que l'entrepreneur sera considéré non conforme aux modalités du contrat.

### **7.8.3 Attestation du contenu canadien**

Clause du Guide des CCUA A3060C (2008-05-12) Attestation du contenu canadien

### **7.9 Lois applicables**

Le contrat doit être interprété et régi selon les lois en vigueur \_\_\_\_\_ et les relations entre les parties seront déterminées par ces lois.

### **7.10 Ordre de priorité des documents**

En cas d'incompatibilité entre le libellé des textes énumérés dans la liste, c'est le libellé du document qui apparaît en premier sur la liste qui l'emporte sur celui de tout autre document qui figure plus bas sur la liste.

- a) les articles de la convention;
- b) les conditions générales supplémentaires 4008 (2008-12-12) ;
- c) les conditions générales 2035 (2018-06-21), Conditions générales - besoins plus complexes de services;
- d) l'Annexe A, Énoncé des travaux;
- e) l'Annexe B, Base de paiement;
- f) l'Annexe C, Liste de vérification des exigences relatives à la sécurité ;
- g) la soumission de l'entrepreneur datée du \_\_\_\_\_ .

### **7.11 Ressortissants étrangers**

Clause du guide des CCUA A2000C (2006-06-16), Ressortissants étrangers (entrepreneur canadien)

### **7.12 Assurance**

L'entrepreneur est responsable de décider si une assurance est nécessaire pour remplir ses obligations en vertu du contrat et pour se conformer aux lois applicables. Toute assurance acquise ou maintenue par l'entrepreneur est à sa charge ainsi que pour son bénéfice et sa protection. Il ne dégage pas l'entrepreneur de sa responsabilité en vertu du contrat ni ne le réduit.

### **7.13 Clause additionnelles**

Clause du Guide des CCUA A9122C (2008-05-12) Protection et sécurité des données stockées dans des bases de données

## ANNEXE A, ÉNONCÉ DES TRAVAUX

### ANNEXE A

#### 1.0 APERÇU

##### 1.1 Introduction et contexte

En tant que receveur général (RG) du Canada, le ministre des Services publics et de l'Approvisionnement (SPAC) gère les opérations du Trésor fédéral, notamment les rentrées et les décaissements de fonds fédéraux enregistrées dans le Trésor. SPAC regroupe la gestion des paiements du gouvernement afin d'atteindre les tarifs les plus concurrentiels pour les services offerts par les institutions financières du Canada.

Même si le RG perçoit des remises dans le cadre de nombreux arrangements, les exigences décrites dans le présent énoncé des travaux ne concernent que les chèques de dépôt de l'Agence du revenu du Canada (Agence) effectués par les centres fiscaux participants et ne visent à remplacer aucune autre forme de remises faites au RG, comme celles faites par chèques, par cartes de crédit ou de débit, par débits préautorisés ou par paiements de factures en version papier ou électronique autres que celles perçues par l'intermédiaire de l'Agence.

À l'heure actuelle, l'Agence accepte les chèques qui sont directement remis chaque jour à ses centres fiscaux des quatre coins du pays par la poste ou dans des boîtes de dépôt. L'Agence a accepté environ 6,4 millions de chèques d'une valeur de 40 milliards de dollars à tous ses centres fiscaux pendant la période du 1<sup>er</sup> avril 2017 au 31 mars 2018. Ces chèques étaient auparavant déposés selon une entente pour l'échange et le dépôt des chèques eux-mêmes. En revanche, à l'avenir, l'Agence fonctionnera avec un modèle dans lequel les images de chèques seront échangées pour un dépôt plutôt que les chèques eux-mêmes.

Veuillez noter que les chèques traités aux centres fiscaux de Sudbury et de Winnipeg seront gérés en vertu de ce contrat, tandis que ceux traités aux centres fiscaux de l'Île-du-Prince-Édouard et de Jonquière seront probablement traités selon une entente distincte (pour plus d'informations, consultez la section (2.8) «Service facultatif - Dépôts de chèques eux-mêmes»).

##### 1.2 Objectif

L'entrepreneur devra permettre le dépôt des chèques libellés en dollars canadiens reçus aux centres fiscaux de l'Agence de Sudbury et de Winnipeg. On amorcera ces dépôts en échangeant des fichiers images (X9).

##### 1.3 Définitions

Veuillez vous reporter à l'*Annexe A, Appendice 1 – Définitions* pour connaître la définition des termes utilisés dans le présent document.

#### 1.4 Renseignements statistiques

Les valeurs et les volumes historiques des dépôts et des débits compensatoires faits par chèques à l'Agence sont présentés à l'*Annexe A, Appendice 6 – Historique des activités des services de dépôt de l'Agence du revenu du Canada*.

Les valeurs historiques liées aux règlements quotidiens perçus par la Banque du Canada ont également été incluses dans l'*Annexe A, Appendice 7 – Valeurs historiques des règlements* afin de fournir une représentation des types de valeurs que l'entrepreneur pourrait s'attendre à remettre quotidiennement à la Banque du Canada. La différence entre ces valeurs et celles présentées à l'*Annexe A, Appendice 6* est que les valeurs de transfert sont présentées déduction faite de tout débit compensatoire ou autre rajustement.

En outre, les valeurs et les volumes prévus sont fournis à l'*Annexe A, Appendice 8 – Volumes et valeur prévus pour le service de dépôt de l'Agence du revenu du Canada de 2019 à 2025*. Bien que les prévisions concernant les volumes aient été établies avec le plus grand soin, rien ne garantit qu'elles se concrétiseront. Tous les calculs sont effectués de bonne foi à titre informatif uniquement et ne doivent en aucun cas être interprétés comme une représentation des montants que le gouvernement du Canada traitera par l'intermédiaire des services de dépôt de l'Agence.

#### 1.5 Règles et normes

Les règles et les normes relatives à l'imagerie des chèques au Canada sont administrées par Paiements Canada.

L'entrepreneur doit s'assurer que toutes les règles et normes de Paiements Canada applicables au gouvernement du Canada sont respectées. Cela inclut, à tout le moins, les règles et les normes suivantes :

- Règle A4 – Effets retournés et réacheminés
- Règle A10 – Règle d'imagerie
- Norme 013 – Norme de conception du document de remplacement d'effet retourné
- Norme 014 – Norme de conception du document de remplacement d'effet compensé
- Norme 015 – Companion Document to the ANSI X9.100-187-2008 « Specifications for Electronic Exchange of Check and Image Data – Domestic » (en anglais seulement)
- Norme 018 – Norme de sécurité de l'information sur les effets de paiement

L'ensemble complet des règles et des normes de Paiements Canada se trouve à l'adresse Web suivante :

[https://www.paiements.ca/%C3%A0-propos/nos-syst%C3%A8mes-et-r%C3%A8gles/le-syst%C3%A8me-de-d%C3%A9tail/r%C3%A8gles-et-normes?\\_ga=2.265294287.1156093234.1529622569-658105250.1529622569](https://www.paiements.ca/%C3%A0-propos/nos-syst%C3%A8mes-et-r%C3%A8gles/le-syst%C3%A8me-de-d%C3%A9tail/r%C3%A8gles-et-normes?_ga=2.265294287.1156093234.1529622569-658105250.1529622569)

## **2.0 EXIGENCES DE SERVICE DÉTAILLÉES**

### **2.1 Exigences opérationnelles générales**

L'entrepreneur doit assurer la prestation des services suivants :

- i. gérer le traitement des chèques reçus par l'échange de fichiers d'images comme décrit à la section 2.3 – Dépôts de fichier image;
- ii. verser le jour même les remises dans le compte central, et transférer les fonds reçus le jour même au compte du RG ouvert à la Banque du Canada, conformément aux dispositions de la section 2.5 – Règlement;
- iii. fournir des rapports au RG sur les mouvements de compte (relevé bancaire) le jour ouvrable suivant, conformément à la section 3 – Exigences en matière de rapports (3.0);
- iv. gérer les activités après le dépôt (c.-à-d., les débits compensatoires et les rajustements) conformément à la section 2.4 – Rajustements;
- v. répondre aux demandes de renseignements de l'Agence ou du RG concernant les services de dépôt de l'Agence, conformément aux dispositions de la section 2.7 – Suivis et demandes de renseignements.
- vi. Avoir la capacité d'effectuer les activités énumérées dans la section (2.8) «Service facultatif - Dépôts de chèques eux-mêmes», si ces services sont demandés par le RG.

### **2.2 Ouverture d'un compte central**

L'entrepreneur doit ouvrir, au Canada, un compte central au nom du « Receveur général du Canada – Agence du revenu du Canada » (ou un compte central à ce nom par centre fiscal).

Des comptes auxiliaires peuvent également être utilisés par l'entrepreneur si cela facilite le respect des exigences indiquées dans l'énoncé des travaux. De tels comptes ne seront cependant pas au nom du Receveur général.

### **2.3 Dépôts de fichier image**

Afin de soutenir le traitement des effets du dépôt par l'échange de fichier de paiement imagé (PI), l'entrepreneur doit :

- i. Fournir des lots de formulaires de dépôt mutuellement acceptables aux centres fiscaux de l'Agence. Le numéro transitaire applicable de l'entrepreneur doit être préimprimé sur ceux-ci, à moins d'indication contraire. Ces lots de formulaires doivent comporter une ligne de reconnaissance de caractères magnétiques (MICR) encodée avec l'information de routage de l'entrepreneur. L'Agence utilisera ces lots de formulaires de dépôt pour la production de leurs fichiers PI.
- ii. Accepter les fichiers de PI selon la section 2.3.1 – Fichiers de PI des centres fiscaux participant aux fins de dépôts.
- iii. Faciliter l'échange sécuritaire des fichiers de PI selon la section 2.3.2 – Échange de fichiers PI.

#### **2.3.1 Fichiers de PI**

Chaque jour ouvrable, entre 7 h HAE et 14 h HAE, l'Agence produira des fichiers de PI contenant les effets PI traités ce jour-là ou de chèques postdatés qui sont présentement encaissables. Chaque fichier de PI créé par l'Agence sera produit selon la norme de disposition de fichier de Paiements Canada qui est la disposition de fichier ANSI X9.100-187-2008 (voir Norme 015 de Paiements Canada). La date à laquelle l'Agence fournit un fichier de PI sera appelée date de présentation.

L'entrepreneur doit :

- i. Valider le format et l'intégralité d'un fichier de PI en ce qui a trait au fichier ainsi qu'à l'effet et mettre en place un processus d'avis sur lequel les deux parties se seront entendues afin que l'Agence reçoive immédiatement un avis (pas plus tard que 30 minutes après la réception, selon le principe des « meilleurs efforts ») si un fichier présentait un problème d'intégrité.
- ii. Avoir la capacité automatisée de vérifier la qualité et la convivialité de l'image.
- iii. Stocker les images reçues dans les fichiers de PI acceptés dans une archive d'image. Les images doivent être conservées aux fins de suivi pendant au moins sept ans à partir de la date du dépôt.

### 2.3.2 Échange de fichiers de PI

L'entrepreneur doit soutenir l'échange quotidien de fichiers de PI de la façon suivante :

- i. S'assurer que toutes les transmissions de données par l'Agence et toutes les données reçues au moyen de la transmission de l'entrepreneur (le cas échéant) sont effectuées dans un environnement sécurisé approuvé par l'Agence. La méthode préférée de l'Agence pour la transmission sécurisée des fichiers ICP a été incluse à des fins d'information à *l'annexe A, appendice 10 - Échange des fichiers PI*.
- ii. L'entrepreneur doit veiller à ce que la transmission de toutes les données soit protégée afin de prévenir une transmission incomplète, le détournement, la modification non autorisée du message, la divulgation non autorisée, ou la duplication non autorisée.
- iii. Fournir un accusé de réception du fichier de PI à l'Agence d'une façon approuvée par l'Agence.
- iv. Lorsqu'un fichier de PI est rejeté, l'entrepreneur doit aviser l'Agence du rejet d'un fichier d'une façon approuvée par l'Agence (p. ex. courriel, téléphone, etc.) dans les 30 minutes suivant le rejet du fichier.

Veuillez noter que l'Agence enverra plusieurs fichiers provenant de chacun des centres fiscaux participant, et ce, tout au long de la journée.

## 2.4 Rajustements

### 2.4.1 Débits compensatoires

Lorsqu'il traite des débits compensatoires, l'entrepreneur doit :

- i. Permettre à l'Agence d'utiliser les débits compensatoires par des moyens sécurisés selon une méthode approuvée par l'Agence (p. ex., images de débits compensatoires par transmission sécurisée, fichier de données de débits compensatoires contenant toutes les informations dont l'Agence a besoin pour concilier, etc.);

- ii. imputer au compte central tous les débits compensatoires à l'aide du numéro d'autorisation applicable (ou de l'équivalent approuvé par l'Agence ou le RG) le jour même de la livraison des effets à l'Agence.

#### 2.4.2 Rajustements demandés par l'entrepreneur

Tous les autres rajustements doivent être comptabilisés dans le compte central à l'aide du même numéro d'autorisation (ou de l'équivalent approuvé par l'Agence ou le RG) que celui associé au dépôt initial pour lequel l'écart a été ciblé.

Lorsqu'il traite ces rajustements, l'entrepreneur doit :

- i. préparer l'avis de débit ou l'avis de crédit approprié pour tout écart, en indiquant le numéro d'autorisation initial;
- ii. Préparer et transmettre les pièces justificatives (dans un format approuvé par l'Agence) qui comprennent la date du rajustement, le montant du rajustement du crédit ou du débit, la raison du rajustement ainsi que la date du dépôt initial;
- iii. débiter ou créditer le compte central, à l'aide du numéro d'autorisation applicable pour chaque avis de débit ou avis de crédit le jour de la livraison de ces effets à l'Agence.

L'entrepreneur doit comptabiliser chaque rajustement séparément en fonction du numéro d'autorisation approprié. L'écriture initiale erronée doit être contrepassée, et la bonne écriture doit être saisie. L'entrepreneur doit, le jour même de la comptabilisation dans le compte central, transmettre les documents confirmant le rajustement au RG et à l'Agence.

#### 2.5 Règlement

L'entrepreneur doit transférer les fonds au compte du RG ouvert auprès de la Banque du Canada le jour même de la réception du fichier de PI. L'entrepreneur doit inscrire un dépôt distinct pour chacun des fichiers de PI reçus ou un seul dépôt quotidien par centre fiscal.

Le jour où les fonds sont transférés à la Banque du Canada correspond à la date de règlement. Les intérêts flottants seront applicables dans les cas où la date de règlement correspond à une date ultérieure à la date de présentation et seront calculés selon les modalités indiquées à la section 2.6 – Intérêts flottants.

Avant 15 h (HAE), l'entrepreneur doit établir et envoyer à la Banque du Canada un message MT103 concernant un paiement du Système de transfert de paiements de grande valeur (STPGV) destiné au RG contenant le total des dépôts quotidiens. La mise en forme requise à l'égard du message MT103 est indiquée à l'*Annexe A, Appendice 5 – Exigences de la Banque du Canada en matière de formatage en ce qui a trait au STPGV*.

#### 2.6 Intérêts flottants

L'entrepreneur doit verser au RG des intérêts flottants pour tous les fonds dont la date de règlement est postérieure à la date de présentation. Le montant de ces intérêts sur le fonds de caisse sera calculé selon le taux précisé dans le protocole d'entente négocié entre les institutions financières adhérentes et le gouvernement du Canada. Actuellement, ce taux correspond au taux d'escompte (fixé par la Banque du Canada) moins le quart d'un point de pourcentage (0,25 %), même s'il est sujet à changement.

En dépit de l'existence d'un mécanisme relatif aux intérêts flottants, l'entrepreneur devrait respecter les délais applicables aux règlements indiqués à la section 2.5 – Règlement. On s'attend à ce que le paiement des intérêts flottants par l'entrepreneur soit le résultat d'un événement imprévu, et non le résultat de la décision de l'entrepreneur de bloquer les fonds jusqu'au lendemain.

## 2.7 Suivis et demandes de renseignements

### 2.7.1 Demandes d'images formulées par l'Agence

Aux fins de suivi, l'entrepreneur doit fournir, dans les dix (10) jours ouvrables, des copies des chèques (recto verso) lorsqu'un représentant de l'Agence en fait la demande par écrit. Les images doivent être conservées aux fins de suivi pendant au moins sept ans après la date du dépôt. Veuillez noter que les demandes d'images constitueront une exception, car l'Agence conserve ses propres images de chèques.

### 2.7.2 Demandes de renseignements du receveur général du Canada

L'entrepreneur doit, dans un délai de cinq (5) jours ouvrables et à la demande du RG, tout mettre en œuvre pour répondre à toute demande de renseignements qui concerne les remises ou fournir des précisions sur celles-ci. S'il n'a pas obtenu de réponse après ce délai, le RG peut acheminer la demande de renseignements à un échelon supérieur de l'organisation de l'entrepreneur. Toute demande de renseignements liée à un suivi doit comprendre un numéro de repère original de Services publics et de l'Approvisionnement Canada (SPAC); ce numéro doit être mentionné dans toutes les réponses.

## 2.8 Service facultatif - Dépôts de chèques eux-mêmes

Le service décrit dans cette section (2.8) est un service optionnel demandé par le RG. Le cas échéant, le RG n'assurera la fourniture de ce service que par le biais d'une modification contractuelle formelle. Il sera considéré comme une partie mineure de l'évaluation de cette offre, compte tenu de la faible probabilité que ce service optionnel soit demandé par le RG.

Le RG étudie actuellement d'autres solutions pour le dépôt des chèques reçus dans les deux centres fiscaux de l'Agence qui ne sont pas en mesure de créer des fichiers PI; le centre fiscal de l'Île-du-Prince-Édouard et le centre fiscal de Jonquière (voir l'*Annexe A, Appendice 9* pour plus de détails sur ces deux centres fiscaux). L'intention serait d'utiliser la fonctionnalité de saisie de dépôts à distance disponible dans un contrat séparé. Toutefois, si cela n'était pas réalisable, le RG utiliserait le service facultatif décrit dans la présente section (2.8) afin de permettre le dépôt physique des chèques de ces deux centres fiscaux.

Si le RG promulgue ce service facultatif au moyen d'un amendement au contrat, l'entrepreneur devra:

- i. Fournir des lots de formulaires de dépôt mutuellement acceptables aux centres fiscaux de l'Agence. Le numéro transitaire applicable de l'entrepreneur doit être préimprimé sur ceux-ci, à moins d'indication contraire. Ces lots de formulaires doivent comporter une ligne de reconnaissance de caractères magnétiques (MICR) encodée avec l'information de routage de l'entrepreneur.



- ii. Fournir de façon appropriée et constante (à la demande de l'Agence) des formulaires de dépôt aux centres fiscaux qui acceptent les chèques eux-mêmes figurant à l'Annexe A, *Appendice 9 – Centres fiscaux de l'Agence*. Le premier lot de ces formulaires de dépôt doit être reçu au moins dix (10) jours ouvrables avant la mise en œuvre de ce service. Un numéro d'autorisation unique du RG sera attribué à chaque centre fiscal par la Division des opérations de gestion de caisse du RG et sera fourni à l'entrepreneur avant la mise en œuvre. Ces numéros d'autorisation du RG doivent être préimprimés sur les formulaires de dépôt du centre fiscal auxquels ils correspondent; Ces formulaires de dépôts accompagneront tous les dépôts de chèques-mêmes.
- iii. Fournir en quantité suffisante (selon ce que l'Agence aura déterminé) des pochettes de dépôt en plastique traçables et inviolables ou des sacs de dépôt en toile pour les centres fiscaux qui échangeront des chèques eux-mêmes aux fins de dépôts.
- iv. Accepter les chèques eux-mêmes aux endroits prédéterminés aux fins de dépôts. L'Agence sera responsable de planifier la livraison des chèques aux centres de traitement définis par l'entrepreneur. L'entrepreneur doit s'assurer que tous les chèques reçus en dépôt se trouvent dans une pochette sécurisée et traçable, dont l'indicateur d'infraction est intact. L'indicateur d'effraction ne peut être retiré que par un représentant autorisé de l'entrepreneur qui accepte le dépôt. L'entrepreneur doit communiquer avec l'Administration centrale de l'Agence si l'indicateur d'effraction n'est pas intact au moment où le dépôt est reçu à son centre de compensation.
- v. Accepter les dépôts de chèques-mêmes de l'Agence provenant des centres fiscaux qui peuvent contenir certains ou l'ensemble des types d'effets suivants :
  - a) un formulaire de dépôt et le lot de formulaires applicables;
  - b) une bande de codage détaillée et une bande de récapitulation ou des listes informatiques résumant les lots et les détails de récapitulation, selon les installations du centre fiscal où a été effectué le dépôt;
  - c) les chèques en dollars canadiens dont le montant est codé par MICR et provenant d'institutions financières canadiennes. La taille des lots de chèques variera selon le centre fiscal où ils sont déposés, pour un maximum de 250 chèques par lot.
- ii. Les centres fiscaux participants de l'Agence fourniront à l'entrepreneur, avant 14 h (HAE), un résumé quotidien des dépôts qui présentera le résumé et un total de tous les dépôts (les dépôts de chèques-mêmes ou les dépôts effectués par fichiers images) qui ont été transmis avec succès ce jour-là. L'entrepreneur doit alors créditer le compte central de la valeur le même jour pour le total des dépôts comme décrit dans le résumé quotidien des dépôts en utilisant les numéros d'autorisation appropriés liés au centre fiscal d'où le résumé a été reçu.

- a) L'entrepreneur recevra un résumé quotidien des dépôts de tous les centres fiscaux participants de l'Agence pour un ou plusieurs dépôts réguliers de chaque jour, chaque jour ouvrable. Si l'entrepreneur ne reçoit pas cet avis avant 14 h (HAE), il doit immédiatement appeler l'Administration centrale de l'Agence (pas plus tard que 14 h 5 HAE) afin de remédier à la situation.
- b) La date à laquelle le dépôt ainsi que le résumé quotidien des dépôts ont été fournis par l'Agence avant la limite de 14 h (HAE) sera réputée être la date de présentation.

### 3.0 EXIGENCES EN MATIÈRE DE RAPPORTS

L'entrepreneur doit fournir au RG un relevé bancaire électronique quotidien (EDI 821) concernant le compte central avant 8 h (HAE) le premier jour ouvrable suivant la date du dépôt dans le compte central. Dans le relevé bancaire électronique EDI 821, l'entrepreneur doit :

- i. déclarer chaque dépôt séparément;
- ii. déclarer les débits compensatoires comme il est décrit à la section 2.4.1 – Débits compensatoires;
- iii. déclarer tous les autres rajustements selon le montant indiqué sur l'avis de débit ou l'avis de crédit figurant à la section 2.4.2 – Rajustements demandés par l'entrepreneur;
- iv. s'assurer que le numéro d'autorisation du RG attribué au centre fiscal où le dépôt a été effectué figure dans le segment REF 02, ou fournir une méthode équivalente acceptable approuvée par le RG pour associer chaque dépôt et rajustement au centre fiscal approprié;
- v. veiller à ce que des codes de transaction financière appropriés et distincts soient associés à chacune des opérations de dépôt et à chacun des rajustements dans le segment FIR01;
- vi. s'assurer que la date à laquelle les fonds ont été déposés dans le compte central (date de dépôt dans le compte central) est inscrite dans le segment BGN03;
- vii. veiller à ce que la date à laquelle il a reçu le fichier de PI figure dans le segment FIR07.

Le protocole actuel et la mise en correspondance des relevés bancaires électroniques sont fournis aux *Appendices 2, 3 et 4 de l'Annexe A*.

### 4.0 MISE EN ŒUVRE

#### 4.1 Mise en œuvre du service

Les travaux de mise en œuvre doivent commencer après la date d'attribution du contrat. Ces activités doivent comprendre ce qui suit :

- i. la participation des équipes opérationnelles et techniques aux réunions et aux téléconférences, moyennant un préavis de cinq jours ouvrables suivant la demande du RG;
- ii. dans les dix (10) jours ouvrables suivant l'attribution du contrat (à moins que les deux parties n'en décident autrement), fournir les coordonnées (nom, numéro de téléphone, adresse électronique, numéro de télécopieur et adresse postale, s'il y a lieu) du chef d'équipe, du gestionnaire de comptes et du gestionnaire de projet devant traiter les

- questions liées à l'administration du contrat, de même que celles des personnes-ressources de deuxième et de troisième niveau, et communiquer les délais d'exécution maximaux auxquels on peut s'attendre; la liste des coordonnées du personnel autorisé présentée par l'entrepreneur doit comprendre les personnes-ressources responsables des activités quotidiennes, des questions de sécurité d'accès, du soutien informatique et technique pour la période de transition et des activités courantes, ainsi que de l'envoi de la facturation mensuelle du RG pour les services rendus;
- iii. assurer la liaison avec l'Agence en vue de parachever les exigences et les procédures à suivre au moment d'effectuer des corrections et des rajustements dans le compte central;
  - iv. dans les vingt (20) jours ouvrables suivant l'attribution du contrat (à moins d'une entente contraire), l'entrepreneur doit mettre en œuvre le mécanisme de transmission qui sera utilisé pour l'échange des fichiers de PI;
  - v. se conformer à la configuration électronique et aux exigences de mise à l'essai prévues à l'*Annexe A, appendice 2 - Protocole actuel de déclaration électronique des relevés bancaires*;
  - vi. être disponible aux fins de la mise à l'essai de l'échange et du traitement des fichiers de PI provenant de l'Agence;
  - vii. être disponible aux fins de la mise à l'essai des fichiers et des rapports électroniques dans un environnement d'essai;
  - viii. faire passer la transmission électronique des relevés bancaires à l'environnement de production, une fois l'approbation du RG reçue;
  - ix. effectuer l'établissement de la liaison avec la Banque du Canada afin de mettre la dernière main aux ententes de règlement;

## **5.0 AUTRES EXIGENCES**

### **5.1 Plan d'urgence et de reprise après sinistre**

L'entrepreneur doit avoir un plan officiel d'urgence et de reprise après sinistre en cas de panne d'alimentation, d'incendie, d'interruption de travail ou de toute autre situation qui peut entraîner une interruption de la prestation du service. En pareils cas, l'entrepreneur doit tout mettre en œuvre pour maintenir les communications et les rapports normaux avec le RG et l'Agence en utilisant d'autres moyens qui auront été convenus entre les parties.

Le plan de reprise après sinistre de l'entrepreneur doit comprendre la capacité d'accepter des dépôts de chèques mêmes des centres fiscaux qui échangent habituellement des fichiers images.

### **5.2 Évaluations périodiques de la menace et des risques**

L'entrepreneur doit fournir les renseignements nécessaires pour aider le gouvernement du Canada à préparer un énoncé de sensibilité et une évaluation de la menace et des risques en ce qui concerne les services de dépôt de l'Agence, le cas échéant.

### **5.3 Exigences linguistiques**

L'entrepreneur doit fournir ses services dans les deux langues officielles du pays (anglais et français), selon la langue de préférence de l'Agence. Le personnel de l'entrepreneur doit fournir des services bilingues (en français et en anglais). Cependant, les documents traitants, entre autres, des règles, des règlements et des procédures peuvent être en anglais et, si possible, en français.

Si le responsable de projet juge inacceptables les versions françaises disponibles, le RG se réserve le droit d'obtenir, à ses frais, des versions retraduites que seule l'Agence pourra utiliser.

La Loi sur les langues officielles de même que les politiques et les publications du Secrétariat du Conseil du Trésor sont disponibles sur les sites Web suivants :

<http://laws-lois.justice.gc.ca/fra/lois/O-3.01/>

<http://www.tbs-sct.gc.ca/pol/index-fra.aspx>

### **5.4 Futurs besoins opérationnels**

La manière dont le RG exerce ses activités est susceptible de changer avec le temps, au fil de l'élaboration de nouveaux modes de prestation de services et de l'amélioration des technologies. Le secteur des services financiers procède à des changements similaires, comme l'intégration de nouveaux services de perception qui sont plus rapides, plus économiques et plus pratiques que par le passé. C'est en réponse aux demandes du grand public que sont proposés ces services, et les attentes de la clientèle sont grandissantes, car elle est au fait des possibilités qu'offre la technologie.

Les nouveaux services qui sont proposés devront être présentés à l'autorité contractante aux fins d'examen et seront mis en œuvre seulement aux moyens d'un modificatif au contrat, si

Solicitation No. - N° de l'invitation  
EN891-182629/B  
Client Ref. No. - N° de réf. du client  
EN891-182629

Amd. No. - N° de la modif.  
File No. - N° du dossier  
404ZGEN891-182629/A

Buyer ID - Id de l'acheteur  
404ZG  
CCC No./N° CCC - FMS

---

approuvés. Tous les travaux réalisés par l'entrepreneur sans que celui-ci ait reçu une autorisation de tâche officielle seront effectués à ses propres risques.

## ANNEXE A, APPENDICE 1

### DÉFINITIONS

---

Les définitions suivantes s'appliquent au présent énoncé des travaux et peuvent avoir un sens différent dans d'autres contextes.

<u>Numéro d'autorisation</u>	Numéro composé de huit chiffres attribué par le RG à chaque centre fiscal de l'Agence aux fins d'identification.
<u>Jours ouvrables :</u>	Toute journée du lundi au vendredi, sauf les jours fériés nationaux, comme le précisent les définitions de Paiements Canada. Les jours fériés régionaux et municipaux sont considérés comme des jours ouvrables.
<u>Débits compensatoires :</u>	Effet à déposer qui est refusé ou retourné par l'institution financière de laquelle il a été tiré, ce qui entraîne l'annulation du crédit initial relatif au compte pour cet effet.
<u>Compte central :</u>	Un ou des comptes établis au nom de « Receveur général du Canada – Agence du revenu du Canada », spécialement créés pour le dépôt des images de chèques de l'Agence.
<u>Date de dépôt dans le compte central :</u>	Date à laquelle le RG reçoit des valeurs dans le compte central.
<u>Intérêts flottants</u>	Valeur des rentrées de fonds du gouvernement du Canada qui sont en circulation entre l'entrepreneur et la Banque du Canada.
<u>Paiement imagé (PI)</u>	Un fichier du « paiement imagé » (PI) – un fichier de l'image de chèque qui comprend une image numérique du recto et du verso du chèque et le codage de la ligne MICR, qui peut être utilisé pour les effets reportés et les effets retournés
<u>Système de transfert de paiements de grande valeur (STPGV) :</u>	Système de transfert de paiements en temps réel appartenant à l'Association canadienne des paiements et exploité par celle-ci, qui sert au traitement de paiements de grande valeur et au transfert électronique de messages de paiement entre membres participants du STPGV.
<u>Date de présentation :</u>	Date à laquelle l'entrepreneur a reçu le fichier de PI.
<u>Date de règlement :</u>	Date à laquelle le RG reçoit des valeurs à la Banque du Canada.

## ANNEXE A, APPENDICE 2

### PROTOCOLE ACTUEL DE DÉCLARATION ÉLECTRONIQUE DES RELEVÉS BANCAIRES

---

Le protocole actuel de déclaration électronique des relevés bancaires prescrit l'emploi des formats d'échange de données informatisés (EDI) normalisés ANSI X12, comme il est décrit ci-dessous :

1. Documents informatisés

Les parties s'échangent les documents EDI suivants :

- a. les caractéristiques de l'enveloppe ANSI X12 (ci-après appelée l'« enveloppe »);
  - b. les rapports sur l'information financière ANSI X12 821 (ci-après appelés les « fichiers 821 »);
  - c. l'accusé de réception ANSI X12 997 (ci-après appelé le « fichier 997 »).
- Les mappages de l'enveloppe et des fichiers 821 sont reproduits dans les Appendices 3 et 4 de l'Annexe A.

2. Éléments de données pour les fichiers 821

À l'heure actuelle, les documents 821 doivent comprendre les éléments de données suivants :

- a. le numéro de l'institution financière, attribué par l'Association canadienne des paiements (ACP);
- b. le numéro transitaire de la succursale qui tient le compte central;
- c. le numéro du compte central faisant l'objet du rapport;
- d. Code de l'opération (type) : Il est préférable que le code de l'opération soit conforme avec la liste des codes de transaction INTER\*EDI. On doit au moins indiquer des codes distincts pour les opérations autorisées, soit :
  - les dépôts;
  - dépôts et rajustements bancaires;
  - effets retournés (débits compensatoires);
  - les opérations associées aux transferts à la Banque du Canada.
- i. Reports non autorisés  
Il FAUT prendre des mesures pour empêcher les reports non autorisés. Les types de transactions suivants sont interdits pour cet énoncé des travaux. Toutefois, le cas échéant, il faut au minimum des codes d'opération distincts pour :
  - les dépôts par carte bancaire;
  - les dépôts directs;
  - les rajustements effectués par l'institution financière en ce qui concerne les dépôts directs;
  - les virements télégraphiques;
  - les rajustements effectués par l'institution financière en ce qui concerne les virements télégraphiques;
  - les rajustements effectués par l'institution financière en ce qui concerne les dépôts par carte à puce;
  - les effets retournés liés aux dépôts par carte à puce;
  - les dépôts effectués à l'aide d'un fichier EDI 820 ou 823;
  - les rajustements effectués par la banque en ce qui concerne les dépôts effectués à l'aide d'un fichier EDI 820 ou 823;
  - le cas échéant (lorsque le paiement définitif n'est pas demandé et que le bureau ministériel demande des débits compensatoires électroniques), les effets retournés liés à un dépôt effectué à l'aide d'un fichier EDI 820 ou 823;

- les dépôts faisant suite à un prélèvement automatique;
- les rajustements effectués par l'institution financière en ce qui concerne les dépôts faisant suite à un prélèvement automatique;
- les effets retournés liés aux dépôts faisant suite à un prélèvement automatique.

- e. La date de l'opération dans le compte central;
- f. Le montant de l'opération;
- g. Les numéros de référence RR, ZZ, PQ, IT, IX, VR et DE précisés dans l'Appendice 4 de l'Annexe A.

3. Configuration et période d'essai

À l'heure actuelle, le receveur général exige des entrepreneurs de :

- a. fournir au moins six semaines avant la date de la mise en œuvre tous les renseignements sur les boîtes postales et tous les autres renseignements pertinents pour la configuration du système;
- b. fournir, au moins six (6) semaines avant la date de la mise en œuvre, la liste des codes mnémoniques (avec leur signification) à utiliser comme codes d'opération (types);
- c. transmettre les données suivantes à la boîte postale d'essai du receveur général :
  - i. les données d'essai générales sur les fichiers 821 (qui auront été compilées et acceptées par le receveur général) au moins quatre semaines avant la date de la mise en œuvre, et selon la demande du receveur général par la suite;
  - ii. les données réelles (0\$) sur les fichiers 821 pour le compte central, chaque jour, au moins trois semaines avant la date de la mise en œuvre, et selon la demande du receveur général par la suite.
- e. respecter le plan d'essai et les procédures de mise en production 821/152 du RG, sauf accord contraire. Le plan d'essai et les procédures de diffusion du receveur général seront fournis sur demande.

4. Processus de déclaration après la mise en œuvre

À l'heure actuelle, le receveur général exige des entrepreneurs :

- a. De respecter le plan d'essai et les procédures de mise en production du receveur général, sauf accord contraire. Le plan d'essai et les procédures de diffusion du receveur général seront fournis sur demande;
- b. De transmettre chaque jour ouvrable, en texte clair, un fichier 821 du compte central à la boîte postale de production électronique du receveur général, au plus tard à 8 h, heure normale de l'Est (HNE), le premier jour ouvrable suivant la date de dépôt dans le compte central;
- c. d'accepter le fichier 997 de confirmation ou d'erreur que le receveur général envoie en réponse à chaque fichier 821 transmis par l'entrepreneur, et de prendre les mesures nécessaires chaque fois que ce dernier ne reçoit pas le document 997. Ces mesures doivent être prises avant 10 h (HNE), le jour même de la transmission de chaque fichier 821. Ces mesures DOIVENT consister en un appel téléphonique au receveur général;
- d. Après avoir reçu un fichier 997 négatif (segments ISA09 et ISA10 de l'enveloppe ANSI X12), de corriger le fichier 821 et le retransmettre dans un délai de deux heures suivant la réception;
- e. Dans le cas où il ne peut établir les rapports selon les modalités ci-dessus, et à la demande du receveur général, de fournir au lieu d'un fichier 821 un exemplaire imprimé ou une copie électronique des éléments de données énumérés dans la section 2 de l'Appendice 2. Le choix du support DOIT être fait d'un accord commun;
- f. Chaque jour ouvrable, de transmettre au receveur général un exemplaire des pièces justificatives pour tous les enregistrements dans le compte central non couverts par le présent énoncé des travaux, afin qu'elles lui parviennent le même jour que le fichier 821.

5. L'expéditeur assume les coûts de transmission

Le receveur général demande aux entrepreneurs d'assumer tous les coûts liés à la transmission des relevés 821. Cette mesure vise également les envois en provenance et à destination de la boîte de réception du receveur général.



Solicitation No. - N° de l'invitation  
EN891-182629/B  
Client Ref. No. - N° de réf. du client  
EN891-182629

Amd. No. - N° de la modif.  
File No. - N° du dossier  
404ZGEN891-182629/A

Buyer ID - Id de l'acheteur  
404ZG  
CCC No./N° CCC - FMS

---

## **ANNEXE A - APPENDICE 3**

### **CARACTÉRISTIQUES DE L'ENVELOPPE DES DOCUMENTS 821 ET 152**

---

#### **Caractéristiques de l'enveloppe des documents 821 et 152**

VERSION 003010

Receveur général

Version 3.02

Solicitation No. - N° de l'invitation  
EN891-182629/B  
Client Ref. No. - N° de réf. du client  
EN891-182629

Amd. No. - N° de la modif.  
File No. - N° du dossier  
404ZGEN891-182629/A

Buyer ID - Id de l'acheteur  
404ZG  
CCC No./N° CCC - FMS

## Spécifications de l'enveloppe du receveur général

Numéro de version du contrôle de l'échange 00200

ID DU SEG.	Nom	Requis	Boucle
ASI	En-tête de contrôle de l'échange	O	1
GS	En-tête du groupe fonctionnel	O	GS 1 > 1
GE	Segment fin du groupe fonctionnel	O	GE 1 > 1
AIE	Segment fin du contrôle de l'échange	O	1

(O = obligatoire)

**Remarque** : Les segments GS01 et GS08 ont été considérablement modifiés dans la présente version 3.02.

## ISA

### En-tête de contrôle de l'échange

Indique le début de l'échange

ISA	<b>ISA01 I01</b>	<b>ISA02 I02</b>	<b>ISA03 I03</b>	<b>ISA04 I04</b>	<b>ISA05 I05</b>
*	Renseignements relatifs à l'autorisation Qualificateur <b>O ID 2/2</b>	* Renseignements sur l'autorisation <b>O AN 10/10</b>	* Qualificateur de l'information sur la sécurité <b>O ID 2/2</b>	* Renseignements sur la sécurité <b>O AN 10/10</b>	* Qualificateur d'identification de l'échange <b>O ID 2/2</b>
*	<b>ISA06 I06</b> 1. Échange 2. ID de l'expéditeur <b>O ID 15/15</b>	* <b>ISA07 I05</b> Qualificateur d'identification de l'échange <b>O ID 2/2</b>	* <b>ISA08 I07</b> Identification du destinataire de l'échange <b>O ID 15/15</b>	* <b>ISA09 I08</b> Date de l'échange <b>O DT 6/6</b>	* <b>ISA10 I09</b> Heure de l'échange <b>O TM 4/4</b>
*	<b>ISA11 I10</b> Code de normalisation de l'échange <b>O ID 1/1</b>	* <b>ISA12 I11</b> Numéro de la version du contrôle de l'échange <b>O ID 5/5</b>	* <b>ISA13 I12</b> Numéro de contrôle de l'échange <b>M N0 9/9</b>	* <b>ISA14 I13</b> Accusé de réception <b>Demandé</b> <b>O ID 1/1</b>	* <b>ISA15 I14</b> Indicateur de l'essai <b>O ID 1/1</b>
*	<b>ISA16 I15</b> Séparateur de sous-éléments <b>O AN 1/1</b>	N / L			

ISA01 Qualificateur des renseignements sur l'autorisation  
Code d'identification du type d'information dans le segment ISA02. Employer le code « 00 » pour signaler l'absence d'information sur l'autorisation.

ISA02 Renseignements sur l'autorisation  
Employé pour une identification ou une autorisation additionnelle de l'expéditeur ou des données contenues dans l'échange. Sans objet

ISA03 Qualificateur des renseignements sur la sécurité

Code d'identification du type d'information dans le segment ISA04. Employer le code « 00 » pour signaler l'absence d'information sur la sécurité.

ISA04 Renseignements sur la sécurité

Désigne l'information sur la sécurité, relative à l'expéditeur ou aux données de l'échange. Inutilisés.

- ISA05 Qualificateur d'identification de l'échange  
Désigne la structure de codage employée pour identifier l'expéditeur. Défini par l'expéditeur. Par exemple, utiliser « 12 » pour un numéro de téléphone ou « 01 » pour un numéro DUNS.
- ISA06 Identification de l'expéditeur de l'échange  
Identification publiée de l'expéditeur. Défini par l'expéditeur.
- ISA07 Qualificateur d'identification de l'échange  
Désigne la structure de codage employée pour identifier le destinataire. Par exemple, utiliser « 12 » pour un numéro de téléphone ou « 01 » pour un numéro DUNS.
- ISA08 Identification du destinataire de l'échange  
Doit être fourni par le RG, conformément à son plan d'essai et à ses procédures de mise en production.
- ISA09 Date de l'échange  
Date de création de l'échange. Le format doit être « **AAMMJJ** ».
- ISA8 I05 Heure de l'échange  
Heure de création de l'échange. Le format doit être « **HHMM** ».
- ISA10 I09 Code de normalisation de l'échange  
Code désignant l'organisme de normalisation. Employer « U ».
- ISA12 Numéro de la version du contrôle de l'échange  
Numéro de version des segments de contrôle de l'échange. Employer « 00200 ».
- ISA14 I13 Numéro de contrôle de l'échange  
Identificateur unique associé à un échange. Créé par l'expéditeur et doit être le même que l'IEA02.
- ISA16 I15 Accusé de réception demandé  
Code indiquant si l'expéditeur a demandé ou non un accusé de réception. Le RG ne tiendra pas compte de cette information.
- ISA15 Indicateur de l'essai  
Code indiquant si l'échange contient des données d'essais ou de production. Employer soit « P » pour production, soit « T » pour essai.
- ISA16 Séparateur de sous-éléments  
Caractère de séparation des sous-groupes d'éléments de données. Le RG ne tiendra pas compte de cette information.

## **GS**

### **En-tête du groupe fonctionnel**

Indique le début d'un groupe fonctionnel de documents.

GS	<b>GS01</b> 479	<b>GS02</b> 142	<b>GS03</b> 124	<b>GS04</b> 29	<b>GS05</b> 30
*	Code d'identification fonctionnel	Code de l'expéditeur de la demande	Code du destinataire de la demande	Date du groupe	Heure du groupe
	<b>O ID 2/2</b>	<b>O AN 2/12</b>	<b>O AN 2/12</b>	<b>O DT 6/6</b>	<b>O TM 4/4</b>
*	<b>GS06</b> 28	<b>GS07</b> 455	<b>GS08</b> 480		
	Numéro de contrôle du groupe	Code de l'organisme responsable	Version IND. Code d'identification		
	<b>O NO 1/9</b>	<b>O ID 1/2</b>	<b>O ID 1/12</b>		

GS01 Code d'identification fonctionnel  
Code identifiant un groupe de documents informatisés liés à une demande. Transaction établie et codes acceptés par le RG comprennent :

Document informatisé	Code
821	FR
152	GR
820	RA
823	LB

GS02 Code de l'expéditeur de la demande  
Code désignant l'expéditeur du groupe fonctionnel.

GS03 Code du destinataire de la demande  
Code identifiant le destinataire du groupe fonctionnel. Employer « RECGEN ».

GS04 Date du groupe  
Date de création du groupe. Le format doit être « **AAMMJJ** ».

GS05 Heure du groupe  
Heure de création du groupe. Le format doit être « **HHMM** ».

GS06 Numéro de contrôle du groupe  
Identificateur unique du groupe Créé par l'expéditeur et doit avoir la même valeur que le GE02.

GS07 Code de l'organisme responsable  
Code identifiant l'organisme de normalisation adopté pour le groupe. La valeur devrait être « **X** ».

GS08 Code d'identification de la version/de la diffusion/de l'industrie

Solicitation No. - N° de l'invitation  
EN891-182629/B  
Client Ref. No. - N° de réf. du client  
EN891-182629

Amd. No. - N° de la modif.  
File No. - N° du dossier  
404ZGEN891-182629/A

Buyer ID - Id de l'acheteur  
404ZG  
CCC No./N° CCC - FMS

---

Versions normalisées du RG. Des versions ultérieures peuvent être adoptées, moyennant entente avec l'industrie.

Document informatisé	Version
821, 820	« 003010 »
152, 823, 820	« 003030 »

## GE

### Segment fin du groupe fonctionnel

Indique la fin d'un groupe fonctionnel de documents.

GE	<table><tr><td>GE01</td><td>97</td></tr><tr><td colspan="2">Nombre d'ensembles inclus</td></tr><tr><td>O</td><td>N0 1/6</td></tr></table>	GE01	97	Nombre d'ensembles inclus		O	N0 1/6	<table><tr><td>GE02</td><td>28</td></tr><tr><td colspan="2">Numéro de contrôle du groupe</td></tr><tr><td>O</td><td>N0 1/9</td></tr></table>	GE02	28	Numéro de contrôle du groupe		O	N0 1/9	N / L
GE01	97														
Nombre d'ensembles inclus															
O	N0 1/6														
GE02	28														
Numéro de contrôle du groupe															
O	N0 1/9														
*		*													

GE01      Nombre de documents informatisés  
La valeur doit être identique au nombre de documents informatisés inclus dans le groupe fonctionnel.

GE02      Numéro de contrôle du groupe  
Doit être identique à la valeur du segment GS06.

## IEA

### Segment fin du contrôle de l'échange

Indique la fin de l'échange.

IEA	<table><tr><td>IEA01</td><td>I16</td></tr><tr><td colspan="2">Nombre de groupes fonctionnels</td></tr><tr><td>O</td><td>N0 1/5</td></tr></table>	IEA01	I16	Nombre de groupes fonctionnels		O	N0 1/5	<table><tr><td>IEA02</td><td>I12</td></tr><tr><td colspan="2">Numéro du contrôle de l'échange</td></tr><tr><td>M</td><td>N0 9/9</td></tr></table>	IEA02	I12	Numéro du contrôle de l'échange		M	N0 9/9	N / L
IEA01	I16														
Nombre de groupes fonctionnels															
O	N0 1/5														
IEA02	I12														
Numéro du contrôle de l'échange															
M	N0 9/9														
*		*													

IEA01      Nombre de groupes fonctionnels inclus  
La valeur doit être identique au nombre de groupes fonctionnels contenus dans l'échange.

IEA02      Numéro de contrôle de l'échange  
Identificateur unique associé à un échange. Doit être le même que ISA13.

Solicitation No. - N° de l'invitation  
EN891-182629/B  
Client Ref. No. - N° de réf. du client  
EN891-182629

Amd. No. - N° de la modif.  
File No. - N° du dossier  
404ZGEN891-182629/A

Buyer ID - Id de l'acheteur  
404ZG  
CCC No./N° CCC - FMS

---

## **ANNEXE A - APPENDICE 4**

### **MAPPAGE 821**

---

### **MAPPAGE 821**

### **VERSION 003010**

Rapports sur l'information financière du receveur général

***Version 2.12***



## Rapports sur l'information financière 821 (version X.12 3010)

### Receveur général du Canada (version 2.12)

Moyennant entente avec l'industrie, le RG établira et fournira des documents de mappage des données pour les versions postérieures à la version 3010.

**Tableau 1**

ID SEG.	Nom	Demande ANSI	Max.	R.G. Demande	Min.	Max.	Boucle
OS	En-tête du document informatisé	O	1	M	1	1	
BGN	Segment de début	M	1	M	1	1	
N1	Nom (expéditeur de l'information)	O	1	M	1	1	N1/1
PER	Personne-ressource	F	>1	F		>1	
N1	Nom (destinataire de l'information)	O	1	M	1	1	N1/>1
PER	Personne-ressource	F	>1	F		>1	
ACT	Désignation du compte	F	1	M	1	1	ACT/1
CUR	Devise	F	1	F		1	
BAL	Détails du solde	F	>1	M	1	>1	
FIR	Renseignements financiers	F	1	F	1	1	FIR/>1
REF	Numéros de référence	F	>1	C	0	2	
SE	Segment fin du document informatisé	M	1	O	1	1	

(O = obligatoire, F = facultatif, C = conditionnel)

#### Remarques :

1. N1 (première occurrence privilégiée) est l'expéditeur du fichier 821.
2. N1 (deuxième occurrence privilégiée) est le destinataire du fichier 821 (le RG).

## Segments et éléments de données

### OS

#### En-tête du document informatisé

Indique le début du document informatisé

OS	ST01 143	ST02 329	
*	Code d'identification du document informatisé	* N° de contrôle du document informatisé	N / L
	O ID 3/3	O AN 4/9	

ST01 - Code du document informatisé  
Élément obligatoire portant la valeur « 821 ».

ST02 - Numéro de contrôle du document informatisé  
Ce numéro de contrôle désigne de façon exclusive chaque document échangé entre des partenaires commerciaux.  
On suggère d'augmenter ce numéro de un pour chaque document informatisé suivant.

### BGN

#### Segment de début

Indique le début du document informatisé.

BGN	BGN01 353	BGN02 127	BGN03 373	BGN04 337	
*	Code d'objet du document informatisé	* Numéro de référence	* Date	* Temps	*
	O ID 2/2	O AN 1/30	O DT 6/6	F TM 4/4	
	BGN05 623				
	Qualificateur du fuseau horaire				N / L
	F ID 2/2				

BGN01 - Code identifiant le but de l'ensemble de transactions.  
Élément obligatoire portant la valeur « 00 » (retenues, acomptes provisionnels ou arriérés d'impôt sur le revenu) ou la valeur « 22 » (tous les autres rapports financiers).  
Élément obligatoire pour la norme EDI mais qui n'est pas employé par le RG.

BGN02 - Code désignant de façon exclusive le document informatisé

Solicitation No. - N° de l'invitation  
EN891-182629/B  
Client Ref. No. - N° de réf. du client  
EN891-182629

Amd. No. - N° de la modif.  
File No. - N° du dossier  
404ZGEN891-182629/A

Buyer ID - Id de l'acheteur  
404ZG  
CCC No./N° CCC - FMS

Ce numéro se compose de deux éléments :

1. le code de quatre chiffres de l'IF membre de l'ACP, indiquant l'IF émettrice;
2. une combinaison d'au plus 26 chiffres, lettres ou espaces désignant exclusivement l'opération.

BGN03 - Date du jour ouvré à laquelle on a noté le solde du compte.  
(AAMMJJ).

BGN04 - BGN05  
Inutilisés.

## N1

### NOM (la 1<sup>o</sup> occurrence est privilégiée)

La première occurrence du segment N1 désigne l'expéditeur de l'information financière.

N1	N101 98	N102 93	N103 66	N104 67	N
*	Code ID de l'entité	*	Nom	*	/
			Code ID Qualificateur	*	L
	O ID 2/2		C ID 1/2		
		O AN 1/35		C ID 2/17	

N101 - Code d'identification de l'entité  
Élément obligatoire portant la valeur « FW » et désignant l'expéditeur.

N102 - Nom  
Nom de l'IF qui envoie l'information.

N103 - N104  
Inutilisés.

## N1

### NOM (la 2<sup>e</sup> occurrence est privilégiée)

La deuxième occurrence du segment N1 désigne le destinataire de l'information financière.

N1	N101 98	N102 93	N103 66	N104 67	N
*	Code ID de l'entité	*	Nom	*	/
			Code ID Qualificateur	*	L
	O ID 2/2		C ID 1/2		
		O AN 1/35		C ID 2/17	

N101 - Code d'identification de l'entité  
Élément obligatoire portant la valeur « AQ » et désignant le « compte de (destinataire) ».

Solicitation No. - N° de l'invitation  
EN891-182629/B  
Client Ref. No. - N° de réf. du client  
EN891-182629

Amd. No. - N° de la modif.  
File No. - N° du dossier  
404ZGEN891-182629/A

Buyer ID - Id de l'acheteur  
404ZG  
CCC No./N° CCC - FMS

N102 - Nom

« REC GEN »	Opérations dans les comptes de dépôt, remises électroniques de l'ARC.
« Receveur général du Canada »	
« 205 REC GEN »	Pour toutes les autres remises comme celles du Système de paiement de factures.

N103 - N104  
Inutilisés.

## PER

### Personne-ressource pour les communications administratives

Ce code désigne la personne ou le service avec lequel il faudrait communiquer pour les questions administratives. Le RG ne tiendra pas compte des données de ce segment.

## ACT

### Identification de compte

Ce code précise l'information sur le compte.

ACT	ACT01 508 * Numéro de compte O AN 10/21	ACT02 93 * Nom F AN 1/35	ACT03 66 * Qualificateur du code d'identification C ID 1/2	ACT04 67 * Code ID C ID 2/17
	ACT05 569 * Qualificateur du n° de compte C ID 1/3	ACT06 508 * Numéro de compte F AN 1/35	ACT07 3 * Message format libre F AN 1/60	N / L

ACT01 - Numéro de compte

Ce numéro désigne l'IF et correspond au numéro transitaire et au numéro du compte pour lequel le solde *est indiqué*.  
Ce champ est composé des éléments suivants :

- numéro de l'IF attribué par l'ACP caractères 1 à 4
- numéro transitaire attribué par l'ACP caractères 5 à 9
- Numéro de compte caractères 10 à 21

Remarque : le numéro de l'IF, le numéro transitaire et le numéro de compte doivent être constitués de zéros et être alignés à droite.

Solicitation No. - N° de l'invitation  
EN891-182629/B  
Client Ref. No. - N° de réf. du client  
EN891-182629

Amd. No. - N° de la modif.  
File No. - N° du dossier  
404ZGEN891-182629/A

Buyer ID - Id de l'acheteur  
404ZG  
CCC No./N° CCC - FMS

P. ex. : numéro de l'IF attribué par l'ACP 0001  
numéro transitaire attribué par l'ACP 9999  
numéro du compte du RG 1 234

ACT01 = **000109999000000001234**

ACT02 - ACT07  
Inutilisés.

## **CUR**

### **Devise**

Ce code désigne la devise employée pour l'opération. Le RG ne tiendra pas compte des données de ce segment.

## **BAL**

### **Détails du solde**

Ce code désigne le solde correspondant à un compte précis.

BAL	BAL01 951	BAL02 522	BAL03 782	N / L
*	Code du type de solde	* Montant Qualificateur Code	* Montant	
	O ID 1/2	O ID 1/2	O R2 1/15	

BAL01 - Code du type de solde  
Le code « Y » (cumul de l'année) indique le solde à ce jour ou actuel.

BAL02 - Qualificateur du montant indiqué dans le segment BAL03  
Le code « IB » désigne le solde à investir (c'est-à-dire le solde disponible), tandis que le code « NL » représente un solde négatif dans le grand livre.

BAL03 - Ce chiffre est précisé par le code dans le segment BAL02  
Il désigne le solde du compte.

## **FIR**

### **Information financière**

Il s'agit du sommaire d'un certain nombre d'opérations de crédit ou de débit d'un compte.

FIR	FIR01 702	FIR02 782	FIR03 380	FIR04 380
*		* Montant	* Quantité	* Quantité

Code d'opération financière  O ID 6/6	O R2 1/15	O R 1/10	O R 1/10
FIR05 703	FIR06 478	FIR07 373	FIR08 337
* Type d'information financière  O ID 1/1	* Indicateur de ct/dt  O ID 1/1	* Date  F DT 6/6	* Temps  F TM 4/4
FIR09 623	FIR10 100		
* Code de temps  F ID 2/2	* Code de devise  F ID 3/3		

FIR01 - Identifie le type de transaction. Il faut dresser la liste des codes et des définitions.  
Des codes distincts doivent être fournis.

- les dépôts (de chèques mêmes ou au moyen de fichiers images);
- les dépôts et rajustements bancaires;
- les effets retournés (débits compensatoires);
- les opérations associées aux transferts à la Banque du Canada.

FIR02 - Montant de l'opération  
Ce montant doit toujours être positif; le code FIR06 indique s'il s'agit d'un crédit ou d'un débit.

FIR03 - Quantité  
**Nombre d'opérations comprises dans le montant porté au compte, indiqué dans le segment FIR02 (dépôt, etc.).**

FIR04 - Valeur recommandée : « 1 ».

FIR05 - Ce code indique s'il s'agit de renseignements financiers détaillés ou sommaires.  
Il doit toujours être égal à « 1 » (« Détaillés »).

FIR06 - Ce code indique si le segment FIR02 a porté au compte un crédit ou un débit.  
Le code « C » désigne un crédit, et le code « D », un débit.

FIR07 - Date de valeur de l'opération (au format AAMMJJ).

FIR08 -FIR09  
Inutilisés.

FIR10 - Code de devise  
Code du pays auquel appartient la devise dans laquelle les frais sont indiqués.

Solicitation No. - N° de l'invitation  
EN891-182629/B  
Client Ref. No. - N° de réf. du client  
EN891-182629

Amd. No. - N° de la modif.  
File No. - N° du dossier  
404ZGEN891-182629/A

Buyer ID - Id de l'acheteur  
404ZG  
CCC No./N° CCC - FMS

## RÉF

### Numéros de référence

RÉF	REF01 128	REF02 127	REF03 352	
*	Qualificateur du no de référence	*	Numéro de référence	*
	O ID 2/2		O AN 1/30	
			F AN 1/80	
				N / L

Le RG rapproche l'information sur les dépôts avec le contenu du segment REF, et ce, en fonction du type de données transmises. Le seul cas dans lequel un segment REF n'est pas nécessaire est celui des virements à la Banque du Canada. Le tableau ci-après fait état des exigences pour chaque type de données.

Type de rapport sur l'information financière (821)	O ou F	REF01 1 <sup>re</sup> occurrence	REF02 1 <sup>re</sup> occurrence	O ou F	REF01 2 <sup>e</sup> occurrence	REF02 (2 <sup>e</sup> occurrence Occurrence
Fichiers 820 ou 823 conformes à la règle H6, dans lesquels le segment BGN = 22. (dépôts et rajustements bancaires pour annuler un dépôt)	O	RR ou ZZ	Numéro de suivi unique qui figure également sur les fichiers 820 ou 823. Ce numéro peut être plus ou moins long.	O	PQ	NIEC de huit chiffres attribué par l'ACP.
(effets retournés dans les cas autorisés et rajustements bancaires pour annuler un effet retourné)	F	IX	Numéro de suivi unique qui peut être plus ou moins long (p. ex. le numéro du client).	O	PQ	NIEC de huit chiffres attribué par l'ACP.
Fichiers 820 ou 823 autres que les fichiers ci-dessus et dans lesquels le segment BGN01 = 00 ou 22. (dépôts et rajustements bancaires pour annuler un dépôt)	O	RR ou ZZ	Numéro de suivi unique qui figure également sur les fichiers 820 ou 823. Ce numéro peut être plus ou moins long.	O	IT	Numéro d'autorisation du RG comportant huit chiffres.
(effets retournés dans les cas autorisés et rajustements bancaires pour annuler un effet retourné)	F	IX	Numéro de suivi unique qui peut être plus ou moins long (p. ex. le numéro du client).	O	IT	Numéro d'autorisation du RG comportant huit chiffres.
Opérations électroniques par carte dont le segment BGN01 = 22. (dépôts et rajustements bancaires pour annuler un dépôt)	O*	IX	Numéro de suivi unique qui peut être plus ou moins long (p. ex. un numéro de fin de lot).	O	VR	Numéro du commerçant <b>associé au type de carte utilisée pour l'opération</b> (ce numéro peut être plus ou moins long).

(effets retournés dans les cas autorisés et rajustements bancaires pour annuler un effet retourné)	O	IX	Numéro de suivi unique qui peut être plus ou moins long (p. ex. le numéro du client).	O	VR	Numéro du commerçant associé au type de carte utilisée pour l'opération (ce numéro peut être plus ou moins long).
Comptes de dépôt dont le segment BGN01 = 22. (dépôts et rajustements bancaires pour annuler un dépôt)	O	PB	Numéro de virement à cinq chiffres de la succursale d'origine.	O	IT	Numéro d'autorisation du RG comportant huit chiffres.
(effets retournés dans les cas autorisés et rajustements bancaires pour annuler un effet retourné)	O	PB	Numéro de virement à cinq chiffres de la succursale d'origine.	O	IT	Numéro d'autorisation du RG comportant huit chiffres.
Virements à la Banque du Canada	F					
Virements télégraphiques et STPGV (dépôts et rajustements bancaires)	F	IX	Numéro de suivi unique qui peut être plus ou moins long (p. ex. le code SWIFT).	O	IT	Numéro d'autorisation du RG comportant huit chiffres.
Dépôts directs (dépôts et rajustements bancaires)	F	IX	Numéro de suivi unique qui peut être plus ou moins long (p. ex. le numéro du fichier des dépôts directs)	O	IT	Numéro d'autorisation du RG comportant huit chiffres.

### **Numéros de suivi**

- RR Numéro de suivi unique établissant la correspondance entre un dépôt effectué à l'aide d'un fichier 820 ou 823 et le fichier 821.  
Ce numéro indique que l'IF est en mesure de fournir un numéro d'acheminement unique qui la distingue des autres IF canadiennes.
- ZZ Numéro de suivi unique établissant la correspondance entre un dépôt effectué à l'aide d'un fichier 820 ou 823 et le fichier 821.  
Il représente un numéro de suivi convenu et propre à une IF. La longueur de ce numéro est définie par l'IF.
- IX Numéro de suivi unique que les ministères doivent utiliser pour rapprocher les données sur les versements.

### **Numéros d'autorisation, de commerçant, de transit et d'entreprise créancière**

Les rajustements relatifs aux valeurs des éléments suivants doivent comprendre le numéro de suivi du dépôt d'origine.

- IT Ce code constitue, pour le RG, le numéro d'autorisation à huit chiffres désignant le bureau ministériel auquel on doit faire parvenir l'avis d'opération. Ce numéro est fourni à l'IF par l'émetteur de l'opération. REMARQUE : les rajustements et les effets retournés doivent comprendre le numéro d'autorisation du RG à huit chiffres attribué au dépôt d'origine.



Solicitation No. - N° de l'invitation  
EN891-182629/B  
Client Ref. No. - N° de réf. du client  
EN891-182629

Amd. No. - N° de la modif.  
File No. - N° du dossier  
404ZGEN891-182629/A

Buyer ID - Id de l'acheteur  
404ZG  
CCC No./N° CCC - FMS

- VR Ce numéro est réservé aux opérations électroniques effectuées par carte. Il représente, pour le RG, le numéro de commerçant qui désigne le bureau ministériel auquel il faut transmettre l'avis d'opération. **REMARQUE** : toutes les opérations, tous les rajustements et tous les effets retournés pour les opérations électroniques par carte doivent porter ce numéro de commerçant.
- PQ Ce numéro est réservé aux opérations conformes à la règle H6. Il représente, pour le RG, le NIEC de huit chiffres attribué par l'ACP. **REMARQUE** : toutes les opérations, tous les rajustements et tous les effets retournés pour les opérations conformes à la règle H6 doivent porter ce NIEC de huit chiffres.
- PB Ce numéro représente, pour le RG, le numéro transitaire de la succursale à l'origine de l'opération. Il doit comprendre cinq caractères.

**REMARQUE : REF03 – Description des services d'acceptation des cartes de crédit.**

**À la 1<sup>re</sup> occurrence : si REF01 = IX, alors REF03 est laissé vide.**

**À la 2<sup>e</sup> occurrence : si REF01 = VR, alors REF03 doit préciser le type de carte, soit VISA, MC, AMEX ou DCARD.**

**N'est pas utilisé pour d'autres services.**

## SE

### Segment fin du document informatisé

Ce code désigne la fin du document informatisé.

SE	SE01 96	SE02 329	N
*	Nombre de seg. incl.	* N° de contrôle du document informatisé	/
	O NO 1/6	O AN 4/9	L

SE01 - Nombre de segments inclus  
Cette valeur doit être égale au nombre de segments du document informatisé.

SE02 - Numéro de contrôle du document informatisé  
Ce numéro est défini par l'expéditeur; il doit correspondre au numéro de contrôle du document informatisé dans le segment ST.

Solicitation No. - N° de l'invitation  
EN891-182629/B  
Client Ref. No. - N° de réf. du client  
EN891-182629

Amd. No. - N° de la modif.  
File No. - N° du dossier  
404ZGEN891-182629/A

Buyer ID - Id de l'acheteur  
404ZG  
CCC No./N° CCC - FMS

## ANNEXE A, APPENDICE 5

### EXIGENCES DE LA BANQUE DU CANADA EN MATIÈRE DE FORMATAGE EN CE QUI A TRAIT AUX STPGV

Code de la zone SWIFT	Nom de la zone SWIFT	Renseignements exigés par la Banque du Canada
20	Références de clients	Gouvernement Agence du revenu du Canada
23B	Code d'opération bancaire	CRED
32A	Date de la valeur, devise et montant du règlement	
50A	Client qui présente la demande	Code d'identification de la banque de l'entrepreneur
57A	Compte au sein de l'institution	Code d'identification de la Banque du Canada
59	Client bénéficiaire	Numéro de compte du receveur général auprès de la Banque du Canada Receveur général
72	Renseignements transmis d'une banque à une autre	/ACC/550 :revenueaccount:date : montant; <i>reproductible</i> ou /BNF/550 :revenueaccount:date : montant; <i>reproductible</i> ou /REC/550 :revenueaccount:date : montant; <i>reproductible</i>

# ANNEXE A, APPENDICE 6

## HISTORIQUE DES ACTIVITÉS DES SERVICES DE DÉPÔT DE L'AGENCE DU REVENU DU CANADA

### SERVICES DE DÉPÔT DE L'ARC STATISTIQUES RELATIVES AUX VOLUMES DE CHÈQUES EXERCICE 2015 - 2016

CENTRE FISCAL	Avril-15	Mai-15	Juin-15	Juil-15	Août-15	Sept-15	Oct-15	Nov-15	Déc-15	Janv-16	Févr-16	Mars-16
CENTRE DE TECHNOLOGIE D'OTTAWA	564,048	523,196	597,222	416,665	370,919	482,740	329,614	363,736	459,977	307,854	339,071	425,157
CENTRE FISCAL DE L'ÎLE-DU-PRINCE-ÉDOUARD	45,497	49,268	24,897	27,296	22,912	20,496	21,906	21,943	18,350	20,362	22,161	26,526
CENTRE FISCAL DE ST. JOHN'S	32,474	44,303	17,962	17,521	15,430	13,087	14,485	15,456	12,518	13,907	15,814	16,771
CENTRE FISCAL DE JONQUIÈRE	50,465	44,356	12,229	12,209	8,312	9,723	9,743	8,802	10,025	9,067	8,682	17,777
CENTRE FISCAL DE SHAWINIGAN	94,872	110,066	35,411	34,853	24,834	27,544	29,230	27,218	27,927	27,938	25,775	41,202
CENTRE FISCAL DE SUDBURY	97,556	110,534	57,010	52,761	46,948	37,860	42,976	46,143	38,552	44,482	50,332	47,599
CENTRE FISCAL DE WINNIPEG	100,405	119,534	50,511	47,291	39,873	37,410	38,951	41,543	39,113	40,600	41,953	52,067
CENTRE FISCAL DE SURREY	113,005	116,860	50,830	52,078	44,762	42,474	43,802	45,649	42,071	45,830	47,471	56,866
<b>TOTAL</b>	1,098,322	1,118,117	846,072	660,674	573,990	671,334	530,707	570,490	648,533	510,040	551,259	683,965

### SERVICES DE DÉPÔT DE L'ARC STATISTIQUES RELATIVES AUX VOLUMES DE CHÈQUES EXERCICE 2016 - 2017

CENTRE FISCAL	Avril-16	Mai-16	Juin-16	Juil-16	Août-16	Sept-16	Oct-16	Nov-16	Déc-16	Janv-17	Févr-17	Mars-17
CENTRE DE TECHNOLOGIE D'OTTAWA	410,695	516,688	438,952	249,169	325,857	369,904	281,473	263,454	330,814	284,425	241,239	369,645
CENTRE FISCAL DE L'ÎLE-DU-PRINCE-ÉDOUARD	40,561	45,708	19,291	17,456	20,349	15,453	16,450	17,952	12,098	17,734	25,922	31,042
CENTRE FISCAL DE ST. JOHN'S	25,974	43,078	16,864	14,676	13,262	10,741	10,493	11,188	8,772	11,280	0	0
CENTRE FISCAL DE JONQUIÈRE	39,162	57,030	13,737	13,407	9,753	11,299	10,493	9,000	10,179	10,125	8,539	18,191
CENTRE FISCAL DE SHAWINIGAN	80,831	118,900	33,089	33,333	25,950	29,091	29,427	26,354	26,862	29,263	24,729	40,670
CENTRE FISCAL DE SUDBURY	92,382	136,350	51,138	48,002	47,622	40,577	42,060	47,612	39,794	45,154	46,108	56,250
CENTRE FISCAL DE WINNIPEG	88,941	112,347	44,567	38,479	40,548	35,633	36,333	38,146	34,910	44,904	75,639	110,693
CENTRE FISCAL DE SURREY	96,999	125,268	51,625	41,539	49,827	41,324	41,898	45,806	35,155	43,915	551	0
<b>TOTAL</b>	875,545	1,155,369	669,263	456,061	533,168	554,022	468,627	459,512	498,584	486,800	422,727	626,491

Solicitation No. - N° de l'invitation  
EN891-182629/B  
Client Ref. No. - N° de réf. du client  
EN891-182629

Amd. No. - N° de la modif.  
404ZG  
CCC No./N° CCC - FMS

File No. - N° du dossier  
404ZGEN891-182629/A

**SERVICES DE DÉPÔT DE L'ARC**  
**STATISTIQUES RELATIVES AUX VOLUMES DE CHÈQUES**  
**EXERCICE 2017 - 2018**

CENTRE FISCAL	Avril-17	Mai-17	Juin-17	Juil-17	Août-17	Sept-17	Oct-17	Nov-17	Déc-17	Janv-18	Févr-18	Mars-18
CENTRE DE TECHNOLOGIE D'OTTAWA	316,169	444,631	368,052	288,442	265,413	295,103	297,276	68,814	11,405	11,569	8,809	7,433
CENTRE FISCAL DE L'ÎLE-DU-PRINCE-ÉDOUARD	32,221	55,734	24,516	35,536	35,942	24,211	33,893	33,437	24,155	37,116	33,213	32,425
CENTRE FISCAL DE JONQUIÈRE	49,519	126,209	68,573	42,750	32,601	37,412	36,824	33,244	31,030	42,442	36,060	56,666
CENTRE FISCAL DE SHAWINIGAN	20,097	30,976										
CENTRE FISCAL DE SUDBURY	79,935	138,913	60,795	49,629	53,053	39,341	44,916	149,525	321,738	335,300	250,122	313,609
CENTRE FISCAL DE WINNIPEG	139,836	228,955	86,148	73,297	70,784	72,325	69,690	71,202	69,451	83,653	70,089	84,610
<b>TOTAL</b>	<b>637,777</b>	<b>1,025,418</b>	<b>608,084</b>	<b>489,654</b>	<b>457,793</b>	<b>468,392</b>	<b>482,599</b>	<b>356,222</b>	<b>457,779</b>	<b>510,080</b>	<b>398,293</b>	<b>494,743</b>

**SERVICES DE DÉPÔT DE L'ARC**  
**STATISTIQUES RELATIVES AUX VOLUMES DE CHÈQUES**  
**EXERCICE 2018 - 2019**

CENTRE FISCAL	Avril-18	Mai-18	Juin-18	Juil-18	Août-18	Sept-18
CENTRE FISCAL DE L'ÎLE-DU-PRINCE-ÉDOUARD	46,271	53,083	30,630	38,932	37,333	24,691
CENTRE FISCAL DE JONQUIÈRE	83,436	103,245	35,409	39,074	31,042	34,410
CENTRE FISCAL DE SUDBURY	419,332	572,148	318,668	393,352	286,414	304,819
CENTRE FISCAL DE WINNIPEG	130,710	211,276	73,929	74,392	68,042	64,120
<b>TOTAL</b>	<b>679,749</b>	<b>939,752</b>	<b>458,636</b>	<b>545,750</b>	<b>422,831</b>	<b>428,040</b>

Solicitation No. - N° de l'invitation  
EN891-182629/B  
Client Ref. No. - N° de réf. du client  
EN891-182629

Amd. No. - N° de la modif.  
404ZG  
CCC No./N° CCC - FMS  
404ZGEN891-182629/A

Buyer ID - Id de l'acheteur  
404ZG  
CCC No./N° CCC - FMS

## STATISTIQUES SUR LES VALEURS

### SERVICES DE DÉPÔT DE L'ARC

#### STATISTIQUES RELATIVES À LA VALEUR DES CHÈQUES

EXERCICE 2015 - 2016

CENTRE FISCAL	Avril-15	Mai-15	Juin-15	Juil-15	Août-15	Sept-15	Oct-15	Nov-15	Déc-15	Janv-16	Févr-16	Mars-16
CENTRE DE TECHNOLOGIE D'OTTAWA	\$2,307,528,669	\$2,514,440,992	\$2,364,680,631	\$1,926,754,295	\$1,450,190,562	\$2,069,532,380	\$1,454,613,544	\$1,482,347,924	\$2,247,391,923	\$1,412,487,116	\$1,602,308,478	\$2,185,759,062
CENTRE FISCAL DE L'ÎLE-DU-PRINCE-ÉDOUARD	\$413,624,399	\$371,574,484	\$260,460,126	\$279,019,289	\$244,159,006	\$199,013,507	\$229,368,070	\$241,646,690	\$229,728,401	\$196,804,708	\$262,305,233	\$323,367,747
CENTRE FISCAL DE ST. JOHN'S	\$159,217,409	\$227,035,359	\$115,598,165	\$119,803,437	\$111,767,833	\$98,363,455	\$95,692,395	\$114,816,479	\$116,559,512	\$99,870,151	\$138,679,491	\$111,269,442
CENTRE FISCAL DE JONQUIÈRE	\$105,324,669	\$134,119,019	\$43,941,085	\$51,146,924	\$27,263,508	\$37,304,508	\$30,771,341	\$40,955,951	\$42,316,528	\$30,030,906	\$30,139,362	\$52,688,475
CENTRE FISCAL DE SHAWINIGAN	\$314,598,735	\$481,442,540	\$157,067,898	\$177,746,423	\$108,401,134	\$108,189,918	\$110,737,381	\$127,583,189	\$162,023,493	\$139,821,770	\$111,691,581	\$267,630,710
CENTRE FISCAL DE SUDBURY	\$621,845,128	\$843,723,731	\$423,665,439	\$477,246,482	\$308,504,880	\$279,366,499	\$313,571,916	\$325,100,534	\$384,319,494	\$328,124,900	\$448,874,204	\$449,024,905
CENTRE FISCAL DE WINNIPEG	\$591,241,626	\$874,364,235	\$374,990,648	\$398,684,492	\$282,242,127	\$294,712,247	\$239,543,093	\$277,040,195	\$355,058,128	\$315,176,130	\$282,558,182	\$387,380,974
CENTRE FISCAL DE SURREY	\$573,697,962	\$712,565,497	\$318,760,103	\$368,940,176	\$258,720,930	\$297,258,817	\$313,324,716	\$288,117,746	\$313,777,235	\$268,337,403	\$311,518,510	\$464,306,326
TOTAL	\$5,087,078,595	\$6,159,265,856	\$4,059,164,093	\$3,799,341,520	\$2,791,249,979	\$3,383,741,333	\$2,787,622,455	\$2,897,608,708	\$3,851,174,714	\$2,790,653,085	\$3,188,075,039	\$4,241,427,641

### SERVICES DE DÉPÔT DE L'ARC

#### STATISTIQUES RELATIVES À LA VALEUR DES CHÈQUES

EXERCICE 2016 - 2017

CENTRE FISCAL	Avril-16	Mai-16	Juin-16	Juil-16	Août-16	Sept-16	Oct-16	Nov-16	Déc-16	Janv-17	Févr-17	Mars-17
CENTRE DE TECHNOLOGIE D'OTTAWA	\$2,092,175,095	\$2,877,090,170	\$1,864,495,073	\$1,337,074,102	\$1,415,751,025	\$1,802,671,086	\$1,257,256,758	\$1,327,689,208	\$1,779,617,699	\$1,535,727,836	\$1,350,642,072	\$2,103,860,689
CENTRE FISCAL DE L'ÎLE-DU-PRINCE-ÉDOUARD	\$457,659,277	\$391,152,391	\$168,547,728	\$258,854,005	\$220,913,145	\$162,929,165	\$179,769,185	\$202,191,999	\$167,412,047	\$251,343,061	\$229,830,415	\$359,036,022
CENTRE FISCAL DE ST. JOHN'S	\$144,523,484	\$261,535,161	\$105,638,708	\$113,713,620	\$90,855,428	\$98,216,139	\$81,041,644	\$83,016,517	\$76,083,934	\$77,219,034		
CENTRE FISCAL DE JONQUIÈRE	\$80,063,887	\$160,294,341	\$48,748,110	\$56,277,449	\$30,851,850	\$38,343,264	\$31,991,263	\$31,734,925	\$39,893,206	\$32,194,119	\$32,260,251	\$66,182,809
CENTRE FISCAL DE SHAWINIGAN	\$296,645,481	\$520,043,405	\$181,868,306	\$179,585,748	\$131,934,738	\$154,660,129	\$105,693,523	\$119,110,281	\$164,819,324	\$137,965,921	\$114,245,920	\$214,009,619
CENTRE FISCAL DE SUDBURY	\$588,824,704	\$1,114,795,721	\$422,332,676	\$482,965,830	\$361,686,540	\$295,648,232	\$335,162,783	\$380,290,271	\$397,285,911	\$382,397,358	\$362,951,672	\$561,443,608
CENTRE FISCAL DE WINNIPEG	\$586,781,912	\$959,294,649	\$338,720,123	\$292,459,446	\$240,843,350	\$232,623,978	\$203,049,259	\$227,127,356	\$293,059,273	\$357,756,101	\$532,128,294	\$904,629,090
CENTRE FISCAL DE SURREY	\$599,225,291	\$913,602,970	\$398,141,325	\$295,633,716	\$328,765,361	\$299,102,922	\$295,638,160	\$319,061,704	\$358,211,744	\$254,002,034	\$2,954,432	
TOTAL	\$4,845,899,131	\$7,197,808,808	\$3,528,492,048	\$3,016,563,917	\$2,821,601,436	\$3,084,194,916	\$2,489,602,574	\$2,690,222,262	\$3,276,383,139	\$3,028,605,464	\$2,625,013,055	\$4,209,161,836

### SERVICES DE DÉPÔT DE L'ARC

#### STATISTIQUES RELATIVES À LA VALEUR DES CHÈQUES

EXERCICE 2017 - 2018

CENTRE FISCAL	Avril-17	Mai-17	Juin-17	Juil-17	Août-17	Sept-17	Oct-17	Nov-17	Déc-17	Janv-18	Févr-18	Mars-18
CENTRE DE TECHNOLOGIE D'OTTAWA	\$1,621,083,478	\$2,568,187,204	\$1,783,152,908	\$1,638,554,402	\$1,286,115,418	\$1,516,657,582	\$1,488,355,386	\$355,191,170	\$62,546,245	\$59,590,101	\$55,949,282	\$82,258,787
CENTRE FISCAL DE L'ÎLE-DU-PRINCE-ÉDOUARD	\$303,430,258	\$515,588,833	\$273,243,269	\$366,963,733	\$329,390,468	\$221,592,582	\$311,339,980	\$297,519,711	\$277,949,278	\$321,843,891	\$282,525,441	\$355,801,195
CENTRE FISCAL DE JONQUIÈRE	\$178,342,289	\$558,418,266	\$233,117,262	\$241,292,342	\$143,892,430	\$149,506,453	\$122,822,885	\$153,361,615	\$152,597,642	\$163,481,257	\$127,974,081	\$306,042,311
CENTRE FISCAL DE SHAWINIGAN	\$51,153,538	\$99,833,904										
CENTRE FISCAL DE SUDBURY	\$571,174,001	\$1,040,995,342	\$450,860,664	\$450,920,257	\$457,233,363	\$338,894,332	\$369,883,480	\$880,422,993	\$1,926,227,826	\$2,027,512,009	\$1,689,636,345	\$2,289,558,874
CENTRE FISCAL DE WINNIPEG	\$959,403,143	\$1,616,012,011	\$594,695,673	\$643,654,226	\$456,212,696	\$513,334,871	\$488,360,432	\$506,881,599	\$581,504,345	\$643,236,878	\$567,531,015	\$830,947,906
TOTAL	\$3,684,586,706	\$6,399,035,561	\$3,335,069,776	\$3,341,384,961	\$2,672,844,376	\$2,739,985,820	\$2,780,762,163	\$2,193,377,089	\$3,000,825,335	\$3,215,664,136	\$2,723,616,163	\$3,864,609,072

Solicitation No. - N° de l'invitation  
EN891-182629/B

Client Ref. No. - N° de réf. du client  
EN891-182629

Amd. No. - N° de la modif.  
404ZG

Buyer ID - Id de l'acheteur  
404ZG

File No. - N° du dossier  
404ZGEN891-182629/A

CCC No./N° CCC - FMS

SERVICES DE DÉPÔT DE L'ARC  
STATISTIQUES RELATIVES À LA VALEUR DES CHÈQUES  
EXERCICE 2018 - 2019

CENTRE FISCAL	Avril-18	Mai-18	Juin-18	Juil-18	Août-18	Sept-18
CENTRE FISCAL DE L'ÎLE-DU-PRINCE-ÉDOUARD	\$357,177,433	\$469,910,701	\$268,081,988	\$433,874,879	\$323,050,108	\$227,944,448
CENTRE FISCAL DE JONQUIÈRE	\$272,916,626	\$485,211,510	\$156,425,345	\$218,590,863	\$127,513,203	\$165,522,976
CENTRE FISCAL DE SUDBURY	\$2,542,387,817	\$3,841,845,412	\$1,878,054,932	\$2,416,465,971	\$1,770,439,445	\$1,852,763,804
CENTRE FISCAL DE WINNIPEG	\$1,198,325,474	\$1,834,508,862	\$611,462,067	\$656,121,371	\$536,576,413	\$626,748,586
TOTAL	\$4,370,807,350	\$6,631,476,485	\$2,914,024,332	\$3,725,053,085	\$2,757,579,168	\$2,872,979,814

Solicitation No. - N° de l'invitation  
EN891-182629/B  
Client Ref. No. - N° de réf. du client  
EN891-182629

Amd. No. - N° de la modif.  
404ZG  
File No. - N° du dossier  
404ZGEN891-182629/A

Buyer ID - Id de l'acheteur  
404ZG  
CCC No./N° CCC - FMS

## STATISTIQUES SUR LES DÉBITS COMPENSATOIRES

### SERVICES DE DÉPÔT DE L'ARC STATISTIQUES RELATIVES AUX VOLUMES DES DÉBITS COMPENSATOIRES EXERCICE 2015 - 2016

	Avril-15	Mai-15	Juin-15	Juil-15	Août-15	Sept-15	Oct-15	Nov-15	Déc-15	Janv-16	Févr-16	Mars-16
DÉBITS COMPENSATOIRES	6,845	9,599	7,922	7,132	6,426	6,457	6,559	5,934	6,639	5,910	5,826	5,480

### SERVICES DE DÉPÔT DE L'ARC STATISTIQUES RELATIVES AUX VOLUMES DES DÉBITS COMPENSATOIRES EXERCICE 2016 - 2017

	Avril-16	Mai-16	Juin-16	Juil-16	Août-16	Sept-16	Oct-16	Nov-16	Déc-16	Janv-17	Févr-17	Mars-17
DÉBITS COMPENSATOIRES	6,675	9,000	6,800	5,849	6,197	5,360	5,307	5,577	5,114	5,599	4,247	6,000

### SERVICES DE DÉPÔT DE L'ARC STATISTIQUES RELATIVES AUX VOLUMES DES DÉBITS COMPENSATOIRES EXERCICE 2017 - 2018

	Avril-17	Mai-17	Juin-17	Juil-17	Août-17	Sept-17	Oct-17	Nov-17	Déc-17	Janv-18	Févr-18	Mars-18
DÉBITS COMPENSATOIRES	3,774	7,914	7,183	5,359	5,583	4,531	4,916	5,533	4,258	7,305	4,622	5,107

### SERVICES DE DÉPÔT DE L'ARC STATISTIQUES RELATIVES AUX VOLUMES DES DÉBITS COMPENSATOIRES EXERCICE 2018 - 2019

	Avril-18	Mai-18	Juin-18	Juil-18	Août-18	Sept-18
DÉBITS COMPENSATOIRES	5,361	9,775	6,194	6,300	5,590	4,403

## ANNEXE A, APPENDICE 7

### VALEURS HISTORIQUES DES RÈGLEMENTS

Valeurs des transactions quotidiennes	
Date (jj/mm/aaaa)	Valeur
01/04/2015	\$ 234,609,002
02/04/2015	\$ 230,262,262
07/04/2015	\$ 247,217,567
08/04/2015	\$ 250,395,710
09/04/2015	\$ 269,778,583
10/04/2015	\$ 232,187,021
13/04/2015	\$ 176,252,642
14/04/2015	\$ 194,798,443
15/04/2015	\$ 261,476,830
16/04/2015	\$ 164,107,412
17/04/2015	\$ 164,126,754
20/04/2015	\$ 180,245,509
21/04/2015	\$ 217,021,460
22/04/2015	\$ 140,127,734
23/04/2015	\$ 203,985,220
24/04/2015	\$ 144,028,695
27/04/2015	\$ 250,115,481
28/04/2015	\$ 349,608,050
29/04/2015	\$ 314,088,141
30/04/2015	\$ 762,622,542
01/05/2015	\$ 579,075,928
04/05/2015	\$ 716,460,156
05/05/2015	\$ 446,501,442
06/05/2015	\$ 549,200,474
07/05/2015	\$ 419,494,462
08/05/2015	\$ 373,558,860
11/05/2015	\$ 428,712,579
12/05/2015	\$ 293,318,281
13/05/2015	\$ 292,970,241
14/05/2015	\$ 257,984,168
15/05/2015	\$ 316,779,076
19/05/2015	\$ 174,179,454
20/05/2015	\$ 190,129,890
21/05/2015	\$ 145,353,400
22/05/2015	\$ 124,406,206
25/05/2015	\$ 134,081,541
26/05/2015	\$ 189,192,175
27/05/2015	\$ 124,100,869
28/05/2015	\$ 124,754,231
29/05/2015	\$ 180,619,423
01/06/2015	\$ 265,016,498

Valeurs des transactions quotidiennes	
Date (jj/mm/aaaa)	Valeur
02/06/2015	\$ 211,986,904
03/06/2015	\$ 155,038,539
04/06/2015	\$ 127,822,576
05/06/2015	\$ 144,532,878
08/06/2015	\$ 168,033,904
09/06/2015	\$ 119,694,964
10/06/2015	\$ 120,293,586
11/06/2015	\$ 134,419,995
12/06/2015	\$ 129,504,107
15/06/2015	\$ 517,023,259
16/06/2015	\$ 241,945,531
17/06/2015	\$ 115,494,011
18/06/2015	\$ 123,915,400
19/06/2015	\$ 144,677,303
22/06/2015	\$ 128,993,019
23/06/2015	\$ 133,845,105
24/06/2015	\$ 92,543,683
25/06/2015	\$ 165,910,034
26/06/2015	\$ 164,428,437
29/06/2015	\$ 163,121,664
30/06/2015	\$ 368,655,048
02/07/2015	\$ 271,757,075
03/07/2015	\$ 175,215,537
06/07/2015	\$ 293,309,059
07/07/2015	\$ 224,668,281
08/07/2015	\$ 170,070,652
10/07/2015	\$ 300,376,704
13/07/2015	\$ 136,309,092
14/07/2015	\$ 157,600,117
15/07/2015	\$ 226,969,168
16/07/2015	\$ 183,149,444
17/07/2015	\$ 109,681,231
20/07/2015	\$ 124,556,990
21/07/2015	\$ 136,265,078
22/07/2015	\$ 102,133,030
23/07/2015	\$ 118,432,018
24/07/2015	\$ 138,190,783
27/07/2015	\$ 127,092,717
28/07/2015	\$ 145,651,640
29/07/2015	\$ 105,610,642
30/07/2015	\$ 135,032,877



Solicitation No. - N° de l'invitation  
EN891-182629/B  
Client Ref. No. - N° de réf. du client  
EN891-182629

Amd. No. - N° de la modif.  
File No. - N° du dossier  
404ZGEN891-182629/A

Buyer ID - Id de l'acheteur  
404ZG  
CCC No./N° CCC - FMS

Valeurs des transactions quotidiennes	
Date (jj/mm/aaaa)	Valeur
31/07/2015	\$ 321,161,848
03/08/2015	\$ 6,731,198
04/08/2015	\$ 140,281,149
05/08/2015	\$ 177,851,631
06/08/2015	\$ 133,448,017
07/08/2015	\$ 104,931,573
10/08/2015	\$ 112,071,743
12/08/2015	\$ 318,057,839
13/08/2015	\$ 113,166,940
14/08/2015	\$ 103,435,078
17/08/2015	\$ 226,079,925
18/08/2015	\$ 115,002,618
19/08/2015	\$ 88,040,511
20/08/2015	\$ 105,690,625
21/08/2015	\$ 101,843,277
24/08/2015	\$ 100,238,134
25/08/2015	\$ 130,248,816
26/08/2015	\$ 117,734,653
27/08/2015	\$ 106,323,169
28/08/2015	\$ 144,803,833
31/08/2015	\$ 263,019,621
01/09/2015	\$ 195,255,380
02/09/2015	\$ 116,985,932
03/09/2015	\$ 155,726,919
04/09/2015	\$ 102,141,879
08/09/2015	\$ 87,889,494
09/09/2015	\$ 99,355,338
10/09/2015	\$ 112,337,226
11/09/2015	\$ 100,137,779
14/09/2015	\$ 137,230,999
15/09/2015	\$ 620,057,236
16/09/2015	\$ 177,534,930
17/09/2015	\$ 179,976,524
18/09/2015	\$ 152,058,654
21/09/2015	\$ 156,758,231
22/09/2015	\$ 134,030,959
23/09/2015	\$ 75,364,624
24/09/2015	\$ 90,811,801
25/09/2015	\$ 106,708,796
28/09/2015	\$ 102,127,676
29/09/2015	\$ 148,320,895
30/09/2015	\$ 279,532,331
01/10/2015	\$ 172,007,200
02/10/2015	\$ 138,656,373
05/10/2015	\$ 115,992,142
06/10/2015	\$ 139,125,326

Valeurs des transactions quotidiennes	
Date (jj/mm/aaaa)	Valeur
07/10/2015	\$ 111,645,559
08/10/2015	\$ 76,229,226
09/10/2015	\$ 70,328,696
13/10/2015	\$ 98,481,384
14/10/2015	\$ 109,187,269
15/10/2015	\$ 192,171,487
16/10/2015	\$ 126,471,108
19/10/2015	\$ 111,302,573
20/10/2015	\$ 144,542,344
21/10/2015	\$ 109,761,318
22/10/2015	\$ 101,596,119
23/10/2015	\$ 118,612,009
26/10/2015	\$ 110,445,105
27/10/2015	\$ 148,834,734
28/10/2015	\$ 182,186,145
29/10/2015	\$ 96,253,525
30/10/2015	\$ 241,630,477
02/11/2015	\$ 266,639,048
03/11/2015	\$ 181,250,168
04/11/2015	\$ 151,005,083
05/11/2015	\$ 96,897,494
06/11/2015	\$ 113,642,489
09/11/2015	\$ 114,784,920
10/11/2015	\$ 119,549,259
12/11/2015	\$ 138,263,313
13/11/2015	\$ 143,383,971
16/11/2015	\$ 213,648,717
17/11/2015	\$ 107,463,225
18/11/2015	\$ 114,726,829
19/11/2015	\$ 105,707,201
20/11/2015	\$ 137,005,012
23/11/2015	\$ 118,655,484
24/11/2015	\$ 141,986,819
25/11/2015	\$ 79,560,400
26/11/2015	\$ 137,047,146
27/11/2015	\$ 100,006,984
30/11/2015	\$ 257,489,363
01/12/2015	\$ 212,522,759
02/12/2015	\$ 132,345,507
03/12/2015	\$ 170,735,257
04/12/2015	\$ 118,722,762
07/12/2015	\$ 111,392,763
08/12/2015	\$ 123,059,737
09/12/2015	\$ 94,619,340
10/12/2015	\$ 103,302,586
11/12/2015	\$ 96,839,209

Solicitation No. - N° de l'invitation  
EN891-182629/B  
Client Ref. No. - N° de réf. du client  
EN891-182629

Amd. No. - N° de la modif.  
File No. - N° du dossier  
404ZGEN891-182629/A

Buyer ID - Id de l'acheteur  
404ZG  
CCC No./N° CCC - FMS

Valeurs des transactions quotidiennes	
Date (jj/mm/aaaa)	Valeur
14/12/2015	\$ 141,956,188
15/12/2015	\$ 617,140,436
16/12/2015	\$ 184,040,640
17/12/2015	\$ 163,098,832
21/12/2015	\$ 346,859,581
22/12/2015	\$ 221,999,229
23/12/2015	\$ 192,247,383
24/12/2015	\$ 130,802,078
29/12/2015	\$ 197,377,034
30/12/2015	\$ 118,222,040
31/12/2015	\$ 282,118,367
04/01/2016	\$ 157,138,130
05/01/2016	\$ 261,552,292
06/01/2016	\$ 128,386,787
07/01/2016	\$ 125,451,387
08/01/2016	\$ 108,376,360
11/01/2016	\$ 96,938,824
12/01/2016	\$ 132,672,535
13/01/2016	\$ 104,971,430
14/01/2016	\$ 91,254,243
15/01/2016	\$ 213,639,545
18/01/2016	\$ 163,796,099
19/01/2016	\$ 141,430,562
20/01/2016	\$ 113,745,140
21/01/2016	\$ 115,176,051
22/01/2016	\$ 122,378,354
25/01/2016	\$ 127,570,275
26/01/2016	\$ 116,328,026
27/01/2016	\$ 109,845,111
28/01/2016	\$ 97,669,499
29/01/2016	\$ 174,558,900
01/02/2016	\$ 367,794,877
02/02/2016	\$ 246,551,533
03/02/2016	\$ 139,086,249
04/02/2016	\$ 90,466,923
05/02/2016	\$ 106,092,878
08/02/2016	\$ 88,146,917
09/02/2016	\$ 83,618,160
10/02/2016	\$ 106,089,664
11/02/2016	\$ 98,307,729
12/02/2016	\$ 78,806,221
15/02/2016	\$ 163,530,183
16/02/2016	\$ 136,302,026
17/02/2016	\$ 95,399,814

Valeurs des transactions quotidiennes	
Date (jj/mm/aaaa)	Valeur
18/02/2016	\$ 76,149,637
19/02/2016	\$ 104,697,074
22/02/2016	\$ 124,725,621
23/02/2016	\$ 120,321,647
24/02/2016	\$ 132,533,660
25/02/2016	\$ 144,195,211
26/02/2016	\$ 193,027,904
29/02/2016	\$ 392,365,431
01/03/2016	\$ 354,793,115
02/03/2016	\$ 252,437,998
03/03/2016	\$ 237,734,102
04/03/2016	\$ 176,025,430
07/03/2016	\$ 136,214,223
08/03/2016	\$ 156,158,813
09/03/2016	\$ 101,975,665
10/03/2016	\$ 130,349,123
11/03/2016	\$ 111,554,870
14/03/2016	\$ 124,316,567
15/03/2016	\$ 439,673,961
16/03/2016	\$ 222,981,612
17/03/2016	\$ 170,954,465
18/03/2016	\$ 182,300,016
21/03/2016	\$ 117,976,336
22/03/2016	\$ 176,574,947
23/03/2016	\$ 111,228,235
24/03/2016	\$ 110,001,410
29/03/2016	\$ 195,194,556
30/03/2016	\$ 256,707,049
31/03/2016	\$ 372,354,741

Solicitation No. - N° de l'invitation  
EN891-182629/B  
Client Ref. No. - N° de réf. du client  
EN891-182629

Amd. No. - N° de la modif.  
File No. - N° du dossier  
404ZGEN891-182629/A

Buyer ID - Id de l'acheteur  
404ZG  
CCC No./N° CCC - FMS

Valeurs des transactions quotidiennes	
Date (jj/mm/aaaa)	Valeur
01/04/2016	\$375,274,798
04/04/2016	\$357,090,743
05/04/2016	\$350,856,116
06/04/2016	\$216,012,247
07/04/2016	\$196,007,837
08/04/2016	\$136,213,154
11/04/2016	\$130,413,591
12/04/2016	\$147,315,208
13/04/2016	\$127,372,108
14/04/2016	\$156,370,265
15/04/2016	\$230,839,080
18/04/2016	\$192,670,461
19/04/2016	\$187,736,125
20/04/2016	\$155,439,265
21/04/2016	\$163,602,524
22/04/2016	\$211,032,905
25/04/2016	\$212,106,981
26/04/2016	\$238,293,264
27/04/2016	\$280,062,241
28/04/2016	\$275,408,257
29/04/2016	\$414,141,524
02/05/2016	\$1,058,250,132
03/05/2016	\$692,785,050
04/05/2016	\$762,950,616
05/05/2016	\$582,644,219
06/05/2016	\$590,244,893
09/05/2016	\$486,241,691
10/05/2016	\$375,458,619
11/05/2016	\$313,220,194
12/05/2016	\$285,519,768
13/05/2016	\$194,854,810
16/05/2016	\$199,648,202
17/05/2016	\$196,837,009
18/05/2016	\$161,179,664
19/05/2016	\$118,805,464
20/05/2016	\$136,818,027
24/05/2016	\$118,963,153
25/05/2016	\$140,472,751
26/05/2016	\$140,343,853
27/05/2016	\$137,189,084
30/05/2016	\$150,706,358
31/05/2016	\$253,478,001
01/06/2016	\$155,223,008
02/06/2016	\$118,328,768

Valeurs des transactions quotidiennes	
Date (jj/mm/aaaa)	Valeur
03/06/2016	\$131,567,272
06/06/2016	\$126,515,314
07/06/2016	\$141,243,219
08/06/2016	\$90,740,179
09/06/2016	\$115,049,802
10/06/2016	\$150,634,693
13/06/2016	\$121,560,340
14/06/2016	\$136,834,024
15/06/2016	\$460,367,459
16/06/2016	\$149,328,788
17/06/2016	\$164,934,497
20/06/2016	\$157,444,470
21/06/2016	\$149,289,162
22/06/2016	\$147,399,824
23/06/2016	\$123,008,993
24/06/2016	\$84,788,916
27/06/2016	\$149,015,746
28/06/2016	\$142,203,376
29/06/2016	\$111,280,296
30/06/2016	\$334,626,273
04/07/2016	\$231,741,352
05/07/2016	\$245,115,361
06/07/2016	\$255,993,421
07/07/2016	\$142,483,314
08/07/2016	\$170,057,248
11/07/2016	\$150,217,102
12/07/2016	\$132,372,121
13/07/2016	\$114,546,331
14/07/2016	\$88,397,719
15/07/2016	\$177,325,105
18/07/2016	\$104,577,760
19/07/2016	\$111,550,004
20/07/2016	\$123,187,831
21/07/2016	\$133,073,346
22/07/2016	\$128,976,690
25/07/2016	\$154,530,719
26/07/2016	\$100,839,280
27/07/2016	\$138,805,710
28/07/2016	\$115,714,999
29/07/2016	\$106,062,438
01/08/2016	\$11,338,965
02/08/2016	\$325,370,532
03/08/2016	\$223,031,219
04/08/2016	\$100,281,994

Solicitation No. - N° de l'invitation  
EN891-182629/B  
Client Ref. No. - N° de réf. du client  
EN891-182629

Amd. No. - N° de la modif.  
File No. - N° du dossier  
404ZGEN891-182629/A

Buyer ID - Id de l'acheteur  
404ZG  
CCC No./N° CCC - FMS

Valeurs des transactions quotidiennes	
Date (jj/mm/aaaa)	Valeur
05/08/2016	\$124,676,767
08/08/2016	\$112,512,626
09/08/2016	\$119,905,692
10/08/2016	\$110,326,348
11/08/2016	\$116,844,958
12/08/2016	\$92,292,843
15/08/2016	\$150,470,439
16/08/2016	\$101,706,967
17/08/2016	\$87,330,968
18/08/2016	\$99,056,953
19/08/2016	\$95,951,284
22/08/2016	\$90,304,517
23/08/2016	\$104,745,817
24/08/2016	\$102,328,184
25/08/2016	\$78,192,584
26/08/2016	\$87,122,149
29/08/2016	\$91,909,520
30/08/2016	\$118,923,076
31/08/2016	\$226,437,247
01/09/2016	\$155,461,548
02/09/2016	\$124,116,565
06/09/2016	\$116,969,112
07/09/2016	\$113,973,117
08/09/2016	\$97,292,130
09/09/2016	\$95,152,830
12/09/2016	\$118,447,365
13/09/2016	\$91,212,684
14/09/2016	\$149,407,610
15/09/2016	\$460,112,096
16/09/2016	\$151,940,761
19/09/2016	\$139,906,344
20/09/2016	\$173,248,860
21/09/2016	\$134,640,313
22/09/2016	\$119,018,064
23/09/2016	\$116,198,534
26/09/2016	\$107,343,850
27/09/2016	\$106,782,070
28/09/2016	\$91,141,630
29/09/2016	\$113,942,619
30/09/2016	\$238,957,347
03/10/2016	\$153,026,073
04/10/2016	\$151,794,069
05/10/2016	\$120,735,190
06/10/2016	\$108,255,679

Valeurs des transactions quotidiennes	
Date (jj/mm/aaaa)	Valeur
07/10/2016	\$85,319,141
11/10/2016	\$101,386,085
12/10/2016	\$115,863,948
13/10/2016	\$64,572,060
14/10/2016	\$106,890,518
17/10/2016	\$157,677,476
18/10/2016	\$113,390,842
19/10/2016	\$90,282,117
20/10/2016	\$117,956,187
21/10/2016	\$100,668,022
24/10/2016	\$83,628,156
25/10/2016	\$151,210,121
26/10/2016	\$92,386,301
27/10/2016	\$115,588,492
28/10/2016	\$123,054,608
31/10/2016	\$264,957,322
01/11/2016	\$199,369,589
02/11/2016	\$190,265,567
04/11/2016	\$120,750,995
07/11/2016	\$302,184,612
09/11/2016	\$202,278,349
10/11/2016	\$93,014,363
14/11/2016	\$101,783,823
15/11/2016	\$150,828,174
16/11/2016	\$123,200,691
17/11/2016	\$88,541,418
18/11/2016	\$78,357,811
22/11/2016	\$213,399,178
23/11/2016	\$108,911,519
24/11/2016	\$107,651,071
25/11/2016	\$95,391,018
28/11/2016	\$103,367,780
29/11/2016	\$122,454,587
30/11/2016	\$236,048,938
01/12/2016	\$142,822,249
02/12/2016	\$193,579,644
05/12/2016	\$125,028,822
06/12/2016	\$121,644,313
07/12/2016	\$131,266,259
08/12/2016	\$85,891,720
09/12/2016	\$93,211,160
12/12/2016	\$95,788,636
13/12/2016	\$139,234,934
14/12/2016	\$128,878,045

Solicitation No. - N° de l'invitation  
EN891-182629/B  
Client Ref. No. - N° de réf. du client  
EN891-182629

Amd. No. - N° de la modif.  
File No. - N° du dossier  
404ZGEN891-182629/A

Buyer ID - Id de l'acheteur  
404ZG  
CCC No./N° CCC - FMS

Valeurs des transactions quotidiennes	
Date (jj/mm/aaaa)	Valeur
15/12/2016	\$450,325,655
16/12/2016	\$184,821,822
19/12/2016	\$205,873,248
20/12/2016	\$155,892,775
21/12/2016	\$171,295,054
22/12/2016	\$142,729,497
23/12/2016	\$114,651,513
28/12/2016	\$123,318,608
29/12/2016	\$216,057,188
30/12/2016	\$208,219,918
03/01/2017	\$12,795,715
04/01/2017	\$483,175,229
05/01/2017	\$133,943,022
06/01/2017	\$106,164,278
09/01/2017	\$104,161,408
10/01/2017	\$144,784,884
11/01/2017	\$111,579,877
12/01/2017	\$106,650,533
13/01/2017	\$103,472,831
16/01/2017	\$146,297,153
17/01/2017	\$195,767,343
18/01/2017	\$178,773,585
19/01/2017	\$87,402,412
20/01/2017	\$126,182,746
23/01/2017	\$103,478,437
24/01/2017	\$84,293,155
25/01/2017	\$112,066,361
26/01/2017	\$91,872,568
27/01/2017	\$112,036,434
30/01/2017	\$139,787,868
31/01/2017	\$273,096,053
01/02/2017	\$212,934,545
02/02/2017	\$125,211,610
03/02/2017	\$167,682,213
06/02/2017	\$140,299,281
07/02/2017	\$103,767,576
08/02/2017	\$121,093,893
09/02/2017	\$95,034,296
10/02/2017	\$84,164,353
13/02/2017	\$103,832,705
14/02/2017	\$84,938,896
15/02/2017	\$126,819,892
16/02/2017	\$75,412,049
17/02/2017	\$99,384,829

Valeurs des transactions quotidiennes	
Date (jj/mm/aaaa)	Valeur
20/02/2017	\$75,161,589
21/02/2017	\$130,271,225
22/02/2017	\$79,842,696
23/02/2017	\$119,094,840
24/02/2017	\$121,021,517
27/02/2017	\$164,596,305
28/02/2017	\$316,174,222
01/03/2017	\$272,987,912
02/03/2017	\$341,185,764
03/03/2017	\$219,046,203
06/03/2017	\$244,424,092
07/03/2017	\$314,244,952
08/03/2017	\$201,284,758
09/03/2017	\$105,589,209
10/03/2017	\$124,880,605
13/03/2017	\$95,791,205
14/03/2017	\$130,448,568
15/03/2017	\$355,034,866
16/03/2017	\$119,765,006
17/03/2017	\$154,936,498
20/03/2017	\$167,761,486
21/03/2017	\$130,877,865
22/03/2017	\$137,973,291
23/03/2017	\$91,823,762
24/03/2017	\$138,767,611
27/03/2017	\$109,631,052
28/03/2017	\$105,270,233
29/03/2017	\$164,683,090
30/03/2017	\$107,893,779
31/03/2017	\$318,537,570

Solicitation No. - N° de l'invitation  
EN891-182629/B  
Client Ref. No. - N° de réf. du client  
EN891-182629

Amd. No. - N° de la modif.  
File No. - N° du dossier  
404ZGEN891-182629/A

Buyer ID - Id de l'acheteur  
404ZG  
CCC No./N° CCC - FMS

Valeurs des transactions quotidiennes	
Date (jj/mm/aaaa)	Valeur
03/04/2017	\$212,632,124
04/04/2017	\$230,769,675
05/04/2017	\$253,264,029
06/04/2017	\$218,139,696
07/04/2017	\$189,394,131
10/04/2017	\$176,761,475
11/04/2017	\$162,979,754
12/04/2017	\$137,905,697
13/04/2017	\$134,265,928
18/04/2017	\$204,466,410
19/04/2017	\$179,340,762
20/04/2017	\$207,158,946
21/04/2017	\$155,589,335
24/04/2017	\$224,099,376
25/04/2017	\$192,333,830
26/04/2017	\$256,611,176
27/04/2017	\$212,426,587
28/04/2017	\$284,453,111
01/05/2017	\$284,453,111
02/05/2017	\$734,179,977
03/05/2017	\$392,317,614
04/05/2017	\$584,377,761
05/05/2017	\$393,729,774
08/05/2017	\$601,109,583
09/05/2017	\$361,786,078
10/05/2017	\$276,770,666
11/05/2017	\$239,379,965
12/05/2017	\$199,942,864
15/05/2017	\$282,616,164
16/05/2017	\$247,410,452
17/05/2017	\$185,335,564
18/05/2017	\$239,819,907
19/05/2017	\$139,893,015
23/05/2017	\$169,200,193
24/05/2017	\$171,893,422
25/05/2017	\$125,815,818
26/05/2017	\$126,697,657
29/05/2017	\$124,445,087
30/05/2017	\$147,435,509
31/05/2017	\$251,772,721
01/06/2017	\$160,582,496
02/06/2017	\$123,474,916
05/06/2017	\$176,947,985
06/06/2017	\$150,432,184

Valeurs des transactions quotidiennes	
Date (jj/mm/aaaa)	Valeur
07/06/2017	\$105,952,032
08/06/2017	\$105,618,771
09/06/2017	\$99,081,040
12/06/2017	\$84,786,305
13/06/2017	\$112,226,878
14/06/2017	\$106,748,952
15/06/2017	\$353,315,360
16/06/2017	\$141,269,163
19/06/2017	\$170,399,717
20/06/2017	\$159,910,975
21/06/2017	\$136,869,825
22/06/2017	\$107,980,387
23/06/2017	\$134,218,757
26/06/2017	\$89,138,010
27/06/2017	\$185,935,023
28/06/2017	\$141,343,760
29/06/2017	\$133,343,167
30/06/2017	\$294,914,320
04/07/2017	\$168,551,132
05/07/2017	\$221,552,448
06/07/2017	\$201,674,826
07/07/2017	\$222,530,355
10/07/2017	\$177,979,233
11/07/2017	\$170,676,251
12/07/2017	\$131,833,580
13/07/2017	\$121,402,969
14/07/2017	\$146,180,242
17/07/2017	\$192,159,908
18/07/2017	\$140,291,864
19/07/2017	\$126,736,358
20/07/2017	\$129,117,198
21/07/2017	\$132,733,723
24/07/2017	\$116,443,103
25/07/2017	\$150,563,924
26/07/2017	\$124,526,829
27/07/2017	\$175,627,855
28/07/2017	\$121,936,737
31/07/2017	\$283,664,588
01/08/2017	\$184,880,325
02/08/2017	\$128,793,110
03/08/2017	\$168,185,059
04/08/2017	\$97,376,012
07/08/2017	\$3,632,334
08/08/2017	\$93,802,113

Solicitation No. - N° de l'invitation  
EN891-182629/B  
Client Ref. No. - N° de réf. du client  
EN891-182629

Amd. No. - N° de la modif.  
File No. - N° du dossier  
404ZGEN891-182629/A

Buyer ID - Id de l'acheteur  
404ZG  
CCC No./N° CCC - FMS

Valeurs des transactions quotidiennes	
Date (jj/mm/aaaa)	Valeur
09/08/2017	\$93,497,482
10/08/2017	\$90,637,531
11/08/2017	\$115,824,254
14/08/2017	\$132,846,491
15/08/2017	\$174,244,061
16/08/2017	\$119,889,338
17/08/2017	\$93,769,106
18/08/2017	\$91,833,979
21/08/2017	\$109,082,215
22/08/2017	\$105,305,899
23/08/2017	\$111,402,018
24/08/2017	\$85,834,224
25/08/2017	\$80,926,574
28/08/2017	\$101,407,316
29/08/2017	\$96,543,535
30/08/2017	\$122,192,481
31/08/2017	\$225,620,889
01/09/2017	\$124,238,231
05/09/2017	\$84,750,133
06/09/2017	\$162,941,711
07/09/2017	\$89,832,443
08/09/2017	\$104,669,511
11/09/2017	\$117,499,415
12/09/2017	\$108,998,222
13/09/2017	\$110,114,671
14/09/2017	\$127,185,144
15/09/2017	\$381,057,703
18/09/2017	\$143,495,726
19/09/2017	\$140,318,662
20/09/2017	\$155,594,217
21/09/2017	\$128,685,433
22/09/2017	\$151,719,552
25/09/2017	\$110,195,049
26/09/2017	\$104,066,139
27/09/2017	\$113,819,403
28/09/2017	\$88,822,946
29/09/2017	\$142,135,082
02/10/2017	\$242,718,212
03/10/2017	\$152,725,894
04/10/2017	\$181,799,064
05/10/2017	\$74,396,946
06/10/2017	\$208,407,859
10/10/2017	\$96,815,615
11/10/2017	\$110,183,742

Valeurs des transactions quotidiennes	
Date (jj/mm/aaaa)	Valeur
12/10/2017	\$102,263,306
13/10/2017	\$83,148,114
16/10/2017	\$171,805,076
17/10/2017	\$86,380,462
18/10/2017	\$111,865,837
19/10/2017	\$80,040,358
20/10/2017	\$102,470,726
23/10/2017	\$121,255,869
24/10/2017	\$129,724,700
25/10/2017	\$89,854,981
26/10/2017	\$98,920,957
27/10/2017	\$90,672,783
30/10/2017	\$104,808,298
31/10/2017	\$262,816,223
01/11/2017	\$157,955,756
02/11/2017	\$132,906,859
03/11/2017	\$117,133,962
06/11/2017	\$152,097,123
07/11/2017	\$79,133,490
08/11/2017	\$89,237,073
09/11/2017	\$93,412,091
10/11/2017	\$56,645,382
14/11/2017	\$75,796,795
15/11/2017	\$143,313,508
16/11/2017	\$51,458,838
17/11/2017	\$62,394,569
20/11/2017	\$104,340,787
21/11/2017	\$62,724,412
22/11/2017	\$68,489,276
23/11/2017	\$100,094,975
24/11/2017	\$106,985,012
27/11/2017	\$123,011,043
28/11/2017	\$97,855,570
29/11/2017	\$143,536,163
30/11/2017	\$148,835,623
01/12/2017	\$195,496,620
04/12/2017	\$156,569,055
05/12/2017	\$165,303,959
06/12/2017	\$134,837,730
07/12/2017	\$184,141,028
08/12/2017	\$104,067,083
11/12/2017	\$135,620,319
12/12/2017	\$114,802,865
13/12/2017	\$91,638,079

Solicitation No. - N° de l'invitation  
EN891-182629/B  
Client Ref. No. - N° de réf. du client  
EN891-182629

Amd. No. - N° de la modif.  
File No. - N° du dossier  
404ZGEN891-182629/A

Buyer ID - Id de l'acheteur  
404ZG  
CCC No./N° CCC - FMS

Valeurs des transactions quotidiennes		Valeurs des transactions quotidiennes	
Date (jj/mm/aaaa)	Valeur	Date (jj/mm/aaaa)	Valeur
14/12/2017	\$123,081,724	19/02/2018	\$28,545,043
15/12/2017	\$372,729,909	20/02/2018	\$198,190,304
18/12/2017	\$157,706,008	21/02/2018	\$99,938,474
19/12/2017	\$159,797,408	22/02/2018	\$47,905,195
20/12/2017	\$158,447,901	23/02/2018	\$181,071,532
21/12/2017	\$150,516,650	26/02/2018	\$119,325,770
22/12/2017	\$132,716,128	27/02/2018	\$159,309,003
27/12/2017	\$126,052,806	28/02/2018	\$278,005,847
28/12/2017	\$93,520,949	01/03/2018	\$241,042,370
29/12/2017	\$164,956,518	02/03/2018	\$327,708,359
02/01/2018	\$180,757,888	05/03/2018	\$303,161,403
03/01/2018	\$203,075,021	06/03/2018	\$306,254,107
04/01/2018	\$206,239,698	07/03/2018	\$219,822,688
05/01/2018	\$245,846,772	08/03/2018	\$149,750,205
08/01/2018	\$170,657,475	09/03/2018	\$156,147,626
09/01/2018	\$96,344,418	12/03/2018	\$135,168,565
10/01/2018	\$146,839,539	13/03/2018	\$109,003,524
11/01/2018	\$116,270,512	14/03/2018	\$110,959,420
12/01/2018	\$95,340,363	15/03/2018	\$249,527,945
15/01/2018	\$135,544,698	16/03/2018	\$140,649,311
16/01/2018	\$120,466,810	19/03/2018	\$140,921,228
17/01/2018	\$104,293,197	20/03/2018	\$127,284,806
18/01/2018	\$119,145,330	21/03/2018	\$201,040,187
19/01/2018	\$145,711,384	22/03/2018	\$149,430,620
22/01/2018	\$120,946,860	23/03/2018	\$166,938,190
23/01/2018	\$123,717,306	26/03/2018	\$93,344,603
24/01/2018	\$108,756,737	27/03/2018	\$177,197,554
25/01/2018	\$105,636,106	28/03/2018	\$128,976,666
26/01/2018	\$127,121,934	29/03/2018	\$174,688,692
29/01/2018	\$128,341,953	03/04/2018	\$108,119,536
30/01/2018	\$106,941,380	04/04/2018	\$340,046,952
31/01/2018	\$236,225,025	05/04/2018	\$227,715,405
01/02/2018	\$182,332,203	06/04/2018	\$279,986,296
02/02/2018	\$197,774,020	09/04/2018	\$209,713,723
05/02/2018	\$106,968,976	10/04/2018	\$196,108,158
06/02/2018	\$213,420,435	11/04/2018	\$193,244,406
07/02/2018	\$104,944,777	12/04/2018	\$204,858,067
08/02/2018	\$108,606,060	13/04/2018	\$180,147,725
09/02/2018	\$94,961,279	16/04/2018	\$117,940,742
12/02/2018	\$83,800,230	17/04/2018	\$123,062,159
13/02/2018	\$81,883,794	18/04/2018	\$158,240,234
14/02/2018	\$112,250,579	19/04/2018	\$172,350,045
15/02/2018	\$118,674,563	20/04/2018	\$89,044,233
16/02/2018	\$102,783,943	23/04/2018	\$265,168,134



Solicitation No. - N° de l'invitation  
EN891-182629/B  
Client Ref. No. - N° de réf. du client  
EN891-182629

Amd. No. - N° de la modif.  
File No. - N° du dossier  
404ZGEN891-182629/A

Buyer ID - Id de l'acheteur  
404ZG  
CCC No./N° CCC - FMS

Valeurs des transactions quotidiennes	
Date (jj/mm/aaaa)	Valeur
24/04/2018	\$192,180,988
25/04/2018	\$180,848,469
26/04/2018	\$137,615,696
27/04/2018	\$348,285,062
30/04/2018	\$553,150,366
01/05/2018	\$384,176,566
02/05/2018	\$347,284,084
03/05/2018	\$328,377,391
04/05/2018	\$431,250,781
07/05/2018	\$707,241,670
08/05/2018	\$246,072,086
09/05/2018	\$626,497,981
10/05/2018	\$425,360,079
11/05/2018	\$240,986,958
14/05/2018	\$291,961,410
15/05/2018	\$270,983,092
16/05/2018	\$248,377,809
17/05/2018	\$293,750,617
18/05/2018	\$222,492,907
22/05/2018	\$186,261,226
23/05/2018	\$181,603,640
24/05/2018	\$180,522,571
25/05/2018	\$178,074,925
28/05/2018	\$172,735,225
29/05/2018	\$118,212,483
30/05/2018	\$179,375,170
31/05/2018	\$229,780,202
01/06/2018	\$127,835,591
04/06/2018	\$159,144,594
05/06/2018	\$119,585,826
06/06/2018	\$131,563,440
07/06/2018	\$174,819,169
08/06/2018	\$155,060,558
11/06/2018	\$73,386,049
12/06/2018	\$109,115,104
13/06/2018	\$71,567,561
14/06/2018	\$115,616,397
15/06/2018	\$303,595,867
18/06/2018	\$116,237,634
19/06/2018	\$122,779,696
20/06/2018	\$153,223,929
21/06/2018	\$134,173,104
22/06/2018	\$128,036,925
25/06/2018	\$56,468,014

Valeurs des transactions quotidiennes	
Date (jj/mm/aaaa)	Valeur
26/06/2018	\$120,722,781
27/06/2018	\$128,625,729
28/06/2018	\$218,308,090
29/06/2018	\$137,181,495
03/07/2018	\$286,348,127
04/07/2018	\$263,045,389
05/07/2018	\$206,212,713
06/07/2018	\$113,989,233
09/07/2018	\$296,123,523
10/07/2018	\$41,093,496
11/07/2018	\$37,253,563
12/07/2018	\$372,479,382
13/07/2018	\$170,887,489
16/07/2018	\$166,646,698
17/07/2018	\$142,687,944
18/07/2018	\$170,957,813
19/07/2018	\$181,753,878
20/07/2018	\$142,504,039
23/07/2018	\$125,167,057
24/07/2018	\$145,004,401
25/07/2018	\$125,355,564
26/07/2018	\$136,041,355
27/07/2018	\$111,876,832
30/07/2018	\$168,324,433
31/07/2018	\$211,353,559
01/08/2018	\$192,743,956
02/08/2018	\$149,578,365
03/08/2018	\$90,666,583
06/08/2018	\$117,411,753
07/08/2018	\$99,810,391
08/08/2018	\$118,260,741
09/08/2018	\$119,425,493
10/08/2018	\$115,444,696
13/08/2018	\$95,450,010
14/08/2018	\$88,453,374
15/08/2018	\$122,074,553
16/08/2018	\$140,681,651
17/08/2018	\$154,377,733
20/08/2018	\$84,040,452
21/08/2018	\$104,062,953
22/08/2018	\$99,490,161
23/08/2018	\$94,400,361
24/08/2018	\$116,820,835
27/08/2018	\$86,245,694

Solicitation No. - N° de l'invitation  
EN891-182629/B  
Client Ref. No. - N° de réf. du client  
EN891-182629

Amd. No. - N° de la modif.  
File No. - N° du dossier  
404ZGEN891-182629/A

Buyer ID - Id de l'acheteur  
404ZG  
CCC No./N° CCC - FMS

Valeurs des transactions quotidiennes	
Date (jj/mm/aaaa)	Valeur
28/08/2018	\$76,887,635
29/08/2018	\$109,201,918
30/08/2018	\$88,995,910
31/08/2018	\$205,160,825
04/09/2018	\$140,749,595
05/09/2018	\$173,099,700
06/09/2018	\$172,399,551
07/09/2018	\$129,002,615
10/09/2018	\$127,683,579
11/09/2018	\$77,694,798
12/09/2018	\$137,052,581
13/09/2018	\$82,892,736
14/09/2018	\$90,665,333
17/09/2018	\$338,256,301
18/09/2018	\$142,951,512
19/09/2018	\$172,713,004
20/09/2018	\$141,154,912
21/09/2018	\$117,147,722
24/09/2018	\$155,738,069
25/09/2018	\$184,579,112
26/09/2018	\$154,520,436
27/09/2018	\$67,243,443
28/09/2018	\$218,639,255

N° de l'invitation - Sollicitation No.  
EN891-182629/B  
N° de réf. du client - Client Ref. No.  
EN891-182629

N° de la modif - Amd. No.  
File No. - N° du dossier  
404ZGEN891-182629

Id de l'acheteur - Buyer ID  
404ZG  
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

## ANNEXE A, APPENDICE 8

### VOLUMES ET VALEUR PRÉVUS POUR LE SERVICE DE DÉPÔT DE L'AGENCE DU REVENU DU CANADA DE 2019 À 2024

#### SERVICES DE DÉPÔT DE L'ARC STATISTIQUES RELATIVES AUX VOLUMES DE CHÈQUES AOÛT 2019 À JUILLET 2020

CENTRE FISCAL	Août-19	Sept-19	Oct-19	Nov-19	Déc-19	Janv-20	Févr-20	Mars-20	Avril-20	Mai-20	Juin-20	Juil-20
CENTRE FISCAL DE SUDBURY					252,489	281,336	219,679	272,878	312,757	502,850	298,197	240,120
CENTRE FISCAL DE WINNIPEG	65,953	67,227	68,934	53,745	65,951	72,237	58,801	70,394	79,084	120,508	75,911	63,256
<b>TOTAL</b>	<b>65,953</b>	<b>67,227</b>	<b>68,934</b>	<b>53,745</b>	<b>318,440</b>	<b>353,573</b>	<b>278,480</b>	<b>343,272</b>	<b>391,841</b>	<b>623,358</b>	<b>374,108</b>	<b>303,376</b>

#### SERVICES DE DÉPÔT DE L'ARC STATISTIQUES RELATIVES AUX VOLUMES DE CHÈQUES AOÛT 2020 À JUILLET 2021

CENTRE FISCAL	Août-20	Sep-20	Oct-20	Nov-20	Déc-20	Janv-21	Févr-21	Mars-21	Avril-21	Mai-21	Juin-21	Juil-21
CENTRE FISCAL DE SUDBURY	252,497	258,342	266,179	196,476	252,489	281,336	219,679	272,878	312,757	502,850	298,197	240,120
CENTRE FISCAL DE WINNIPEG	65,953	67,227	68,934	53,745	65,951	72,237	58,801	70,394	79,084	120,508	75,911	63,256
<b>TOTAL</b>	<b>318,450</b>	<b>325,569</b>	<b>335,113</b>	<b>250,221</b>	<b>318,440</b>	<b>353,573</b>	<b>278,480</b>	<b>343,272</b>	<b>391,841</b>	<b>623,358</b>	<b>374,108</b>	<b>303,376</b>

#### SERVICES DE DÉPÔT DE L'ARC STATISTIQUES RELATIVES AUX VOLUMES DE CHÈQUES AOÛT 2021 À JUILLET 2022

CENTRE FISCAL	Août-21	Sep-21	Oct-21	Nov-21	Déc-21	Janv-22	Févr-22	Mars-22	Avril-22	Mai-22	Juin-22	Juil-22
CENTRE FISCAL DE SUDBURY	224,394	229,588	236,553	174,608	224,387	250,024	195,229	242,506	277,947	446,883	265,007	213,394
CENTRE FISCAL DE WINNIPEG	58,612	59,745	61,262	47,763	58,611	64,197	52,256	62,559	70,282	107,095	67,462	56,216
<b>TOTAL</b>	<b>283,006</b>	<b>289,333</b>	<b>297,815</b>	<b>222,371</b>	<b>282,998</b>	<b>314,220</b>	<b>247,485</b>	<b>305,065</b>	<b>348,229</b>	<b>553,978</b>	<b>332,469</b>	<b>269,610</b>

N° de l'invitation - Sollicitation No.  
EN891-182629/B  
N° de réf. du client - Client Ref. No.  
EN891-182629

N° de la modif - Amd. No.  
File No. - N° du dossier  
404ZGEN891-182629

Id de l'acheteur - Buyer ID  
404ZG  
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

SERVICES DE DÉPÔT DE L'ARC  
STATISTIQUES RELATIVES AUX VOLUMES DE CHÈQUES  
AOÛT 2022 À JUILLET 2023

CENTRE FISCAL	Août-22	Sep-22	Oct-22	Nov-22	Déc-22	Janv-23	Févr-23	Mars-23	Avril-23	Mai-23	Juin-23	Juil-23
CENTRE FISCAL DE SUDBURY	199,419	204,035	210,225	155,174	199,413	222,196	173,500	215,515	247,011	397,145	235,512	189,644
CENTRE FISCAL DE WINNIPEG	52,089	53,095	54,443	42,447	52,087	57,052	46,440	55,596	62,460	95,176	59,954	49,959
<b>TOTAL</b>	<b>251,508</b>	<b>257,130</b>	<b>264,668</b>	<b>197,621</b>	<b>251,500</b>	<b>279,248</b>	<b>219,940</b>	<b>271,112</b>	<b>309,471</b>	<b>492,321</b>	<b>295,466</b>	<b>239,602</b>

SERVICES DE DÉPÔT DE L'ARC  
STATISTIQUES RELATIVES AUX VOLUMES DE CHÈQUES  
AOÛT 2023 À JUILLET 2024

CENTRE FISCAL	Août-23	Sep-23	Oct-23	Nov-23	Déc-23	Janv-24	Févr-24	Mars-24	Avril-24	Mai-24	Juin-24	Juil-24
CENTRE FISCAL DE SUDBURY	177,224	181,326	186,827	137,903	177,218	197,465	154,190	191,529	219,519	352,943	209,300	168,536
CENTRE FISCAL DE WINNIPEG	46,291	47,186	48,384	37,723	46,290	50,702	41,271	49,408	55,508	84,583	53,281	44,398
<b>TOTAL</b>	<b>223,515</b>	<b>228,512</b>	<b>235,210</b>	<b>175,626</b>	<b>223,508</b>	<b>248,167</b>	<b>195,461</b>	<b>240,937</b>	<b>275,027</b>	<b>437,525</b>	<b>262,580</b>	<b>212,935</b>

SERVICES DE DÉPÔT DE L'ARC  
STATISTIQUES RELATIVES AUX VOLUMES DE CHÈQUES  
AOÛT 2024 À JUILLET 2025

CENTRE FISCAL	Août-24	Sep-24	Oct-24	Nov-24	Déc-24	Janv-25	Févr-25	Mars-25	Avril-25	Mai-25	Juin-25	Juil-25
CENTRE FISCAL DE SUDBURY	157,499	161,145	166,033	122,555	157,494	175,488	137,028	170,211	195,087	313,660	186,004	149,778
CENTRE FISCAL DE WINNIPEG	41,139	41,934	42,999	33,524	41,138	45,059	36,678	43,909	49,330	75,169	47,351	39,457
<b>TOTAL</b>	<b>198,638</b>	<b>203,078</b>	<b>209,031</b>	<b>156,079</b>	<b>198,632</b>	<b>220,546</b>	<b>173,706</b>	<b>214,121</b>	<b>244,416</b>	<b>388,829</b>	<b>233,355</b>	<b>189,235</b>

N° de l'invitation - Sollicitation No.  
EN891-182629/B  
N° de réf. du client - Client Ref. No.  
EN891-182629

N° de la modif - Amd. No.  
File No. - N° du dossier  
404ZGEN891-182629

Id de l'acheteur - Buyer ID  
404ZG  
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

## PRÉVISIONS RELATIVES À LA VALEUR

### SERVICES DE DÉPÔT DE L'ARC STATISTIQUES RELATIVES À LA VALEUR DES CHÈQUES AOÛT 2019 À JUILLET 2020

CENTRE FISCAL	Août-19	Sept-19	Oct-19	Nov-19	Déc-19	Janv-20	Févr-20	Mars-20	Avril-20	Mai-20	Juin-20	Juil-20
CENTRE FISCAL DE SUDBURY	\$0	\$0	\$0	\$0	\$1,757,831,544	\$1,958,662,922	\$1,529,407,734	\$1,899,774,408	\$2,177,412,051	\$3,500,843,878	\$2,076,044,660	\$1,671,713,424
CENTRE FISCAL DE WINNIPEG	\$459,164,394	\$468,033,982	\$479,918,116	\$374,172,298	\$459,150,470	\$502,913,602	\$409,372,170	\$490,082,636	\$550,582,416	\$838,976,304	\$528,491,990	\$440,387,880
<b>TOTAL</b>	\$459,164,394	\$468,033,982	\$479,918,116	\$374,172,298	\$2,216,982,014	\$2,461,576,524	\$1,938,779,904	\$2,389,857,044	\$2,727,994,467	\$4,339,820,182	\$2,604,536,650	\$2,112,101,304

### SERVICES DE DÉPÔT DE L'ARC STATISTIQUES RELATIVES À LA VALEUR DES CHÈQUES AOÛT 2020 À JUILLET 2021

CENTRE FISCAL	Août-20	Sep-20	Oct-20	Nov-20	Déc-20	Janv-21	Févr-21	Mars-21	Avril-21	Mai-21	Juin-21	Juil-21
CENTRE FISCAL DE SUDBURY	\$1,845,751,424	\$1,888,479,235	\$1,945,766,519	\$1,436,237,507	\$1,845,697,872	\$2,056,567,934	\$1,605,856,153	\$1,994,735,841	\$2,286,251,378	\$3,675,835,787	\$2,179,817,074	\$1,755,275,083
CENTRE FISCAL DE WINNIPEG	\$482,116,019	\$491,428,959	\$503,907,129	\$392,875,539	\$482,101,399	\$528,052,059	\$429,834,899	\$514,579,729	\$578,103,629	\$880,913,069	\$554,908,999	\$462,400,949
<b>TOTAL</b>	\$2,327,867,443	\$2,379,908,194	\$2,449,673,648	\$1,829,113,046	\$2,327,799,271	\$2,584,619,993	\$2,035,691,051	\$2,509,315,569	\$2,864,355,006	\$4,556,748,856	\$2,734,726,072	\$2,217,676,032

### SERVICES DE DÉPÔT DE L'ARC STATISTIQUES RELATIVES À LA VALEUR DES CHÈQUES AOÛT 2021 À JUILLET 2022

CENTRE FISCAL	Août-21	Sep-21	Oct-21	Nov-21	Déc-21	Janv-22	Févr-22	Mars-22	Avril-22	Mai-22	Juin-22	Juil-22
CENTRE FISCAL DE SUDBURY	\$1,722,447,452	\$1,762,320,865	\$1,815,781,117	\$1,340,290,790	\$1,722,397,478	\$1,919,180,531	\$1,498,578,196	\$1,861,479,082	\$2,133,520,153	\$3,430,274,469	\$2,034,196,109	\$1,638,015,312
CENTRE FISCAL DE WINNIPEG	\$449,908,637	\$458,599,434	\$470,244,009	\$366,629,797	\$449,894,994	\$492,775,956	\$401,120,116	\$480,203,635	\$539,483,870	\$822,064,364	\$517,838,739	\$431,510,617
<b>TOTAL</b>	\$2,172,356,090	\$2,220,920,299	\$2,286,025,127	\$1,706,920,587	\$2,172,292,472	\$2,411,956,487	\$1,899,698,312	\$2,341,682,716	\$2,673,004,023	\$4,252,338,833	\$2,552,034,848	\$2,069,525,929

### SERVICES DE DÉPÔT DE L'ARC STATISTIQUES RELATIVES À LA VALEUR DES CHÈQUES AOÛT 2022 À JUILLET 2023

CENTRE FISCAL	Août-22	Sep-22	Oct-22	Nov-22	Déc-22	Janv-23	Févr-23	Mars-23	Avril-23	Mai-23	Juin-23	Juil-23
CENTRE FISCAL DE SUDBURY	\$1,607,315,887	\$1,644,524,088	\$1,694,410,958	\$1,250,703,281	\$1,607,269,253	\$1,790,898,964	\$1,398,410,465	\$1,737,054,386	\$1,990,911,730	\$3,200,988,595	\$1,898,226,688	\$1,528,527,347
CENTRE FISCAL DE WINNIPEG	\$419,835,914	\$427,945,801	\$438,812,032	\$342,123,585	\$419,823,183	\$459,837,902	\$374,308,508	\$448,105,938	\$503,423,773	\$767,116,065	\$483,225,443	\$402,667,651
<b>TOTAL</b>	\$2,027,151,801	\$2,072,469,889	\$2,133,222,990	\$1,592,826,866	\$2,027,092,436	\$2,250,736,866	\$1,772,718,972	\$2,185,160,324	\$2,494,335,503	\$3,968,104,661	\$2,381,452,131	\$1,931,194,998

### SERVICES DE DÉPÔT DE L'ARC STATISTIQUES RELATIVES À LA VALEUR DES CHÈQUES AOÛT 2023 À JUILLET 2024

CENTRE FISCAL	Août-23	Sep-23	Oct-23	Nov-23	Déc-23	Janv-24	Févr-24	Mars-24	Avril-24	Mai-24	Juin-24	Juil-24
CENTRE FISCAL DE SUDBURY	\$1,499,842,710	\$1,534,562,985	\$1,581,114,169	\$1,167,075,006	\$1,499,799,195	\$1,671,150,505	\$1,304,905,749	\$1,620,906,245	\$1,857,789,417	\$2,986,954,493	\$1,771,301,761	\$1,426,322,366
CENTRE FISCAL DE WINNIPEG	\$391,763,586	\$399,331,205	\$409,470,866	\$319,247,492	\$391,751,705	\$429,090,841	\$349,280,369	\$418,143,334	\$469,762,343	\$715,822,850	\$450,914,574	\$375,743,279
<b>TOTAL</b>	\$1,891,606,296	\$1,933,894,190	\$1,990,585,035	\$1,486,322,498	\$1,891,550,900	\$2,100,241,346	\$1,654,186,118	\$2,039,049,579	\$2,327,551,760	\$3,702,777,343	\$2,222,216,334	\$1,802,065,644

### SERVICES DE DÉPÔT DE L'ARC STATISTIQUES RELATIVES À LA VALEUR DES CHÈQUES AOÛT 2024 À JUILLET 2025

CENTRE FISCAL	Août-24	Sep-24	Oct-24	Nov-24	Déc-24	Janv-25	Févr-25	Mars-25	Avril-25	Mai-25	Juin-25	Juil-25
CENTRE FISCAL DE SUDBURY	\$1,399,532,103	\$1,431,930,259	\$1,475,368,065	\$1,089,020,153	\$1,399,491,497	\$1,559,382,703	\$1,217,632,672	\$1,512,498,817	\$1,733,539,065	\$2,787,184,732	\$1,652,835,768	\$1,330,928,854
CENTRE FISCAL DE WINNIPEG	\$365,562,143	\$372,623,634	\$382,085,146	\$297,895,980	\$365,551,057	\$400,392,923	\$325,920,236	\$390,177,594	\$438,344,284	\$667,948,080	\$420,757,068	\$350,613,286
<b>TOTAL</b>	\$1,765,094,245	\$1,804,553,893	\$1,857,453,212	\$1,386,916,132	\$1,765,042,554	\$1,959,775,626	\$1,543,552,908	\$1,902,676,411	\$2,171,883,349	\$3,455,132,811	\$2,073,592,836	\$1,681,542,140

N° de l'invitation - Sollicitation No.  
EN891-182629/B  
N° de réf. du client - Client Ref. No.  
EN891-182629

N° de la modif - Amd. No.  
File No. - N° du dossier  
404ZGEN891-182629

Id de l'acheteur - Buyer ID  
404ZG  
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

**SERVICES DE DÉPÔT DE L'ARC**  
**STATISTIQUES RELATIVES AUX VOLUMES DE DÉBITS COMPENSATOIRES**  
**AOÛT 2019 À JUILLET 2020**

	Août-19	Sept-19	Oct-19	Nov-19	Déc-19	Janv-20	Févr-20	Mars-20	Avril-20	Mai-20	Juin-20	Juil-20
DÉBITS COMPENSATOIRES	660	672	689	537	3,184	3,536	2,785	3,433	3,918	6,234	3,741	3,034

**SERVICES DE DÉPÔT DE L'ARC**  
**STATISTIQUES RELATIVES AUX VOLUMES DE DÉBITS COMPENSATOIRES**  
**AOÛT 2020 À JUILLET 2021**

	Août-20	Sep-20	Oct-20	Nov-20	Déc-20	Janv-21	Févr-21	Mars-21	Avril-21	Mai-21	Juin-21	Juil-21
DÉBITS COMPENSATOIRES	3,184	3,256	3,351	2,502	3,184	3,536	2,785	3,433	3,918	6,234	3,741	3,034

N° de l'invitation - Sollicitation No.  
EN891-182629/B  
N° de réf. du client - Client Ref. No.  
EN891-182629

N° de la modif - Amd. No.  
File No. - N° du dossier  
404ZGEN891-182629

Id de l'acheteur - Buyer ID  
404ZG  
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

SERVICES DE DÉPÔT DE L'ARC  
STATISTIQUES RELATIVES AUX VOLUMES DE DÉBITS COMPENSATOIRES  
AOÛT 2021 À JUILLET 2022

	Août-21	Sep-21	Oct-21	Nov-21	Déc-21	Janv-22	Févr-22	Mars-22	Avril-22	Mai-22	Juin-22	Juil-22
DÉBITS COMPENSATOIRES	2,830	2,893	2,978	2,224	2,830	3,142	2,475	3,051	3,482	5,540	3,325	2,696

SERVICES DE DÉPÔT DE L'ARC  
STATISTIQUES RELATIVES AUX VOLUMES DE DÉBITS COMPENSATOIRES  
AOÛT 2022 À JUILLET 2023

	Août-22	Sep-22	Oct-22	Nov-22	Déc-22	Janv-23	Févr-23	Mars-23	Avril-23	Mai-23	Juin-23	Juil-23
DÉBITS COMPENSATOIRES	2,515	2,571	2,647	1,976	2,515	2,792	2,199	2,711	3,095	4,923	2,955	2,396

SERVICES DE DÉPÔT DE L'ARC  
STATISTIQUES RELATIVES AUX VOLUMES DE DÉBITS COMPENSATOIRES  
AOÛT 2023 À JUILLET 2024

	Août-23	Sep-23	Oct-23	Nov-23	Déc-23	Janv-24	Févr-24	Mars-24	Avril-24	Mai-24	Juin-24	Juil-24
DÉBITS COMPENSATOIRES	2,235	2,285	2,352	1,756	2,235	2,482	1,955	2,409	2,750	4,375	2,626	2,129

SERVICES DE DÉPÔT DE L'ARC  
STATISTIQUES RELATIVES AUX VOLUMES DE DÉBITS COMPENSATOIRES  
AOÛT 2024 À JUILLET 2025

	Août-24	Sep-24	Oct-24	Nov-24	Déc-24	Janv-25	Févr-25	Mars-25	Avril-25	Mai-25	Juin-25	Juil-25
DÉBITS COMPENSATOIRES	1,986	2,031	2,090	1,561	1,986	2,205	1,737	2,141	2,444	3,888	2,334	1,892

N° de l'invitation - Sollicitation No.  
EN891-182629/B  
N° de réf. du client - Client Ref. No.  
EN891-182629

N° de la modif - Amd. No.  
File No. - N° du dossier  
404ZGEN891-182629

Id de l'acheteur - Buyer ID  
404ZG  
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

---

## ANNEXE A, APPENDICE 9

### CENTRES FISCAUX DE L'AGENCE DU REVENU DU CANADA

---

#### **Emplacements contractuels (Échange de fichiers de PI)**

**Centre fiscal de Winnipeg**  
(Échange de fichiers de PI)

66 Stapon Road  
Winnipeg (Manitoba)  
R3C 3M2

**Centre fiscal de Sudbury**  
(Échange de fichiers de PI)

1050, avenue Notre-Dame  
Sudbury (Ontario)  
P3A 5C1

#### **Emplacements de service facultatifs (dépôts de chèques mêmes)**

-Veuillez noter que le traitement à ces centres fiscaux ne serait mis en œuvre que par le biais d'une modification formelle du contrat.

**Centre fiscal de l'Île-du-Prince-Édouard**  
(dépôts de chèques mêmes)

275, chemin Pope  
Summerside (Î.-P.-É.)  
C1N 5Z7

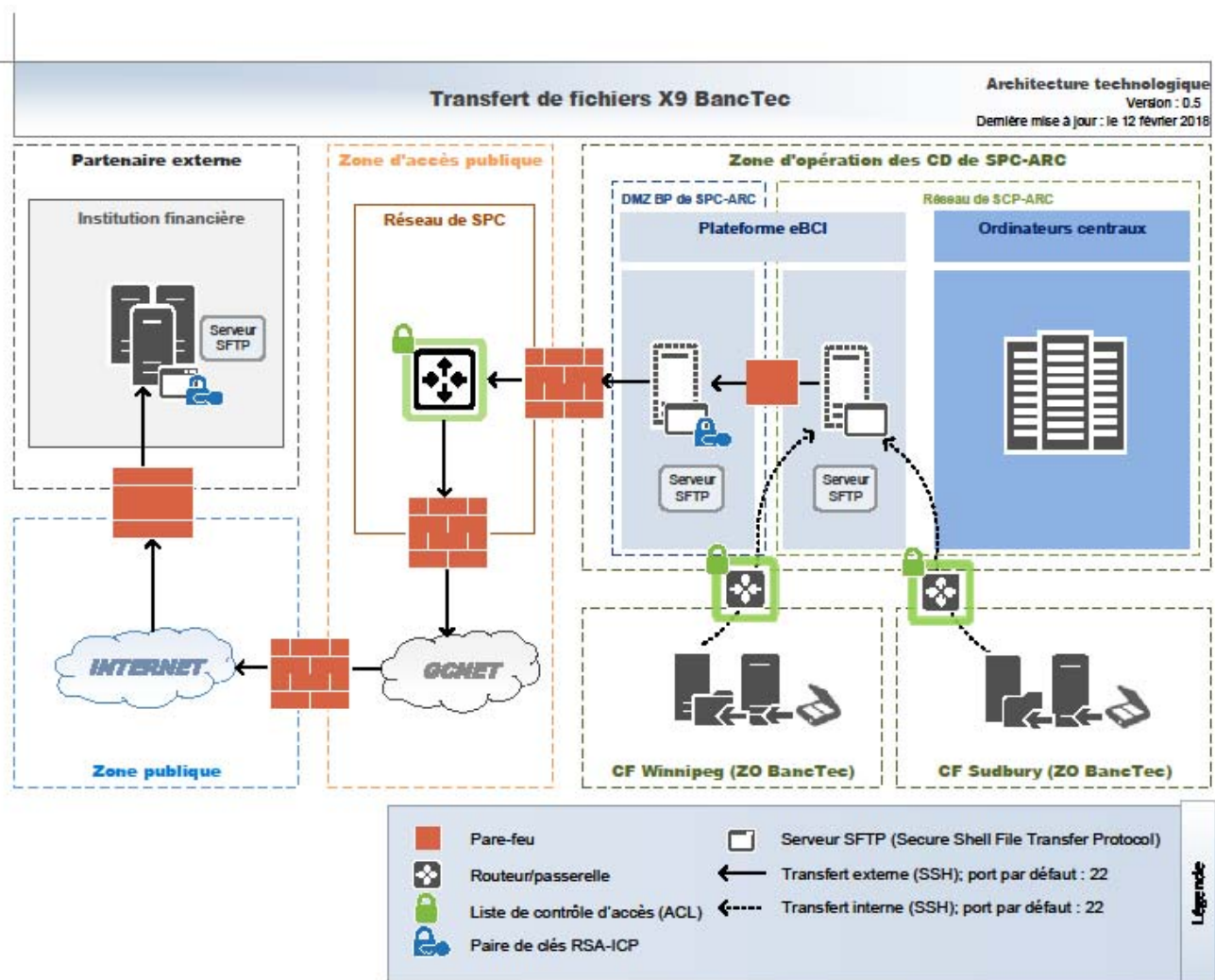
**Centre fiscal de Jonquière**  
(dépôts de chèques mêmes)

2251, boul. René-Lévesque  
Jonquière (Québec)  
G7S 5J1



## ANNEXE A, APPENDICE 10

### ÉCHANGE DES FICHIERS PI



Les serveurs SFTP fournissent des méthodes d'authentification par clé publique Secure Shell (SSH) pour permettre aux clients de s'authentifier. La SSH supporte les algorithmes de signature numérique suivants approuvés par l'ARC pour les méthodes d'authentification par clé publique : Digital Signature Algorithm (DSA) et Rivest-Shamir-Adleman Algorithm (RSA). Grâce à la méthode d'authentification par clé publique, les clients peuvent ouvrir une session dans les serveurs SFTP sans avoir à entrer un mot de passe, ce qui permet les transferts de fichiers automatisés. La SSH fournit le canal chiffré permettant

d'authentifier le client d'un ordinateur par le réseau, et le client SSH donne au client une session (« shell ») dans l'ordinateur éloigné.

Lors d'une connexion à l'hôte éloigné du partenaire externe (institution financière) par la session SSH, l'ARC utilise une paire de clés RSA-PKI pour faire une authentification automatique. Dans la session authentifiée, le serveur SFTP de l'ARC pourra envoyer les fichiers au partenaire externe.

Le processus ci-dessous sera utilisé pour transférer des fichiers à un partenaire externe.

1. Les fichiers X9 de chaque TC seront envoyés au serveur SFTP de l'ARC situé dans la zone d'exploitation unique des CD de SPC-ARC.
2. Ensuite, le serveur SFTP de l'ARC établira une connexion avec l'institution financière (IF) par SSH à l'aide de la paire de clés RSA à 2048 bits afin d'établir une session SSH.
3. Les fichiers X9 sont envoyés au serveur SFTP de l'IF pendant la session SSH.
4. Une fois les fichiers X9 reçus par le serveur SFTP de l'IF, ces derniers sont envoyés aux serveurs de traitement internes de l'IF et, chaque jour, le système envoie un courriel de confirmation indiquant que tous les fichiers X9 de ce jour ont été reçus.
5. Les fichiers X9 transitoires situés dans le serveur FTP de l'ARC peuvent être supprimés après la réception du courriel de confirmation quotidien, mais une période de rétention de 10 jours sera respectée dans le serveur pour permettre une répétition de l'envoi des fichiers, au besoin.

Il faut ajouter des adresses IP particulières aux règles du pare-feu du réseau afin de permettre le transfert SFTP à l'extérieur de la DMZ PB de SPC-ARC. Si une nouvelle institution financière est nommée comme banque principale, il faut créer de nouvelles règles de pare-feu et supprimer les anciennes.

L'infrastructure de réseautage des zones d'opération BancTec (sous-réseaux) à Sudbury et à Winnipeg exige des modifications à la Liste de contrôle d'accès (ACL) pour permettre le transfert de fichiers aux serveurs SFTP situés à l'extérieur de la zone des opérations des CD de SPC-ARC.

Tous les algorithmes de chiffrement utilisent des algorithmes approuvés par le CST/l'ARC, tels que spécifiés dans le document Algorithmes cryptographiques pour l'information NON CLASSIFIÉ, PROTÉGÉ A et PROTÉGÉ B<sup>1</sup>.

Les systèmes à clé de transport et à échange de clé fondés sur l'algorithme Rivest, Shamir, Adleman (RSA), tels que spécifiés dans le document NIST SP 800 56B Revision 1: Recommendation for Pair-Wise Key-Establishment Schemes Using Integer Factorization Cryptography [14] avec une longueur de clé RSA d'au moins 2048 bits sont approuvés pour l'établissement de clés afin de protéger les renseignements PROTÉGÉ A et PROTÉGÉ B<sup>2</sup>.

<sup>1</sup> Norme du CST : <https://www.cse-cst.gc.ca/fr/node/1831/html/26515> -

<sup>2</sup> Voir la section 5 du document <https://www.cse-cst.gc.ca/fr/node/1830/html/26507> pour obtenir les recommandations du CST sur la configuration du protocole de chiffrement SSH.

## ANNEXE B, BASE DE PAIEMENT

Pendant la durée du contrat, l'entrepreneur sera payé comme il est précisé ci-dessous pour les travaux exécutés aux termes du contrat. Les droits de douane sont inclus, et la taxe sur les produits et services (TPS) ou la taxe de vente harmonisée (TVH) sont en sus, s'il y a lieu.

### 1. Dépôts d'images de chèques

Prix unitaire ferme par image de chèque. Comme il est décrit dans la section 2.3 de l'Énoncé des travaux – Dépôts de fichier image

	Année 1	Année 2	Année 3	Année 4	Année d'option 1	Année d'option 2
Frais applicables aux images de chèques	\$	\$	\$	\$	\$	\$

### 2. Traitement de débit compensatoire

Prix unitaire ferme par débit compensatoire. Comme il est décrit dans la section 2.4.1 de l'Énoncé des travaux – Débits compensatoires

	Année 1	Année 2	Année 3	Année 4	Année d'option 1	Année d'option 2
Frais de débit compensatoire	\$	\$	\$	\$	\$	\$

N° de l'invitation - Solicitation No.  
EN891-182629/B  
N° de réf. du client - Client Ref. No.  
EN891-182629

N° de la modif - Amd. No.  
File No. - N° du dossier  
404ZGEN891-182629

Id de l'acheteur - Buyer ID  
404ZG  
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

### 3. Dépôts de chèques eux-mêmes

Il s'agit du prix unitaire ferme par chèque physique. Comme il est décrit dans la section 2.8 de l'Énoncé des travaux – Service facultatif - Dépôts de chèques eux-mêmes. Veuillez noter que ce service optionnel ne serait mis en place que par le biais d'une modification officielle du contrat.

	Année 1	Année 2	Année 3	Année 4	Année d'option 1	Année d'option 2
<b>Frais applicables aux chèques</b>	\$	\$	\$	\$	\$	\$

N° de l'invitation - Sollicitation No.  
EN891-182629/B  
N° de réf. du client - Client Ref. No.  
EN891-182629

N° de la modif - Amd. No.  
File No. - N° du dossier  
404ZGEN891-182629

Id de l'acheteur - Buyer ID  
404ZG  
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

## ANNEXE C, LISTE DE VÉRIFICATION DES EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ



Government  
of Canada

Gouvernement  
du Canada

Contract Number / Numéro du contrat

EN891-82629

Security Classification / Classification de sécurité  
UNCLASSIFIED

### SECURITY REQUIREMENTS CHECK LIST (SRCL)

### LISTE DE VÉRIFICATION DES EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ (LVERS)

PART A - CONTRACT INFORMATION / PARTIE A - INFORMATION CONTRACTUELLE		
1. Originating Government Department or Organization / Ministère ou organisme gouvernemental d'origine	Public Works and Government Services Canada	
2. Branch or Directorate / Direction générale ou Direction	BAD/RGPB	
3. a) Subcontract Number / Numéro du contrat de sous-traitance	3. b) Name and Address of Subcontractor / Nom et adresse du sous-traitant	
4. Brief Description of Work / Brève description du travail To provide for a Request for Proposal (RFP) for image deposit services for the Canada Revenue Agency (CRA) as detailed in the Statement of Work (SOW)		
5. a) Will the supplier require access to Controlled Goods? Le fournisseur aura-t-il accès à des marchandises contrôlées?		
<input checked="" type="checkbox"/> No <input type="checkbox"/> Yes Non Oui		
5. b) Will the supplier require access to unclassified military technical data subject to the provisions of the Technical Data Control Regulations? Le fournisseur aura-t-il accès à des données techniques militaires non classifiées qui sont assujetties aux dispositions du Règlement sur le contrôle des données techniques?		
<input checked="" type="checkbox"/> No <input type="checkbox"/> Yes Non Oui		
6. Indicate the type of access required / Indiquer le type d'accès requis		
6. a) Will the supplier and its employees require access to PROTECTED and/or CLASSIFIED information or assets? Le fournisseur ainsi que les employés auront-ils accès à des renseignements ou à des biens PROTÉGÉS et/ou CLASSIFIÉS? (Specify the level of access using the chart in Question 7. c) (Préciser le niveau d'accès en utilisant le tableau qui se trouve à la question 7. c)		
<input type="checkbox"/> No <input checked="" type="checkbox"/> Yes Non Oui		
6. b) Will the supplier and its employees (e.g. cleaners, maintenance personnel) require access to restricted access areas? No access to PROTECTED and/or CLASSIFIED information or assets is permitted. Le fournisseur et ses employés (p. ex. nettoyeurs, personnel d'entretien) auront-ils accès à des zones d'accès restreintes? L'accès à des renseignements ou à des biens PROTÉGÉS et/ou CLASSIFIÉS n'est pas autorisé.		
<input checked="" type="checkbox"/> No <input type="checkbox"/> Yes Non Oui		
6. c) Is this a commercial courier or delivery requirement with no overnight storage? S'agit-il d'un contrat de messagerie ou de livraison commerciale sans entreposage de nuit?		
<input checked="" type="checkbox"/> No <input type="checkbox"/> Yes Non Oui		
7. a) Indicate the type of information that the supplier will be required to access / Indiquer le type d'information auquel le fournisseur devra avoir accès		
Canada <input checked="" type="checkbox"/>	NATO / OTAN <input type="checkbox"/>	Foreign / Étranger <input type="checkbox"/>
7. b) Release restrictions / Restrictions relatives à la diffusion		
No release restrictions / Aucune restriction relative à la diffusion <input checked="" type="checkbox"/>	All NATO countries / Tous les pays de l'OTAN <input type="checkbox"/>	No release restrictions / Aucune restriction relative à la diffusion <input type="checkbox"/>
Not releasable / À ne pas diffuser <input type="checkbox"/>		
Restricted to: / Limité à: <input type="checkbox"/>	Restricted to: / Limité à: <input type="checkbox"/>	Restricted to: / Limité à: <input type="checkbox"/>
Specify country(ies): / Préciser le(s) pays:	Specify country(ies): / Préciser le(s) pays:	Specify country(ies): / Préciser le(s) pays:
7. c) Level of information / Niveau d'information		
PROTECTED A / PROTÉGÉ A <input type="checkbox"/>	NATO UNCLASSIFIED / NATO NON CLASSIFIÉ <input type="checkbox"/>	PROTECTED A / PROTÉGÉ A <input type="checkbox"/>
PROTECTED B / PROTÉGÉ B <input checked="" type="checkbox"/>	NATO RESTRICTED / NATO DIFFUSION RESTREINTE <input type="checkbox"/>	PROTECTED B / PROTÉGÉ B <input type="checkbox"/>
PROTECTED C / PROTÉGÉ C <input type="checkbox"/>	NATO CONFIDENTIAL / NATO CONFIDENTIEL <input type="checkbox"/>	PROTECTED C / PROTÉGÉ C <input type="checkbox"/>
CONFIDENTIAL / CONFIDENTIEL <input type="checkbox"/>	NATO SECRET <input type="checkbox"/>	CONFIDENTIAL / CONFIDENTIEL <input type="checkbox"/>
SECRET <input type="checkbox"/>	COSMIC TOP SECRET / COSMIC TRÈS SECRET <input type="checkbox"/>	SECRET <input type="checkbox"/>
TOP SECRET / TRÈS SECRET <input type="checkbox"/>		TOP SECRET / TRÈS SECRET <input type="checkbox"/>
TOP SECRET (SIGINT) <input type="checkbox"/>		TOP SECRET (SIGINT) <input type="checkbox"/>
TRÈS SECRET (SIGINT) <input type="checkbox"/>		TRÈS SECRET (SIGINT) <input type="checkbox"/>

TBS/SCT 350-103(2004/12)

Security Classification / Classification de sécurité  
UNCLASSIFIED

Canada

N° de l'invitation - Solicitation No.  
EN891-182629/B  
N° de réf. du client - Client Ref. No.  
EN891-182629

N° de la modif - Amd. No.  
File No. - N° du dossier  
404ZGEN891-182629

Id de l'acheteur - Buyer ID  
404ZG  
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS



Contract Number / Numéro du contrat

EN891-82629

Security Classification / Classification de sécurité  
UNCLASSIFIED

**PART A (continued) / PARTIE A (suite)**

8. Will the supplier require access to PROTECTED and/or CLASSIFIED COMSEC information or assets?  
Le fournisseur aura-t-il accès à des renseignements ou à des biens COMSEC désignés PROTÉGÉS et/ou CLASSIFIÉS?  
If Yes, indicate the level of sensitivity.  
Dans l'affirmative, indiquer le niveau de sensibilité :

☒ No ☐ Yes  
Non Oui

9. Will the supplier require access to extremely sensitive INFOSEC information or assets?  
Le fournisseur aura-t-il accès à des renseignements ou à des biens INFOSEC de nature extrêmement délicate?

☒ No ☐ Yes  
Non Oui

Short Title(s) of material / Titre(s) abrégé(s) du matériel :

Document Number / Numéro du document :

**PART B - PERSONNEL (SUPPLIER) / PARTIE B - PERSONNEL (FOURNISSEUR)**

10. a) Personnel security screening level required / Niveau de contrôle de la sécurité du personnel requis

☒ RELIABILITY STATUS  
COTE DE FIABILITÉ  
☐ TOP SECRET - SIGINT  
TRÈS SECRET - SIGINT  
☐ SITE ACCESS  
ACCÈS AUX EMPLACEMENTS  
☐ CONFIDENTIAL  
CONFIDENTIEL  
☐ NATO CONFIDENTIAL  
NATO CONFIDENTIEL  
☐ SECRET  
SECRET  
☐ NATO SECRET  
NATO SECRET  
☐ TOP SECRET  
TRÈS SECRET  
☐ COSMIC TOP SECRET  
COSMIC TRÈS SECRET

Special comments:

Commentaires spéciaux :

NOTE: If multiple levels of screening are identified, a Security Classification Guide must be provided.

REMARQUE : Si plusieurs niveaux de contrôle de sécurité sont requis, un guide de classification de la sécurité doit être fourni.

10. b) May unscreened personnel be used for portions of the work?  
Du personnel sans autorisation sécuritaire peut-il se voir confier des parties du travail?  
If Yes, will unscreened personnel be escorted?  
Dans l'affirmative, le personnel en question sera-t-il escorté?

☒ No ☐ Yes  
Non Oui  
☒ No ☐ Yes  
Non Oui

**PART C - SAFEGUARDS (SUPPLIER) / PARTIE C - MESURES DE PROTECTION (FOURNISSEUR)**

INFORMATION / ASSETS / RENSEIGNEMENTS / BIENS

11. a) Will the supplier be required to receive and store PROTECTED and/or CLASSIFIED information or assets on its site or premises?  
Le fournisseur sera-t-il tenu de recevoir et d'entreposer sur place des renseignements ou des biens PROTÉGÉS et/ou CLASSIFIÉS?

☐ No ☒ Yes  
Non Oui

11. b) Will the supplier be required to safeguard COMSEC information or assets?  
Le fournisseur sera-t-il tenu de protéger des renseignements ou des biens COMSEC?

☒ No ☐ Yes  
Non Oui

**PRODUCTION**

11. c) Will the production (manufacture, and/or repair and/or modification) of PROTECTED and/or CLASSIFIED material or equipment occur at the supplier's site or premises?  
Les installations du fournisseur serviront-elles à la production (fabrication et/ou réparation et/ou modification) de matériel PROTÉGÉ et/ou CLASSIFIÉ?

☒ No ☐ Yes  
Non Oui

**INFORMATION TECHNOLOGY (IT) MEDIA / SUPPORT RELATIF À LA TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION (TI)**

11. d) Will the supplier be required to use its IT systems to electronically process, produce or store PROTECTED and/or CLASSIFIED information or data?  
Le fournisseur sera-t-il tenu d'utiliser ses propres systèmes informatiques pour traiter, produire ou stocker électroniquement des renseignements ou des données PROTÉGÉS et/ou CLASSIFIÉS?

☐ No ☒ Yes  
Non Oui

11. e) Will there be an electronic link between the supplier's IT systems and the government department or agency?  
Disposera-t-on d'un lien électronique entre le système informatique du fournisseur et celui du ministère ou de l'agence gouvernementale?

☐ No ☒ Yes  
Non Oui

TBS/SCT 350-103(2004/12)

Security Classification / Classification de sécurité  
UNCLASSIFIED

Canada



N° de l'invitation - Sollicitation No.  
EN891-182629/B  
N° de réf. du client - Client Ref. No.  
EN891-182629

N° de la modif - Amd. No.  
File No. - N° du dossier  
404ZGEN891-182629

Id de l'acheteur - Buyer ID  
404ZG  
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS



Contract Number / Numéro du contrat

EN891-82629

Security Classification / Classification de sécurité  
UNCLASSIFIED

**PART C - (continued) / PARTIE C - (suite)**

For users completing the form **manually** use the summary chart below to indicate the category(ies) and level(s) of safeguarding required at the supplier's site(s) or premises.

Les utilisateurs qui remplissent le formulaire **manuellement** doivent utiliser le tableau récapitulatif ci-dessous pour indiquer, pour chaque catégorie, les niveaux de sauvegarde requis aux installations du fournisseur.

For users completing the form online (via the Internet), the summary chart is automatically populated by your responses to previous questions.

Dans le cas des utilisateurs qui remplissent le formulaire **en ligne** (par Internet), les réponses aux questions précédentes sont automatiquement saisies dans le tableau récapitulatif.

**SUMMARY CHART / TABLEAU RÉCAPITULATIF**

Category Catégorie	PROTECTED PROTÉGÉ			CLASSIFIED CLASSIFIÉ			NATO					COMSEC					
	A	B	C	CONFIDENTIAL CONFIDENTIEL	SECRET	TOP SECRET TRÈS SECRET	NATO RESTRICTED NATO DIFFUSION RESTREINTE	NATO CONFIDENTIAL NATO CONFIDENTIEL	NATO SECRET	COSMIC TOP SECRET COSMIC TRÈS SECRET	PROTECTED PROTÉGÉ			CONFIDENTIAL	SECRET	TOP SECRET TRÈS SECRET	
											A	B	C				CONFIDENTIAL
Information / Assets Renseignements / Biens Production		✓															
IT Media / Support TI		✓															
IT Link / Lien électronique		✓															

12. a) Is the description of the work contained within this SRCL PROTECTED and/or CLASSIFIED?

La description du travail visé par la présente LVERS est-elle de nature PROTÉGÉE et/ou CLASSIFIÉE?

☒ No ☐ Yes  
Non Oui

If Yes, classify this form by annotating the top and bottom in the area entitled "Security Classification".

Dans l'affirmative, classifiez le présent formulaire en indiquant le niveau de sécurité dans la case intitulée « Classification de sécurité » au haut et au bas du formulaire.

12. b) Will the documentation attached to this SRCL be PROTECTED and/or CLASSIFIED?

La documentation associée à la présente LVERS sera-t-elle PROTÉGÉE et/ou CLASSIFIÉE?

☒ No ☐ Yes  
Non Oui

If Yes, classify this form by annotating the top and bottom in the area entitled "Security Classification" and indicate with attachments (e.g. SECRET with Attachments).

Dans l'affirmative, classifiez le présent formulaire en indiquant le niveau de sécurité dans la case intitulée « Classification de sécurité » au haut et au bas du formulaire et indiquer qu'il y a des pièces jointes (p. ex. SECRET avec des pièces jointes).